

مكتبة لائل

« Initiatives » : 11 pages d'offres d'emplois

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14878 7 F

MERCREDI 25 NOVEMBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOUMRE

Le spectre de la peste brune

L'INCENDIE criminel d'une maison habitée par des Turcs à Mölin, qui a causé la mort de deux femmes et d'une fillette, témoigne, de façon horrible, d'une évidence : la mobilisation, le 8 novembre dernier, de l'ensemble des forces politiques allemandes contre le racisme et la xénophobie n'a pas désarmé les néo-nazis, bien au contraire. Le dernier week-end a encore été marqué par une multiplication des actes de violence contre les demandeurs d'asile, les immigrés, les squatters... Bref, contre tous ceux qui ne relèvent pas de la « normalité » blanche et germanique.

Tout se passe comme si la condamnation de ces actes, si solennellement exprimée soit-elle par les plus hautes instances de l'Etat, encourageait les tenants d'une « stratégie de la tension » à franchir chaque jour un nouveau degré de l'escalade. Le crime de Mölin représente, à bien des égards, un tournant dramatique pour l'Allemagne et son gouvernement.

COMMIS contre des membres d'une communauté turque présente en nombre depuis plusieurs décennies en RFA, il témoigne que les demandeurs d'asile ne sont pas les seuls objets de la haine raciste outre-Rhin.

Il démontre combien était illusoire l'idée qu'une limitation de ce droit d'asile suffirait à mettre fin à la vague d'agressions xénophobes. Ce crime contredit également la thèse d'une spécificité est-allemande du phénomène, qui serait due au désarroi d'une jeunesse brusquement privée de ses repères et de son encadrement communiste. Il s'est produit dans une région, celle de Hambourg, qui a, au contraire, profité économiquement de la réunification allemande. Il met en lumière les insuffisances criantes d'un système policier et judiciaire allemand étrangement paralysé devant un phénomène qui semble le dépasser complètement.

La décentralisation, dans ce domaine, n'est pas la panacée que Bonn ne cesse de proposer comme modèle à ses voisins : il aura fallu plus de mille huit cents actes de violence raciste depuis le début de cette année pour que le parquet fédéral de Karlsruhe se saisisse d'une affaire de ce type.

La persistance des exactions contre les étrangers invite également à une réflexion sur la particularité des manifestations de racisme et de xénophobie dans l'espace germanophone. L'Allemagne, l'Autriche où la Suisse alémanique ne sont pas les seuls lieux où s'expriment le rejet des étrangers et le désir de vivre entre soi. Mais, dans ces pays, la conscience nationale, fortement marquée par le sentiment d'appartenance ethnique, engendre des désirs d'exclusion, de mise à l'écart des allogènes.

C'est sur ce terrain que le dirigeant populiste Jörg Haider, en Autriche, et les néo-nazis, en Allemagne, mènent leurs funestes activités. Le premier agit dans la légalité, les seconds se conduisent comme des voyous criminels. Le chancelier Kohl et son collègue autrichien Franz Vranitzky doivent maintenant s'attendre à être jugés sur l'efficacité des mesures qu'ils leur font d'urgence, prendre contre le danger d'une nouvelle peste brune.

Lire nos informations page 8

M0147 - 1125 0 - 7.00 F



La visite du président de la République à Jérusalem

M. Mitterrand veut renforcer l'amitié franco-israélienne

M. Mitterrand entame, mercredi 25 novembre, à Jérusalem, un voyage de quatre jours au Proche-Orient. Placé sous le signe de la confiance retrouvée, le déplacement en Israël du président de la République a lieu dix ans après sa visite historique de 1982, lorsque, pour la première fois, un chef de l'Etat français avait foulé le sol de ce pays. Le président rencontrera, jeudi, au consulat général de France à Jérusalem, M. Fayal Hussein, chef de file des Palestiniens dans les territoires occupés.

Dix années de frictions

par Jean-Pierre Langellier

Voilà plus de dix ans déjà... François Mitterrand acceptant le pain, le vin et le sel traditionnels aux portes de Jérusalem ; prononçant devant la Knesset les mots tabous « O.I.P. Etat palestinien » ; dialoguant avec Menahem Begin aussi épuisé qu'opiniâtre ; images et paroles fortes d'un voyage « historique » au sens plein du terme.

Il s'agissait alors pour le nouveau président - adoubé dès le soir de son élection « véritable ami d'Israël » par Menahem Begin lui-même - non pas de ressusciter la vieille alliance scellée sous la IV^e République, entaillée par le général et morte sous la Franco post-gaullienne, mais d'en finir

avec les gestes hostiles et les prudences frileuses, les propos maladroits et les silences hautains.

A la différence de ses prédécesseurs, un lien affectif, une amitié exigeante unissaient - et contiennent d'unir - François Mitterrand à Israël et au peuple juif, en toute franchise et lucidité. Jeune ministre, il avait plaidé la cause des passagers de l'Exodus et eut le privilège d'annoncer la reconnaissance de l'Etat juif par la France. Depuis, le président évoquait volontiers la Bible qui avait « nourri son enfance » et le « lien fraternel historique entre Dieu et les juifs » (1).

Lire la suite page 4

(1) Cette citation et quelques autres sont extraites du livre d'Yves Azaouai et Yves Dera, *Mitterrand, Israël et les juifs*, « Bibliophane », Robert Laffont, 1990.

Un rapport du ministère de la défense

Armements : la part du nucléaire vouée à diminuer

Un rapport confidentiel du ministère de la défense indique que 622 milliards de francs seront engagés entre 1992 et 1997 pour le renouvellement et la modernisation (études, développement, production) de l'armement de la France. La ventilation de ces sommes fait apparaître un renversement de la tendance observée depuis plusieurs décennies : la dissuasion nucléaire subit des coupes claires tandis que le développement des moyens classiques et spatiaux est limité par les coûts.

La « patate chaude »

par Jacques Isnard

Comment être assuré que la France pourra, durant les prochaines années, continuer à financer - à la fois - autant de programmes coûteux ? Qui, de l'actuelle majorité ou de la nouvelle qui sortira des urnes en mars 1993, peut se porter garant de l'avenir de tous ces projets en même temps ? Ce ne sont pas des questions dépourvues de sens.

Ce sont celles que des chefs militaires, devant les commissions parlementaires, ont d'eux-mêmes posées aux élus en conclusion, pour certains, à la nécessité d'accroître, dès 1994, la part de la richesse nationale consacrée aux armées. Aujourd'hui, la France consomme 3,1 % de son produit

national à la défense. C'est à quelques décimales près ce que d'autres pays de sa dimension réservent à leur sécurité. La comparaison s'arrête là, en réalité. Car il faudrait détailler, dans le cas de la France, ce qui, au sein de son budget militaire, relève de préoccupations qui n'ont pas cours chez ses alliés : à savoir les crédits attribués à la gendarmerie (qui n'a pas d'équivalent ailleurs) et l'effort en faveur des actions dites humanitaires (dont le coût est prélevé sur les dépenses d'équipement militaire sans autre forme de remboursement). Si l'on tient compte de ces deux particularités, la part de la richesse nationale au profit de la défense tombe à 2,8 %.

Lire la suite page 9

La situation du « Monde »

Equilibre retrouvé, rigueur maintenue

par Jacques Lesoume

Le Monde va mieux, mais il reste fragile.

Pour la presse quotidienne nationale, les années 1991 et 1992 auront été des années difficiles. Notre journal les avait abordées dans une position délicate puisqu'il avait, en 1990, enregistré une perte d'exploitation de 39 millions de francs. Il lui aura donc fallu, simultanément, surmonter ce handicap initial et s'adapter à la chute des recettes publicitaires (le chiffre d'affaires des offres d'emploi a été divisé par quatre en deux ans, passant de 253 millions de francs en 1990 à 65 millions de francs en 1992, tandis que le chiffre d'affaires de la publicité commerciale et financière subissait une baisse sensible).

Une partie du chemin sur la voie du redressement a été faite en 1991 et une autre en 1992. Ainsi pouvons-nous annoncer aujourd'hui que l'exercice 1992 de la SARL Le Monde sera légèrement bénéficiaire, de même que celui du groupe Le Monde consolidé (SARL, Le Monde imprimerie SA, Le Monde publicité, etc.).

Lire la suite page 20

Nouvelles turbulences monétaires



Lire nos informations page 18

POINT

Le compromis agricole du GATT

De la PAC au compromis de Washington ■ De nouveaux rapports de force
par FRANÇOIS GROSCHARD et ALAIN VERNHOLES
page 19

Catastrophe aérienne en Chine

Un Boeing-737 s'est écrasé entre Canton et Gulin. Il y aurait 141 morts.
page 26

Le prix Interallié à Dominique Bona

La romancière a été primée pour son livre *Melika*, publié au Mercure de France

SCIENCES ♦ MÉDECINE

■ La santé mentale hors les murs ■ Le nouveau monde des jongleurs d'atomes ■ Rouen, héritière de l'urbanisme viking ■ La poésie et le trésor ■ Physique russe en Languedoc
pages 11 à 13

Du bon usage de la Haute Cour

Dans l'affaire du sang contaminé, face à une logique de l'absurde, trois règles devraient permettre de limiter les dégâts

par Olivier Duhamel et Georges Vedel

Plus que celle de la raison, la logique de l'absurde est imparable. De tous les droits de l'homme, le plus sacré est sans doute la présomption d'innocence. Un ministre n'y a pas moins droit qu'un citoyen ordinaire.

Or la procédure devant la Haute Cour de justice débute, sans le moindre acte préalable d'information, par une mise en accusation qui doit désigner nominativement les accusés et mentionner les faits qui leur sont reprochés. L'instruction de l'affaire n'interviendra qu'ensuite : au présumé coupable de démontrer qu'il est innocent. Le Père Ubu, au meilleur de sa forme, n'aurait pas mieux fait.

A vrai dire, cette insécurité est à être évitée. Les textes constitutionnels ne confèrent nullement

à la Haute Cour le monopole du jugement des ministres pour les crimes et délits commis dans l'exercice de leurs fonctions ; la tradition républicaine et la doctrine des auteurs l'attestent. L'étrangement de la mise en accusation directe devrait être réservée aux crimes politiques dont le Parlement peut avoir une connaissance immédiate semblable à celle du flagrant délit. Mais la normale exigerait dans les autres cas la poursuite devant la justice ordinaire respectueuse de la présomption d'innocence. En méconnaissant naguère cette pos-

sibilité, la chambre criminelle, bien involontairement, nous a livrés à la logique de l'absurde.

Essayons pourtant de limiter les dégâts. Pour tenir le plus qu'il se peut Ubu roi hors de la république, trois règles, commandées tout à la fois par la morale, par l'hygiène politique et par la prudence, doivent être formulées.

Lire la suite page 2

► Georges Vedel est ancien membre du Conseil constitutionnel. Olivier Duhamel est professeur à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne.

Lire également

Laisser passer la justice

par JACQUES CHIRAC

La République, la maladie, la mort

par BLANDINE KRIEDEL
page 2

LE MANAGEMENT CLANDESTIN

Michel Moullet

Echappant au regard, le management clandestin détourne les règles, les procédures et les plans, et imprime à l'entreprise ses caractéristiques et sa dynamique profondes.

Le livre de Michel Moullet sera lu parce qu'il vient à point : il parle de la réalité.

Michel Crozier

236 pages, 135 F

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 760 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Françaises, 9 F ; Côte d'Ivoire, 486 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 36 p. ; Irlande, 220 IRP ; Italie, 1,20 L. ; Japon, 2,20 ¥ ; Luxembourg, 43 Lf. ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 Fl. ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 460 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,80 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

Sang contaminé

Laisser passer la justice

par Jacques Chirac

L'AFFAIRE du sang contaminé est d'abord un drame d'une ampleur telle, d'une horreur telle, que chaque Français se sent envahi de compassion, au vrai sens de ce terme : souffrir avec. Oui, nous souffrons tous avec les victimes, qui vivent les affres d'un destin immérité. Nous souffrons tous avec leurs proches, qui les accompagnent dans ce calvaire.

Mais l'affaire du sang contaminé est aussi un scandale qui pèse lourd sur le climat psychologique et politique de la France. Rien ne sera jamais comme avant, parce que cette tragédie éclaire d'un jour cru les dérives de notre époque. Certains fonctionnaires sont sur la sellette, mais, au-delà, c'est un système administratif opaque et trop souvent irresponsable qui est en question. Certains médecins sont condamnés, mais, au-delà, c'est une certaine médecine envisagée sous l'angle du profit qui est jugée. Certains politiques sont priés de s'expliquer, mais, au-delà, c'est la politique et sa présomption d'impunité qui font l'objet d'un profond rejet. Voilà ce qui est en cause, une dérive mercantile de notre société, son fond d'inconscience, de confusion et d'amoralité.

Le pays demande des comptes, et ce n'est que justice. Pour l'affaire du sang contaminé, bien sûr. Mais aussi pour tout le reste. Pour les pressions exercées sur les juges. Pour la protection affichée dont jouissent les amis du prince. Pour l'immunité que les socialistes ont fait voter. On ne dira jamais assez le rôle majeur joué par cette amnistie dans la dégradation du climat politique de la France. Symbole de l'impunité érigée en système, tous les événements ultérieurs ont été appréciés à travers ce prisme, et les politiques soupçonnés *a priori*, non pas d'être forcément coupables, mais de vouloir échapper à toute éventuelle responsabilité.

Bien sûr, aucun régime n'est exempt de faux pas, et les hommes sont faillibles, à quelque bord qu'ils appartiennent. Reconnaissons toutefois qu'après douze ans de mitterrandisme la coupe morale est pleine.

Que faire maintenant? Rien d'autre que laisser passer la justice, afin que les citoyens ne ressentent plus l'injustice. La justice, aujourd'hui, suppose que la Haute Cour désormais formée aille jusqu'au bout de sa mission. Non pour poursuivre je ne sais quelle vindicte : chacun doit pouvoir bénéficier de sa présomption d'innocence. Non pour couvrir d'opprobre, mais pour cerner les responsabilités et établir la vérité,

cette vérité que nous devons aux victimes et qu'il est nécessaire d'établir pour que plus jamais pareil drame ne puisse se reproduire.

La Haute Cour est perfectible. C'est vrai. Beaucoup de propositions ont été faites, ici ou là, pour faciliter sa saisine et améliorer son fonctionnement. Faut-il, comme certains le demandent, supprimer cette instance et décider que les politiques seront justiciables devant des juridictions ordinaires, à l'instar des autres citoyens? Faut-il, par voie de conséquence, que l'exécutif soit entièrement soumis au judiciaire dans des affaires qui touchent à l'action politique? La réflexion est ouverte. On peut imaginer, comme cela se fait dans beaucoup de pays européens, un système qui permettrait de soumettre les hommes politiques à la justice ordinaire à la condition toutefois qu'une procédure existe pour éviter leur mise en accusation à tort et à travers.

D'avantage de vertu

Mon propos n'est pas de définir ce que devrait être, techniquement, une réforme de la Haute Cour. Il est d'affirmer que la notion de responsabilité politique doit être rétablie dans toute sa force. Soit on garde le système actuel, et on fait en sorte qu'il fonctionne. Soit on change, au terme d'une réflexion concertée et raisonnée, l'objectif étant dans tous les cas de parvenir à davantage de démocratie, à davantage de vertu républicaine.

Au-delà des réformes éventuelles, ce qui doit changer, c'est aussi et surtout un état d'esprit, une pratique de la politique. Faire passer les solidarités de parti avant l'exigence de justice, la fidélité à ses amis avant l'éthique; faire peu de cas des principes dont on se réclame par ailleurs; accepter le pouvoir, mais non les devoirs et les contraintes morales de ce pouvoir, voilà ce que les Français ne supportent plus.

C'est pourquoi toute réforme à venir devra s'inscrire dans un processus global qui concernera aussi bien la politique conduite que la manière dont on la conduit. Pour les responsables politiques, l'enjeu est de taille : il s'agit de retrouver nos concitoyens sur le terrain de l'estime et de la confiance. Les voies en sont connues. Elles s'appellent transparence, exigence personnelle, franchise, sens de l'Etat.

► Ancien premier ministre, Jacques Chirac est président du RPR.

La République, la maladie, la mort

par Blandine Kriegel

DEPUIS longtemps, la lépre avait disparu. La médecine avait vaincu la peste, le choléra, la tuberculose, et presque au raison du cancer, ce fléau qui a encore ravagé la génération précédente. On pouvait raisonnablement croire que l'action conjointe de la science et de l'Etat démocratique, le premier des droits de l'homme, le droit à la sûreté, allait enfin être garanti : chacun d'entre nous était maintenant candidat à la longévité promise par notre programme biologique qui dépassait largement cent ans.

Et le sida est venu. Une maladie qu'on ne sait pas guérir, une épidémie qu'on a mis du temps à endiguer, un drame pour les humains, un scandale par rapport à la confiance que nous avons mise dans le programme de devenir maître et possesseur de la nature. Il est affreux de voir partir les amis qui auraient dû accompagner notre existence. Il est insupportable d'apprendre que la maladie mortelle a été inoculée à des hémophiles par le système de santé publique qui devait précisément les guérir. Qui n'a été bouleversé par ces femmes et ces hommes dignes qui vont disparaître, terrifiés et indignés par le sort des enfants hémophiles, choqués, confiants, enrobés de l'amour et de l'héroïsme de leurs parents, et dont la vie se dérobe atrocement sous nos yeux? Notre société, qui croyait légitime sa quête du bonheur, découvre ses limites devant le malheur. Hier, qui n'est pas si loin, pour une épidémie on brûlait des sorcières, on massacrait des hérétiques, on pogromait des juifs. On ne guérissait pas la maladie mais on apaisait le raisonnement. On ne détectait pas l'agent responsable mais on se vengeait sur des individus ou des groupes désignés coupables. A défaut d'expliquer la nature, on incriminait la conduite humaine.

L'homme est un animal symbolique qui a besoin de rendre raison de ce qu'il rencontre et d'expliquer ce qui l'effraie. Et longtemps nous avons cru que l'enchevêtrement naturel des effets et des causes relevait d'intuitions ou de projets, que la maladie était le signe tangible du mal, que l'épidémie était la manifestation indiscutable du crime. La médecine est née précisément d'avoir décomposé cet enchevêtrement. Personne n'a empoisonné ce puits, personne n'a commis de crime rituel, l'agent causal n'est pas d'ordre magique, c'est un microbe, c'est un virus qui agit par sa seule efficacité. Reste à le déceler et à le tuer. La maladie ne vient pas d'une faute morale, la contagion ne procède pas du crime mais de l'ordre de la nature qu'il faut comprendre pour la maîtriser.

Ces préceptes inéluctablement répétés par la science, nous, les patients, nous les admettons lorsque le remède est trouvé et lorsque notre guérison est envisagée; mais, lorsque le fléau dont on ne sait pas rendre raison ressurgit, alors flambe en nous, parce que nous voulons comprendre, l'éternelle tentation de remplacer la question «Quoi?» par la question «Qui?» et, faute d'avoir trouvé la cause naturelle, de chercher l'individu coupable. D'autant que le fascisme et ses adeptes ont toujours établi leur fonds de commerce sur la confusion des genres pour mélanger les maladies du vivant et les dérives de la société, et qu'ils biologistent le social pour criminaliser les individus. Aussi, devant l'épidémie catastrophique, faut-il commencer par rappeler très simplement qu'il n'y a pas de coupable du sida mais seulement un agent infectieux responsable : le rétrovirus LAV découvert par M^{rs} Barré-Sinoussi dans l'équipe du professeur Montagnier. Tant qu'on n'aura pas trouvé de vaccin contre le sida, les individus atteints continueront d'en mourir, affreusement, scandaleusement, et la maladie du sida restera une catastrophe.

Mais prévenir n'est pas guérir. A défaut de soigner, le système de santé publique aurait dû préserver, à un lieu de quoi, il a contaminé des individus sains en mélangeant sans précaution des plaquettes de sang infecté à des plaquettes normales. Le phénomène n'est pas seulement européen, il est mondial, il touche aussi bien les Etats-Unis, le Luxembourg, l'Italie, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Belgique, la Suisse et bien entendu la France. Dans tous ces pays, des hémophiles et des transfusés ont reçu la contagion du sida par les administrations de santé publiques et privées, et partout l'opinion publique a demandé légitimement des informations quant aux responsabilités médicales et une indemnisation des dommages causés. Mais la France est le seul pays où l'affaire du sang contaminé débouche sur une crise de la République. La République française n'affronte pas la maladie et la mort comme les autres pays occidentaux. Pourquoi?

Trois crises

Nous suggérons ici que cette crise a été ouverte parce que sont entrées en résonance trois crises précédentes : une crise de l'administration, une crise de la justice et une crise politique.

Dans tous les pays du monde, un état a été ébranlé par la conscience scientifique de la gravité du sida des deux mesures administratives de prévention appropriées : le chauffage préalable du sang et le dépistage de la séropositivité éventuelle des donneurs. Loin que, par le calendrier des dispositions adoptées, la France ait marqué un retard par rapport aux autres pays, elle se situe plutôt dans une moyenne supérieure pour la généralisation du sang chauffé et nettement en avance pour avoir pris un risque d'expérimentation que par l'Autriche et la Belgique (le Monde du 17 novembre 1992). Comment comprendre la rumeur qui s'élève sur la prévarication du sang du peuple, nouvelle affaire du collier? C'est que la rumeur déplace deux colliers justifiés, l'un contre le pouvoir médical, l'autre contre le despotisme administratif.

L'indignation contre le sang impur touche à l'utilisation des hémophiles polytransfusés, afin de vérifier des hypothèses scientifiques, à un moment où il est vrai, où les connaissances médicales et les connaissances sur des individus, y compris des enfants. Il s'agit là d'une conduite médicale que nourrit un certain vertige de la toute-puissance que Michel Foucault avait naguère dénoncé, que personne ne peut plus ignorer. La seconde révolte concerne la préférence de la gestion administrative et financière sur les impératifs de santé publique. Dans le contexte créé par le sida, les impératifs de la bonne administration conduisent à couler des produits contaminés plutôt que de les chauffer en alourdissant la note, alors que la logique de la conscience médicale aurait dû faire prévaloir la seule urgence de préserver la vie humaine. Mais si ces deux défauts ont entaché les administrations de santé voisines, ce qui nous a distingués d'elles, c'est notamment la différence de délai avec laquelle l'erreur a été reconnue et les indemnités accordées. On ne peut jamais le mort d'un enfant? Sans doute. Mais les sociétés culpabilisées par la mort provoquée involontairement ont toujours su que la seule réaction convenable est celle de l'urgence honorable à la poursuite d'un accompagnement le plus dévoué d'une humanité solidaire. Or, sous deux gouvernements (droite et gauche, toutes administrations confondues), l'administration française de santé a obstinément refusé de reconnaître son erreur et d'indemniser. L'opinion est alors devenue explosive. Ce qui aurait dû faire l'objet d'un contentieux administratif est devenu une affaire judiciaire.

Malgré l'état actuel de colère de l'opinion, on peut maintenant estimer qu'il ne fallait ni cet excès d'honneur ni cette indignité. Hier, Michel Garretta ne méritait pas d'être pérorant, décoré et indemnisé. Mais aujourd'hui, il ne mérite pas davantage d'être à moitié lyché. La régulation du despotisme est toujours l'assassinat, remarquait Montesquieu. Si nous voulons en finir avec le despotisme des administrations, il faut faire en sorte que la conscience l'emporte sur la compétence et que les administrations soient limitées et contrôlées par des contre-pouvoirs.

Une justice criminelle surdéveloppée

La crise judiciaire. Chacun sait aujourd'hui, puisque les appels ont eu lieu, que le jugement correctionnel des responsables de l'administration de santé ne constitue qu'une première étape d'une procédure qui tend vers la criminalisation. Daniel Soulez-Lavigne a justement dénoncé la fascination excessive exercée dans le système judiciaire français par la procédure pénale. Celle-ci relève de l'archaïsme d'une société qui n'arrive pas à instituer l'arbitrage judiciaire civil des sociétés démocratiques, parce qu'elle préfère l'administration, et qui, lorsque des fautes éclatent, s'engage dans des peines excessives. Faute de surveillance, la peine. Faute de justice civile, la justice criminelle. Si l'on avait admis rapidement que les dirigeants de l'administration de santé étaient responsables d'une erreur de jugement, ils ne seraient pas aujourd'hui victimes d'une incrimination d'empoisonnement. Devant la demande irrépressible de droit, caractéristique de tous les pays démocratiques, la France répond avec ce qu'elle a, une justice civile sous-développée, une justice criminelle sur-développée.

La crise politique. «Je suis leur chef, donc je suis...» S'agit-il sur la rumeur évoquée, la situation résulte aujourd'hui de la décision prise par les députés et sénateurs de l'opposition de traduire en Haute Cour les deux ministres en charge de la santé, Georgina Dufour et Edmond Hervé, et le premier ministre de l'époque, Laurent Fabius. Les sénateurs de l'opposition ont légèrement infléchi l'incrimination d'empoisonnement, évoquée par l'Assemblée, en trois chefs d'incrimination délictueuse. A l'exception de quelques personnalités, cette position a été partagée par l'essentiel des membres des partis de droite, et maintenant même par le Parti communiste. Si l'on observe que la sanction judiciaire correctionnelle et pénale des administrations de santé constitue déjà un écart avec les normes en vigueur dans tous les pays européens, on mesurera la différence qui s'est créée maintenant sur le plan politique entre la France et l'étranger. Pour deux raisons. La première est que la traduction en Haute Cour réservée traditionnellement aux faits

de trahison et de forfaiture constitue déjà en soi une incrimination destinée à entacher l'honneur de ceux qui les encourrent.

S'il s'agissait d'une investigation légitime sur la responsabilité des ministres de l'époque, il était parfaitement possible de créer une commission d'enquête et d'établir éventuellement les responsabilités et les sanctions qui nécessiteraient en second lieu seulement un jugement. Le choix de la Haute Cour traduit la présomption de culpabilité.

La seconde raison est qu'on a franchi un degré supplémentaire avec l'incrimination de Laurent Fabius. Car même un lecteur peu averti de l'affaire du sang contaminé a saisi par la plaidoirie de Georges Hollaux, l'avocat des hémophiles, qu'on doit au premier ministre de l'époque, dès qu'il a été saisi du dossier du dépistage, une intervention particulièrement rapide qui a mis la France en tête de ce mouvement. Mais «calomnie, calomnie», il en restera toujours quelque chose. Partout, nous entendons dire aujourd'hui que Laurent Fabius ne se relèvera pas de cette accusation, que toute sa vie, il restera échaudé. On voudrait, en effet, que le sang ne soit point pour disqualifier définitivement, en le débarrassant, un des leaders de la gauche démocratique de ce pays, que ses mérites et ses talents ont promis à un grand avenir. Etrange conception de la politique, qui évite la compétition du programme, des arguments et des projets pour lui préférer la disqualification, l'entreprise de débâcle, la criminalisation de l'adversaire.

Il est possible, pour des raisons de bas calcul électoral et d'association, avec la part de délinquance politique qui subsiste toujours dans notre société, de chevronner pendant un temps la vague de la démagogie et de la honte, comme ce fut le cas pendant l'affaire Dreyfus, en février 1934 et en juin 1940 au procès de Kéroux. Mais la France est un grand pays où les gens honnêtes finissent toujours par se faire entendre de la nation. La conscience politique rappelle aujourd'hui Michèle Barzach : «Il faut arrêter l'hystérie...» et Jean François-Poncet : «A la question, aurais-je agi autrement, je ne puis répondre oui.» La France, encore trop peu démocratique, l'est déjà assez pour ne pas laisser condamner un innocent, et la violence de l'injustice qui retombe toujours sur ceux qui la mettent en œuvre, élève celui qu'elle croyait abaisser.

Notre société doit affronter la maladie et la mort avec le secours du savoir et de la justice, et non de la colère, de la peur et de la honte. Elle doit guérir ses maux politiques par l'enquête pacifique, la compétition loyale, et non par l'invective, l'injure et la loi duynch. La République, les républicains doivent se ressaisir.

► Blandine Kriegel est maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris.

Du bon usage de la Haute Cour

Suite de la première page

Mais les Chambres ne sont pas tenues d'aller au-delà de ce tribut déjà extravagant. La rédaction de la motion doit faire droit loyalement sur le fond à la présomption d'innocence. A propos du code de procédure pénale, les juristes de l'une et l'autre Assemblée ont rivalisé de prouesses sémantiques pour affiner la notion de prévention. Cet effort aurait-il émoussé leurs plumes au point de ne savoir écrire l'accusé devant la Haute Cour n'est pas une accusation. La motion d'accusation est un présumé coupable mais, jusqu'à nouvel ordre, un innocent?

La deuxième règle n'est pas simple à formuler, car elle ne tend à rien moins de qu'à instiller un minimum de bon sens dans une procédure folle. Voici ce dont il s'agit : dans l'ordre normal des choses, le doute profite à celui qui est présumé innocent. Dans le monde de la Haute Cour, le doute profite à l'accusation. La motion doit dénoncer des hommes en raison des doutes que l'on peut avoir sur leur innocence. Mais alors, dans cet univers de la déraison mettons un grain de raison. Que le doute qui fait d'un présumé innocent un présumé coupable soit au moins un doute «raisonnable». Qu'un ministre ne soit pas regardé comme justiciable de la Haute Cour simplement parce qu'il a été ministre. Et que des parlementaires qui ont l'expérience de la vie publique puissent concevoir que la qualité de premier ministre rende

«raisonnablement» douteuse son innocence dans tout malheur national - et cela sans l'ombre d'une imputation crédible - est consternant.

La troisième règle est plus simple. On l'a répété : la responsabilité pénale n'est pas la responsabilité politique. Elle est plus exigeante : les infractions ne sont pas élastiques; nul ne répond que de lui-même et de sa propre conduite.

Ce serait un malheur de plus si à l'atroce tragédie vécue par les victimes et leurs familles s'ajoutait dans l'affaire du sang contaminé une régression de la justice. Bien sûr, les choses étant ce qu'elles sont, et ne serait-ce que pour que les présumés coupables puissent être, le cas échéant, innocents, il faudra suivre l'étrange chemin de la Haute Cour. Que ce soit du moins avec l'exigence morale que la Déclaration des droits de l'homme impose envers une procédure dévoyée de son véritable sens. La prudence rejoint d'ailleurs sur ce point la rigueur des principes : *Hodie mihi, cras tibi* (1). Ou alors il faudrait décider d'accusation les ministres de l'éducation nationale qui, en affaiblissant l'étude du latin, ont privé de cet adage tant de citoyens, d'élus et de ministres passés, présents ou futurs à qui il serait bien utile.

GEORGES VEDEL et OLIVIER DUHAMEL

(1) Aujourd'hui c'est moi, demain ce sera toi.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F

Le Monde

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avix
75902 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-63-72-73
Tél. NORDPUB 634 128 F
Tél. : 46-63-72-73 - Société filiale
de la SARL Le Monde et de Médias et Régions Europe SA.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM

Imprimerie
du « Monde »
12, r. M. Gumbourg
94852 IVRY Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-28
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.806F

Reproduction interdite de tout article,
sans accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-28
Télécopieur : (1) 40-60-30-10
Tél. : 261.311F

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs en francs y compris CEE avant
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 569 F
1 an	1 890 F	2 066 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre
règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINTTEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse : déterminez ou prévoyez : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur
numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

221 M0 02 PP Paris RP

Durée choisie :

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veillez avoir l'obligance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

ÉTRANGER

MADAGASCAR : la transition vers la démocratie

Premier tour de l'élection présidentielle dans un climat troublé

Nouvelle étape dans la chaotique transition démocratique à Madagascar, le premier tour de l'élection présidentielle devait avoir lieu mercredi 25 novembre. Enjeu : la mainmise en place ou le départ de M. Didier Ratsiraka, qui, l'an dernier, à la suite des manifestations populaires menées par le Comité des forces vives, rassemblant les principaux partis et mouvements d'opposition, a perdu l'essentiel de ses prérogatives.

TANANARIVE

de notre envoyé spécial

Qui l'emportera, de M. Albert Zafy, l'homme au chapeau de paille, symbole de la révolte populaire, ou du président Ratsiraka, l'homme au Stetson qui, ces derniers temps, s'est forgé une allure de cow-boy ? Ni l'un, ni l'autre, peut-être. Une troisième carte pourrait sortir des urnes, celle de M. Manandafy Rakotonirina, qui aurait aussi ses chances.

C'est dans la plus grande incertitude que les Malgaches devaient voter mercredi. Tout est possible, tout est permis. La preuve : M. Ratsiraka n'a pas démissionné de la présidence un mois avant l'élection, comme l'exige pourtant la Constitution adoptée, en août, par référendum. Le gouvernement de compromis, mis en place l'an dernier pour sortir d'une interminable crise, manquerait-il de l'autorité nécessaire pour gouverner ? Et, dans ces conditions, sera-t-il à même d'imposer le résultat du scrutin ?

« Enthousiasme limité »

Quelle que soit l'issue de ce premier tour qui oppose huit candidats, les Malgaches s'apprêtent à vivre une période trouble. Les Fédéralistes, présidents Ratsiraka

ont prouvé tout au long de l'année leur détermination à ne pas lâcher le pouvoir. Quant aux Forces vives, qui, l'an dernier, ont mené sept mois de grève et de manifestations, comment pourraient-elles admettre la victoire du président honni ?

« En mon âme et conscience, je ne sais pas encore pour qui je vais voter », ces paroles, a priori étonnantes de la part d'une jeune intellectuelle qui œuvre depuis des années pour le changement, sont révélatrices. Les « élites » qui ont combattu le régime Ratsiraka et favorisé l'émergence des Forces vives sont aujourd'hui prises de malaise face au dévoiement du mouvement populaire.

Pour l'homme de la rue, le « professeur » - M. Zafy est chirurgien - qui avait pris la tête des Forces vives en 1991, incarne toujours le changement. Des dizaines de milliers de personnes ont participé à son dernier meeting, lundi, à Tananarive. Mais « l'enthousiasme de 1991 a été limité », constate une jeune femme. « Si on voulait faire la démonstration que Ratsiraka est le mieux à même de tenir la barre, on ne s'y serait pas pris autrement », réchérchier un cadre.

A l'origine de ce malaise, la manière dont les affaires ont été gérées par les institutions de transition mises en place il y a un an. « On aurait pu espérer un changement de méthode, or il n'y a pas eu d'assainissement », constate M. Madelon Ramahomiliso, figure de Tananarive et fondatrice, entre autres, du Comité national d'observation des élections. Et de poursuivre : « On a continué à faire ce qui avait été fait pendant les seize années du régime Ratsiraka et que l'on avait critiqué en 1991 ».

Aggravation de la misère, de l'insécurité, maintien de la corruption... Que ce soit au gouvernement, à la Haute Autorité de l'Etat (HAE, sorte de présidence bis que préside le professeur Zafy), ou au Conseil de redressement, économique, social, institutionnel aux affaires

butions aussi mal définies que la précédente, ceux qui incarnent le changement n'ont pas su faire la preuve de leurs compétences. M. Zafy s'en est tenu à des déclarations à relief populiste - comme l'annonce, non suivie d'effet, de la baisse du prix de l'essence et du riz - et à un blocage systématique des décisions du gouvernement.

Mais c'est surtout son entourage qui fait l'objet des principaux griefs. « Le bureau politique des Forces vives est pour un tiers infiltré par d'anciens proches de Ratsiraka », affirme un universitaire. Et de citer, entre autres, le pasteur Richard Andriananjato et le général Désiré Rakotoarisoa. Le pasteur, marxiste jusqu'en 1982 - « le dernier stalinien de l'océan Indien », plaisante un diplomate occidental - est le maître à penser des Forces vives. Sa seule présence suffit à disqualifier le mouvement. Quant au général, il fut pendant dix ans le premier ministre du président Ratsiraka. De là à conclure que l'incontestable honnêteté du professeur Zafy n'a d'égal que sa naïveté, il n'y a qu'un pas.

Conversion

ultra-libérale

Le premier ministre, M. Guy Razanamasy, a mieux tiré son épingle du jeu. Mais sa qualité de Métrina originaire des hauts plateaux a sans doute gâté son dépôt de candidature alors qu'une règle implicite veut que le président de la République soit un « côtier ». Le poste de premier ministre étant plus enviable que celui de chef d'Etat - selon la nouvelle constitution, le futur président n'assurera que les chrysanthèmes - M. Razanamasy, ancien proche de M. Ratsiraka, a en fait préféré jouer les intermédiaires en faisant revenir sur l'île M. Jacques Rabemananjara, en exil depuis vingt ans en France, et qui se présente aujourd'hui comme l'éventuel « rassembleur ».

Cette dernière candidature suscite

apparemment moins d'intérêt que celle de M. Manandafy, souvent citée dans le tiers gagnant du premier tour. Fondateur, en 1972, du Mouvement pour l'avènement du prolétariat (MPP), cet ancien membre du Conseil suprême de la révolution fut le candidat le mieux placé face au président Ratsiraka lors de l'élection présidentielle de 1989. Si son virage à 180° - il se dit aujourd'hui ultra-libéral - n'a pas convaincu tout le monde, il reste cependant l'un des seuls candidats à disposer d'un parti implanté sur toute l'île, avec des moyens dont seul M. Ratsiraka peut se prévaloir. C'est en hélicoptère, comme le président, que M. Manandafy a mené sa campagne, dont le budget, dit-il, se monte à 1 milliard de francs malgaches (3,4 millions de francs français). Grâce aux moyens accumulés en seize années de pouvoir, M. Ratsiraka a, lui aussi, « mis le paquet ». Accompagné des Régiments pour la sécurité présidentielle (RESEP), il a sillonné l'île en clamant l'échec de la transition. Sa réaction, en cas de défaite, demeure la grande inconnue de ce scrutin.

Les Fédéralistes qui, ces derniers mois, ont multiplié les actions violentes dans trois provinces et ont coupé le ravitaillement de la capitale en essence durant plusieurs semaines, ont récemment signé un accord avec le premier ministre. Malgré ce signe de désescalade, rien n'est à exclure au pays du « fivahazana ». Le terme désigne la volonté de consensus, le souci de ne pas froisser l'autre, qui caractérise le peuple malgache. « On ne dit jamais non, mais jamais on ne dit ce qu'on pense », explique un partisan de l'autocratie. Résultat : grâce au consensus, un conflit violent a été évité l'an dernier. Mais, ajoute un autre amateur de l'autocratie, à cause de ce même consensus, « le mouvement populaire a accouché d'une souris ».

MARIE-PIERRE SUBTIL

ALGERIE : après les attaques du premier ministre

Les médias indépendants s'inquiètent d'un retour d'une « presse aux ordres »

ALGER

de notre correspondant

La presse « indépendante » s'insurge contre le premier ministre qui, samedi 21 novembre, lors de sa prestation télévisée, n'avait guère été tendre envers elle. M. Belaid Abdesslam, qui avait ostensiblement choisi de répondre aux questions des journalistes du secteur public, n'avait, en effet, pas mâché ses mots, accusant sans ambages les médias privés de « corruption » et de « trahison ».

« Presse privée ne veut pas dire presse indépendante », avait déclaré le premier ministre. Elle peut être indépendante par rapport à l'Etat mais elle demeure liée à d'autres parties : argent, voire puissances étrangères (...). En fait, ces journaux dits indépendants sont financés par des groupes d'intérêt. M. Abdesslam s'était interrogé sur le manque de crédibilité de la presse publique. Lié au fait, selon lui, « qu'elle ne place pas d'espions au sein des rangs de l'Etat pour obtenir des informations, contrairement à la presse privée ». Il s'agit, avait-il ajouté, de procédés relevant de la trahison et impliquant la corruption. Cette presse fait dans le sensationnel...

« Chasse aux sorcières »

Ce ton corrosif et ces accusations sans ambiguës ont provoqué un beau tollé dans le milieu de la presse alors que le monde politique, à quelques exceptions près, s'abstenait de tout commentaire. Les quotidiens « indépendants » rendent coup pour coup et tirent à boulets rouges sur le premier ministre, suspecté de vouloir leur faire rendre gorge. « Comme dans les années sombres du parti unique, nous voilà revenus à l'Inquisition et

à la chasse aux sorcières », fulmine le quotidien *Liberté*, qui qualifie M. Abdesslam de « conservateur de pure souche » et ses déclarations de « stalinienne ». Et de conclure : « La presse aux ordres est morte et enterrée ».

M. Abdesslam « se trompe d'époque car dans une société plurielle il ne peut y avoir de presse au singulier », réchérchier, de son côté, le tout nouveau quotidien *le Journal*. Pour sa part, *le Matin* ironise en écrivant que si cela ne tenait qu'à lui le premier ministre aurait fait avorter l'embryon de presse libre qui prend plaisir à empêcher le pouvoir d'exercer librement son monopole sur l'expression. Et *Watan*, le premier journal à répliquer au chef du gouvernement, s'interroge : « Comment faire la démocratie avec un responsable qui n'accepte pas le pluralisme de pensée et d'opinion et qui rêve de revenir à une presse unique dans un système de parti unique ? »

L'Association nationale des éditeurs de la presse indépendante (ANEPI), qui groupe la grande majorité des titres privés, a, dans un premier temps, suggéré d'intenter contre le premier ministre une action en justice pour diffamation. Cette démarche a, cependant, été écartée au profit d'une autre beaucoup « moins dangereuse », selon l'expression d'un journaliste. Une délégation doit donc se rendre prochainement auprès du Haut Comité d'Etat (HCE) pour y déposer une note de protestation. Si M. Belaid Abdesslam a déclenché une tempête, c'est apparemment une tempête dans un verre d'eau, car la presse privée apparaît, de toute évidence, encore trop fragile pour se risquer à attaquer de front un homme qui a déjà à son actif une dizaine de suspensions de titres. - (Interim).

TOGO

Grève générale pour tenter d'obtenir le départ du président Eyadéma

Lomé était paralysée, lundi 23 novembre, par la poursuite de la grève générale lancée il y a une semaine par l'opposition togolaise pour chasser du pouvoir le président Gnassingbé Eyadéma, qui, selon M. Loto Kodjo Goss, membre du Haut Conseil de la République, organe législatif de la transition, constitue « l'obstacle majeur » à la démocratisation du pays. Plusieurs dizaines de milliers de personnes (plus de 150 000, selon les organisateurs) avaient assisté, dimanche à Lomé, à un meeting de l'opposition qui avait appelé à la poursuite de la grève illimitée.

Partis d'opposition et syndicats réclament la création d'une force spéciale de maintien de la paix, la proclamation de la neutralité politique de l'armée, le jugement des militaires qui avaient pris en otages durant vingt-quatre heures une quarantaine de parlementaires, le 22 octobre, et l'installation d'un nouveau gouvernement.

La grève est entrée lundi dans sa deuxième semaine. La première semaine, le mouvement avait été largement suivi à Lomé, même s'il n'avait pas touché le nord du pays, région d'origine du président Eyadéma. - (AFP)



Gilles Lipovetsky
Le crépuscule du devoir
L'éthique indolore
des nouveaux temps démocratiques
nrf
essais
GALLIMARD

AMÉRIQUES

NICARAGUA

L'assassinat d'un représentant des anciens propriétaires terriens aggrave les tensions politiques

L'assassinat, lundi 23 novembre, du principal animateur de la lutte pour la récupération des biens confisqués par la révolution sandiniste entre 1979 et 1990, M. Arges Sequeira, a provoqué une profonde émotion au Nicaragua. Le conseil du patronat et plusieurs dirigeants politiques ont aussitôt accusé le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) d'avoir organisé une « véritable embuscade » pour se débarrasser d'un adversaire particulièrement combatif, qui dirigeait aussi l'Union des producteurs agricoles du Nicaragua.

SAN-JOSÉ

de notre correspondant

Quelques heures à peine après le crime, survenu sur les terres de la victime, près de Leon, dans le nord du Nicaragua, le président du Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP), M. Ramiro Guardia, n'a pas hésité à déclarer qu'il s'agissait d'un assassinat de plus à mettre au compte des sandinistes. Ces derniers sont soupçonnés d'avoir organisé divers attentats contre des anciens dirigeants de la Contra (la guérilla armée financée par les Etats-Unis et connue officiellement sous le nom de « Résistance nicaraguayenne »), qui a largement contribué à la défaite du FSLN aux élections de février 1990.

Selon M. Matzo Guerrero, président de l'Association nicaraguayenne pour les droits de l'homme (ANPDH, liée à la Contra), « près de cent cinquante ex-dirigeants de la Résistance ont été assassinés depuis la fin de la guerre et il n'y a pas eu une seule arrestation, car les sandinistes continuent de contrôler l'armée, la police et la justice, rendant impossible toute enquête sérieuse ». Le meurtre le plus spectaculaire reste celui du principal chef militaire de la Contra, l'ex-colonel Enrique

Bermudez, « exécuté » en février 1991 au cours d'une opération violente menée par des spécialistes qui se sont livrés à des tortures après leur forfait, malgré les efforts de la police, dont le rôle semble avoir été surtout de faire disparaître les pièces à conviction.

Prochaine réunion des « pays donateurs »

« A la différence des autres victimes, qui ont participé à la guerre, ajoute M. Guerrero, Arges Sequeira se battait sur un plan strictement politique pour obtenir justice » en faveur des quelques cinq mille Nicaraguayens dont les biens (maisons, terres agricoles, entreprises, véhicules) ont été confisqués à l'époque sandiniste. « C'est une escalade dans la violence, et il est clair que les

auteurs du crime voulaient décapiter un mouvement qui prenait de l'ampleur et menaçait les détenteurs des propriétés acquises dans des conditions douteuses ».

Le meurtre de M. Sequeira, âgé de cinquante-huit ans, survient à un moment particulièrement délicat pour la présidente Violeta Chamorro, accusée par un grand nombre de ses partisans, y compris la hiérarchie catholique, d'être « manipulée » par les sandistes et d'avoir trahi ses promesses électorales, notamment en maintenant le général Humberto Ortega à la tête de l'armée.

M. Chamorro, qui a fermement condamné le meurtre de M. Sequeira, s'exprimera devant la communauté internationale, à partir du 3 décembre, lors de la réunion des quelque quarante « pays donateurs » à Managua. Le Nicaragua espère obtenir une aide de 730 millions de dollars pour 1993, alors que les Etats-Unis continuent de bloquer le versement de plus de 100 millions de dollars en attendant précisément que Managua résolve le problème des propriétés confisquées par les sandistes.

BERTRAND DE LA GRANGE

PÉROU

Washington satisfait de l'élection à l'Assemblée constituante

M. Luigi Einaudi, ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'Organisation des Etats américains, dont quelque 200 observateurs ont supervisé, dimanche 22 novembre, l'élection de l'Assemblée constituante péruvienne, a estimé lundi à Lima que ce scrutin s'était déroulé « de manière généralement satisfaisante ». D'autres responsables américains à Lima ont émis les mêmes commentaires, en soulignant que le déblocage d'une aide américaine de 120 millions de dollars au Pérou dépendrait du degré d'autonomie accordé à la Constituante et de l'attitude des autorités péruvienne dans le dossier des droits de l'homme. Le président Alberto Fujimori a estimé que son parti était assuré de remporter 43 ou 44 sièges (sur 80) au sein de la Constituante. - (Reuter, AFP)

CANADA

Extradition d'un criminel de guerre vers les Pays-Bas

Un tribunal de Vancouver a ordonné, lundi 23 novembre, l'extradition vers les Pays-Bas du ressortissant canadien d'origine néerlandaise Jacob Luitjens, accusé de crimes contre l'humanité durant la seconde guerre mondiale. Le juge Daphné Shaw-Dyck a estimé que M. Luitjens, âgé de soixante-trois ans, avait délibérément caché certains éléments de son passé lors de son entrée au Canada en 1961 en provenance du Paraguay, de même qu'au moment de sa demande de citoyenneté canadienne dix ans plus tard. Professeur à la retraite de l'Université de Colombie-Britannique, il avait été condamné en 1945 par contumace à la prison à vie aux Pays-Bas pour avoir collaboré avec les nazis à l'arrestation de résistants et de juifs pendant la guerre. Il est le premier Canadien à avoir été déchu de ses droits civiques pour crimes contre l'humanité. - (AFP, Reuter)

COLOMBIE : les représentants des anciens guérilleros du mouvement M-19 se retirent du gouvernement. - Les représentants de l'ancien mouvement de guérilla M-19 dans le gouvernement colombien - le ministre de la santé Gustavo de Roux et plusieurs hauts fonctionnaires - ont présenté, lundi 23 novembre, leur démission. Le M-19, transformé en parti politique en 1990, estime qu'il faut laisser la porte ouverte pour trouver une solution négociée avec les autres mouvements de guérilla. Il réclame aussi une réforme de la sécurité sociale. Par ailleurs, deux nouveaux attentats ont été perpétrés lundi contre les principaux obédents du pays, provoquant une importante pollution. - (AFP)

ETATS-UNIS : le Sénat clôt son enquête sur les circonstances de la libération des otages américains en Iran en 1980. - Au terme d'une enquête de huit mois, une commission du Sénat a conclu, lundi 23 novembre, qu'il n'y avait pas suffisamment de preuves tangibles pour soutenir que des responsables de la campagne présidentielle de M. Ronald Reagan s'étaient mis d'accord avec l'Iran en 1980 pour retarder la libération des otages de l'ambassade américaine à Téhéran jusqu'en janvier 1981. Dans son rapport, la commission écrit toutefois que le directeur de cette campagne, William Casey, décédé en 1987, s'était livré à des manœuvres occultes et « potentiellement dangereuses ». William Casey a été accusé d'avoir rencontré des emissaires iraniens à Madrid en juillet et en août 1980. - (Reuter)

La France et l'Indonésie passent en revue leurs nombreux intérêts communs

PHILIPPINES : le drapeau américain anéanti à Subic Bay. — Le drapeau philippin a remplacé mardi 24 novembre la bannière des Etats-Unis sur la base navale de Subic Bay, revenue officiellement à Manille après quatre-vingt-quatorze ans de présence militaire américaine dans l'archipel. Les 1 416 derniers G-1's ont embarqué à bord du porte-avions *Belau-Wood*, à destination de la Japannaise d'Okinawa. Le complexe de Subic Bay, d'une superficie de 7 300 hectares, avec ses infrastructures sans égales aux Philippines, devrait être transformé en un port franc. — (AFP).

EUROPE

ALLEMAGNE

L'enquête sur le meurtre de trois Turques a été confiée au parquet fédéral de Karlsruhe

La mort, dans la nuit de dimanche 22 à lundi 23 novembre, de deux femmes et d'une fillette turques dans l'incendie de leur maison à Mölln, près de Lübeck (le Monde du 24 novembre), suscite une très vive émotion. L'incendie a été revêtu de quelque minutes après son déclenchement par un correspondant anonyme dont le coup de téléphone à la police s'est achevé par « Heil Hitler! ». Les trois victimes, retrouvées carbonisées dans les décombres étaient âgées respectivement de cinquante, trente et un et dix ans.

Le parquet fédéral de Karlsruhe s'est saisi de l'affaire en indiquant dans un communiqué que cette décision avait été prise « en raison du caractère particulier de cette affaire (...), qui était destinée à porter atteinte à la sécurité intérieure de la République fédérale d'Allemagne ».

C'est la première fois que le parquet fédéral se saisi d'un cas de violence xénophobe depuis le déclenchement de la vague raciste en Allemagne : 1 800 actions racistes (agressions de foyers ou profanations de cimetières juifs) ont été rapportées en 1992.

Le porte-parole de la chancellerie, M. Dieter Vogt, a déclaré lundi que le gouvernement avait pris connaissance « avec indignation, amertume et consternation » de cet attentat et affirmé que ses auteurs, s'ils étaient arrêtés, « seraient punis avec la plus grande sévérité ». Le président fédéral, M. Richard von Weizsäcker, qui se trouve actuellement en visite officielle au Mexique, a déclaré que ces derniers attentats étaient « effrayants et révoltants ». « Je porte le deuil des victimes de cette violence infâme », a-t-il ajouté.

Les dirigeants de l'ensemble des partis politiques ont demandé que des mesures d'urgence soient prises pour que soit mis fin à cette vague d'agressions racistes. Le chef du FDP, le comte Otto Lambrecht, a ainsi exigé « le renforcement immédiat des mesures de sécurité ». Des manifestations de solidarité avec les victimes de Mölln ont été organisées dans plusieurs villes allemandes. La plus importante a réuni près de 3 000 personnes à Hambourg.

Le gouvernement d'Ankara a lui aussi vivement réagi, parlant de « crime contre l'humanité ». Le ministre turc des affaires étrangères a publié un communiqué déclarant notamment qu'« il est maintenant établi que les mesures prises contre les néo-nazis sont insuffisantes ». (AFP, Reuter, AP)

ENCYCLOPÉDIE GÉOGRAPHIQUE

LE MONDE EN POCHES

La Pochoblique

1120 pages 155 F

COSTUMES • VESTES • PANTALONS • CHEMISES • CRAVATES

CHARLES LE GOLF

Liquidation totale

51%

CHARLES LE GOLF

• 30 rue de Berri, Paris 8 • 9 place Saint-Augustin, Paris 8 •
• 20 av. des Ternes, Paris 17 • 120 av. Victor Hugo, Paris 16 •
• 171 bd St-Germain, Paris 6

COSTUMES • VESTES • PANTALONS • CHEMISES • CRAVATES

RÉPUBLIQUE D'IRLANDE

Un référendum confus sur l'avortement

Les Irlandais devaient se prononcer, mercredi 25 novembre, sur une législation partielle de l'avortement. Ce scrutin, organisé le même jour que les élections législatives, s'annonce assez confus. Il comporte trois questions dont la troisième seulement porte directement sur une législation partielle de l'avortement, les deux premières concernant le droit de voyager et le droit de disposer d'informations relatives aux services qu'offrent d'autres États en matière d'interruption volontaire de grossesse.

DUBLIN

de notre envoyé spécial

Lorsque Frances Fitzgerald est passée devant l'abri-bus, elle n'a pu retenir une exclamation d'horreur et de colère mélangées. Là, sur la paroi vitrée, une affiche montrait un fœtus tacheté de plaques noires, avec cette mention : « l'avortement m'a tué ». Et puis, comme s'il n'était pas surprenant, ce conseil : « Votez non. » Frances a lâché : « Quelle honte! », avant de reprendre son porte-à-porte méritoire.

sous le crachin de Dublin. Elle explique en chemin qu'elle votera « non » à la troisième question. Elle soutient une libéralisation de l'avortement, non seulement lorsque la « vie » de la mère est en danger — comme le propose le gouvernement, — mais aussi si sa « santé » est en jeu, y compris sa santé « psychologique ».

Frances Fitzgerald, l'ancienne présidente du Conseil pour le statut des femmes, est dans la ligne de son parti, le Fine Gael, lequel, comme toutes les formations politiques irlandaises — à l'exception du Fianna Fail, le parti au pouvoir, — soutient une réponse « de non » aux questions posées par le référendum.

Le gouvernement de M. Albert Reynolds a posé trois questions aux Irlandais, croyant se concilier les bonnes grâces des « libéraux » et des « fondamentalistes ». Le résultat d'une telle tactique fut immédiat : le premier ministre s'est aliéné le soutien des uns et les autres. Les trois questions sont des amendements à l'article 40 de la Constitution, lequel garantit fermement le « droit à la vie de l'enfant à naître ». Ce principe est intangible mais il est proposé d'introduire dans la Constitution trois dispositions : 1) la « liberté de voyager » de l'Irlande vers un autre État ; 2) la « liberté d'information » à pro-

pos de « services légalement disponibles dans un autre État » ; 3) la libéralisation quand l'interruption de grossesse est nécessaire « pour sauver la vie » (non la santé) de la mère, sans pour autant que ce risque soit celui de « l'auto-destruction » (suicide).

4 000 « voyages » par an en Grande-Bretagne

L'autre État, c'est la Grande-Bretagne où, chaque année, plus de 4 000 Irlandaises (chiffre officiel) vont subir, clandestinement, un avortement, c'est-à-dire ces fameux « services ». La formulation de ces dispositions, censées manifester la prudence d'un gouvernement qui, par ailleurs, affronte, le jour même du référendum, des élections parlementaires difficiles, a ouvert l'une des vieilles plaies de l'Irlande catholique, l'autre — le divorce — devant ressurgir un peu plus tard.

En février, le cas d'une gamine de quatorze ans, violée et empêchée de se rendre en Angleterre pour y subir un avortement, avait été un drame national. L'Irlande « libérale », notamment celle des organisations féministes, s'était mobilisée en faveur de ce « voyage ». La Cour suprême avait alors cassé le jugement de la Haute Cour de Dublin : l'adolescente a pu franchir la mer d'Irlande et, de

facto, l'avortement est devenu partiellement « légal » sur le territoire de la République. Le gouvernement avait promis de trancher une fois pour toutes ce dilemme, par référendum. Nous y sommes.

L'Eglise catholique, qui veille au salut des âmes d'environ 95 % des Irlandais et influence profondément leurs mentalités, a mené une longue réflexion interne. Par une déclaration de la conférence des évêques, elle a fait savoir qu'elle avait décidé de laisser à ses ouailles le soin de trancher cette difficile affaire de conscience, le « oui », comme le « non » étant, « d'un point de vue moral », partiellement admissibles.

Ambiguïtés de l'Eglise et du gouvernement

Les « libéraux » s'étaient félicités de cette position. Et puis, peu de temps après, l'archevêque de Dublin, Desmond Connell, rendait publique une lettre pastorale (lue dans toutes les églises), aux termes de laquelle — à « titre personnel » — il se prononçait résolument en faveur du « non ». D'autres évêques lui emboîteront le pas, faisant basculer les intentions de vote : selon les sondages, le « non » devrait l'emporter (par 42 %) sur le « oui » (53 %), à la troisième question. La confusion est aujourd'hui extrême : il est probable que sur les deux

premières questions (droit au « voyage » et à l'« information »), le « oui » l'emportera, ce qui ne règle pas le problème de fond.

Le cardinal Daly, primate d'Irlande, a récemment souligné l'« ambiguïté » de la formulation des questions posées, qui explique peut-être celle de l'Eglise. Avant de partir pour les élections de l'avortement vont voter « non » (les premiers parce que le texte est trop libéral, les seconds parce qu'il ne l'est pas assez), de la même façon qu'ils vont voter « oui » (pour limiter, dans la Constitution, la libéralisation de l'avortement, d'une part ; pour rendre constitutionnelle cette législation permise par la Cour suprême, d'autre part) ...

Dans leur « QG » situé au-dessus d'un pub, les jeunes activistes de Youth Defence organisent leur prochain collage d'affiches, à l'image de celle aperçue par Frances Fitzgerald dans un abri-bus. Au mur, d'autres affiches montrent des bouts de fœtus sanguinolents tenus par des pinces : « Le gouvernement nous demande de légaliser le meurtre des bébés irlandais. Votez non, non, non ! » L'Irlande, décidément, sur ce difficile débat, n'est pas encore parvenue à maturité.

LAURENT ZECCHINI

FINLANDE

Les syndicats se préparent à une grève générale

STOCKHOLM

de notre correspondant

Les élections municipales d'octobre dernier en Finlande n'avaient pas été décisives au point d'entraîner, comme l'espérait l'opposition social-démocrate, un élargissement, voire la chute de la coalition de centre-droit au pouvoir. Restait l'arme syndicale, la centrale ouvrière SAK, refusant d'accepter la réduction considérable de l'assurance-chômage incluse dans le plan d'austérité proposé par le gouvernement avant ces élections. La Finlande compte actuellement quelque 400 000 chômeurs, représentant 16,2 % de la population active.

Après douze heures de négociations, un accord avait semblé sur le point d'intervenir vendredi 20 novembre entre le gouvernement et le patron de la centrale, M. Lauri Ihalainen. La direction de la SAK rejetait cependant le compromis et lançait un mot d'ordre de grève pour le jeudi 26 novembre si aucun résultat n'était obtenu avant mercredi midi. Pendant le week-end, le syndicat des techniciens s'est joint à l'appel, suivi lundi par celui des enseignants. Le mouvement prévu pour jeudi pourrait ainsi paralyser toute l'activité du pays.

Le premier ministre, M. Esko Aho, a accusé le chef de la SAK de « trahison ». Le dirigeant du Parti social-démocrate, M. Ulf Sundqvist, s'est de son côté proposé comme médiateur.

Fr. N.

Surclassements et week-ends gratuits.

La formule intégrale vous permet de bénéficier de week-ends gratuits et de surclassements sans aucune restriction. Vous pouvez ainsi profiter de la formule intégrale pour tous vos déplacements, quel que soit le type de véhicule que vous choisissez. Pour vous renseigner ou réserver :

(1) 30 43 82 82.

SAFERANE

Avec notre Formule Intégrale,

les seules surprises que vous pouvez avoir

sont les tarifs dégressifs, les surclassements et

les week-ends gratuits.



EUROPE

Bouillonnement en Bulgarie

Les réformes avaient plutôt bien commencé dans ce pays particulièrement marqué par le communisme.
La confusion politique menace de les compromettre

SOFIA

de notre envoyée spéciale

Trois ans après sa chute, M. Todor Jivkov attend paisiblement dans la villa de sa petite-fille un hypothétique procès en appel de sa récente condamnation à sept ans d'emprisonnement. A quatre-vingts ans, le vieux dictateur n'a pas trop de souci à se faire : il mourra probablement dans son lit. D'autres « camarades », comme M. Andreï Loukanov, le dernier chef de gouvernement communiste de Bulgarie, moins chanceux, méditent en prison. Leur sort, à vrai dire, laisse leurs compatriotes assez indifférents. Les Bulgares sont passés à autre chose et cherchent à tourner la page sur un passé qu'ils ne revendiquent pas.

Cet « autre chose », qu'on a pris l'habitude dans cette partie de l'Europe d'identifier par l'appellation très vague de « post-communisme », prend pour l'instant les formes d'un bouillonnement de contradictions, d'inquiétudes et d'espoirs, de changements heureux et moins heureux, qui a pour résultat premier de désorienter la grande majorité des Bulgares, à commencer par leurs hommes politiques. Certes, pour qui a connu la grande misère de l'hiver 1991, les métamorphoses de Sofia sont impressionnantes : commerces privés dans les moindre ruelles, embouteillages de voitures occidentales... on trouve tout à Sofia, jusqu'à des cours du soir pour apprendre l'anglais, comme on dit en bulgare. En cherchant bien, on peut même encore trouver des files d'attente, mais ce sera devant une boutique de jeans d'importation. Signe que l'espoir renaît : la jeunesse soviétique a suspendu sa fuite désespérée vers l'Occident. « Il y en a même qui reviennent », vous assurent, avec de grands yeux étonnés, ceux qui n'ont pas réussi à partir.

Difficile, en revanche, de trouver un politicien heureux en ce moment à Sofia. Car pour l'heure, sur ce plan-là, la crise est totale. Depuis le 28 octobre, la Bulgarie est sans gouvernement, une situation, semble-t-il, qui devrait durer puisque le Parlement, après avoir censuré le premier ministre sortant, M. Filip Dimitrov (Union des forces démocratiques), a encore refusé le 20 novembre la confiance au nouveau gouvernement qu'il proposait.

En vertu de la Constitution, le président bulgare, M. Jeliou Jeleu, devrait à présent demander à la seconde force parlementaire, le Parti socialiste (ex-communiste), de former un gouvernement, dont les chances ne sont guère meilleures, aucune des deux autres formations représentées au Parlement ne souhaitant gouverner avec les anciens communistes qui, à eux seuls, n'ont pas la majorité. Si la classe politique ne se ressaisit pas, la Bulgarie se dirige donc vers des élections anticipées en février ou mars. Les dernières datent à peine d'octobre 1991.

Le syndrome polonais

Cela pourrait s'appeler le syndrome polonais, les Polonais ayant été les premiers à expérimenter, début 1992, cette sorte de passage de crise obligé dans la transition vers le système démocratique. La belle unité de l'Union des forces démocratiques (UFD), la coalition qui a eu raison du régime communiste et a donné à la Bulgarie un président démocrate en la personne de M. Jeleu, n'est plus qu'un souvenir. L'épreuve du pouvoir, de la construction d'un nouveau système et les ambiguïtés de la Constitution élaborée l'an dernier ont dressé les uns contre les autres président, vice-président, ministres et députés, pourtant issus du même camp. De tous les maux promis à la jeune démocratie bulgare, le plus grave n'est pas celui que l'on attendait : « Le conflit le plus dur ne se produit pas au niveau ethnique (Bulgares contre Turcs), observe un conseiller du président, ni même entre communistes et démocrates, mais au sein même du camp démocrate. C'est le conflit des modérés contre les radicaux ».

Focalisé sur la « décommunisation », ou l'attitude à l'égard de l'ancien régime, plutôt que sur le rythme et les méthodes de la réforme de l'économie, ce conflit est parfois si virulent qu'il réussit à empoisonner toute l'atmosphère politique, jusqu'au sein de l'Eglise orthodoxe, où partisans des deux patriarches rivaux, Maxime le « col-

laborateur » et Fimène le « pur et dur », en viennent régulièrement aux mains lors des offices ! Hébertés, les ex-communistes, qui constituent une force électorale non négligeable mais sont désespérés devant la mort de leur idéologie, assistent à ce tableau en spectateurs, à quelques exceptions près, comme celle de M. Tchavdar Kiouranov qui vient de lancer une Alliance pour la social-démocratie.

Chef du camp des « modérés », le président Jeleu, petit homme discret doté d'un remarquable flair politique, élu au suffrage universel en janvier dernier, était en guerre avec son premier ministre, qu'il accusait de gouverner par « l'affrontement », au lieu de « tout faire pour élargir sa base sociale ». M. Jeleu, lui, est d'avis que s'épuiser à régler des comptes avec le passé et prêcher « l'entente nationale » pour mieux affronter les rigueurs de la transition. Cette attitude implique, bien sûr, une certaine indulgence à l'égard de la nomenclature de l'ancien régime. Cela suffit aux « radicaux » pour accuser ouvertement le président d'être un « agent du KGB » — voire, pourquoi pas, son chef — en Bulgarie.

Car « le KGB », à les écouter, est partout en Bulgarie, tirant les ficelles d'un complot général, avec l'aide précieuse de « la mafia ». Pour le compte de qui ? Dans quel but ? Cela n'est pas clair. Pour impoiter, d'ailleurs, dans cette paranoïa dévastatrice, où la CIA a aussi sa place, tout comme les affaires de ventes

d'armes au Proche-Orient ou à la Macédoine. Certains voient par exemple un signe imparable de la main du KGB dans la visite à Sofia, il y a un mois, de l'ancien ambassadeur d'URSS, M. Viktor Chirgov, devenu homme d'affaires. M. Chirgov n'est ni le premier ni le dernier apparatchik soviétique reconverti en businessman russe et il peut y avoir quelque raison à ce qu'il cherche à faire des affaires avec un pays où il fut bien placé pour nouer d'utiles relations... Mais les Bulgares, qui ont subi l'un des régimes communistes les plus durs, vivent très mal la reconversion de l'ex-nomenclature au capitalisme. C'est, disent-ils, « l'argent sale ».

La défection des Turcs

« Il y a les menaces ouvertes, et il y a les menaces cachées », nous a expliqué M. Filip Dimitrov entre deux consultations pour tenter de former un gouvernement. La menace ouverte, ce sont les forces du passé, les ex-patrons de la campagne et de l'industrie qui essaient de préserver leur pouvoir. J'aurais pu ajouter qu'il n'y avait pas eu les ambitions nouvelles, les syndicats qui traquent la mafia. Pour l'ex-premier ministre, ce n'est pas un hasard si l'offensive contre lui et ses amis de l'UFD a été lancée au moment où le gouvernement tentait de ramener sous son contrôle « le commerce des pro-

duits pétroliers et le commerce des armes ».

Lancée par qui ? C'est la troisième dimension de la confusion politique bulgare : le MDL, Mouvement des droits et libertés, formation qui représente la minorité turque et musulmane de Bulgarie (un million de personnes, soit plus de 10 % de la population) et qui fait la pluie et le beau temps au Parlement puisque l'UFD, sans majorité absolue, avait jusqu'ici besoin de son soutien pour gouverner. Pour avoir retiré son appui à l'UFD, le ténébreux Ahmed Dogan, chef du MDL, est accusé de faire le jeu des services secrets bulgares. « Bulgares ? Quel soulèvement, transe M. Dogan, moi dont on a dit que je travaillais pour le KGB, le MI5 et le Mossad ! »

Le MDL explique son retour en arrière par l'injustice de la nouvelle loi foncière qui, en restituant les terrains agricoles à leurs propriétaires d'avant 1946, marginalise totalement la minorité turque, provoquant un nouvel exode vers la Turquie (plus de 40 000 personnes cette année) alors que — fait assez rare dans la région pour être relevé — le problème ethnique était réglé. « Dans les villes, il n'y a pas de travail, relève, amer, M. Hassan Ali, député du MDL. Dans les campagnes, il n'y a pas de terres. La production de tabac est en crise. Les régions montagneuses sont en crise. Quand Ahmed Dogan préconise un tournant à gauche, cela ne veut pas dire un retour au socialisme, mais un recentrage : ne pas s'occuper que de la crème de la société ».

La « crème de la société », ce sont aussi les 2 ou 3 % de Bulgares qui ont bénéficié de la loi sur les restitutions de biens immobiliers dans les villes, une loi dont l'application rapide a créé une petite classe de nouveaux propriétaires. C'est l'un des quelques effets concrets d'une courageuse réforme économique engagée en 1991, que la crise politique actuelle va malheureusement retarder. La Bulgarie, qui souffre du double handicap d'une grosse dette extérieure (12 milliards de dollars) et de l'effondrement du marché soviétique dont elle était quasi totalement dépendante, a surtout subi pour l'instant les effets négatifs de la transition : chute dramatique de la production industrielle, chute des revenus des ménages, forte augmentation du chômage (12 % de la population active). L'appareil productif reste à 96 % aux mains de l'Etat.

C'est malheureusement au moment où les autorités bulgares entrevoient le bout du tunnel de la négociation sur le règlement de la dette que s'ouvre cette période d'instabilité gouvernementale. Adversaire d'élections anticipées, M. Dimitrov redoutait qu'une nouvelle campagne électorale n'entraîne « le report de mesures importantes », ce pays, ajoutait-il « il y a dix jours, a été trois fois sur le point d'entamer des réformes structurelles ». Une manière d'admettre que les choses sérieuses n'ont pas encore commencé.

SYLVIE KAUFFMANN

La situation dans l'ex-Yougoslavie

L'espace aérien bosniaque a été violé une centaine de fois en un mois

Le commandant-adjoint de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU), Cedric Thornberry, a déclaré lundi 23 novembre, lors d'une conférence de presse à Belgrade, que l'espace aérien bosniaque avait été violé une centaine de fois aussi bien par des hélicoptères que par des avions de combat en un peu plus d'un mois.

Il n'est pas certain que ces vols aient fait partie de missions de combat, mais cette hypothèse n'est pas écartée puisque certains hélicoptères ont pris toutes les précautions possibles pour échapper aux radars, a-t-il ajouté.

Cedric Thornberry a rappelé que la résolution du Conseil de sécurité du 9 octobre interdisant le survol de l'espace aérien bosniaque à des appareils militaires, n'autorise tou-

tefois pas l'ONU à faire usage de la force : « Toute action supplémentaire exigerait une nouvelle résolution ».

D'autre part, les vols humanitaires en direction de Sarajevo ont été suspendus lundi après-midi par le Haut Commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR) en raison de l'intensification des duels d'artillerie autour de l'aéroport de la capitale bosniaque assiégée.

Les forces serbes et croato-musulmanes se sont accusées mutuellement de préparer, au mépris du cessez-le-feu, de nouvelles offensives en Bosnie. Dans le nord-est de la République, à Gradacac, les autorités municipales ont accusé les Serbes d'acheminer par hélicoptères des renforts en hommes, notamment des unités spéciales, en chars

et autre matériel de guerre vers une « grande offensive » contre la ville assiégée depuis plusieurs mois. Gradacac et ses environs ont été touchés dimanche par plus de 1 400 projectiles tirés par les forces serbes, tandis que deux villages ont été piégés par des hélicoptères, a-t-on indiqué de même source.

Les forces serbes d'Herzégovine, citées par l'Agence de Belgrade Tanjug, ont affirmé de leur côté que l'armée régulière croate préparait une offensive sur le front de Mostar où ont été observés dans la nuit de dimanche à lundi « d'importants mouvements de troupes ».

Le premier ministre yougoslave, M. Milan Panic, doit s'entretenir mercredi à Genève avec le co-président de la conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie, M. Cyrus

Vance, et jeudi à Bonn avec le chancelier Helmut Kohl et le ministre des Affaires étrangères, M. Klaus Kinkel.

De son côté, le premier ministre grec, M. Mitsotakis, était lundi à Genève. Il a annoncé la reprise « pour des raisons humanitaires » du ravitaillement en carburant de la Macédoine, qui transite par le port de Salonique et était bloqué depuis octobre sur décision des autorités grecques. M. Mitsotakis, qui devait rencontrer mardi matin M. François Mitterrand à Paris, a d'autre part proposé que son pays « en raison de ses liens particuliers avec la Serbie assure l'ouverture d'un couloir pour l'acheminement de l'aide humanitaire de la mer vers Sarajevo et de Belgrade vers Sarajevo ». — (AFP, Reuters).

BERTRAND POIROT-DÉLPECH de l'Académie française

GÉORGIE

M. Chevardnadze nouveau baptisé

Le président du Parlement géorgien, M. Edouard Chevardnadze, s'est fait baptiser, lundi 23 novembre, dans une église orthodoxe de Tbilissi, à l'occasion de la fête de saint Georges, patron de la Géorgie. Le nom de baptême de l'ex-patron du Parti communiste géorgien est aussi Georges, Gueorgoba en géorgien.

Interrogé par l'agence Itar-Tass sur sa conversion, M. Chevardnadze a déclaré qu'il « s'agissait du long processus d'évolution de sa vision du monde ». Une icône de la Sainte Vierge était placée lundi, jour de fête religieuse nationale, sur son bureau du Parlement. — (AFP, Reuters).

o RUSSIE : mort du général Doubynine. — Le chef de l'état-major de l'armée russe, le général Viktor Doubynine, est mort, lundi 23 novembre, à Moscou, à l'âge de quarante-neuf ans. « des suites d'une longue maladie », a annoncé le ministère de la Défense. Commandant de la région militaire du Turkestan durant le conflit afghan, puis de celle de Kiev, il avait aussi organisé le retrait des troupes soviétiques de Pologne. — (Reuters).

o TADJIKISTAN : cinquante mille morts en six mois. — La guerre civile au Tadjikistan (5,3 millions d'habitants, dont 60 % de Tadjiks) a fait cinquante mille morts depuis le 6 juin dernier, a affirmé, mardi 24 novembre, à l'AFP le ministre tadjik de l'Intérieur, Ermanah Guldas. — (AFP).

o GRANDE-BRETAGNE : rejet par les Communes d'une motion travailliste sur l'« Irakgate ». — Une motion travailliste exigeant le gouvernement d'avoir rendu secrètement des armes à l'Irak (ce qu'on appelle le scandale de l'« Irakgate ») a été repoussée lundi 23 novembre, à l'issue d'un débat passionné à la Chambre des communes, par 310 voix contre 265. — (Reuters).

MODE MASCULINE

On ne trouve pas de soldes au Dépôt des Grandes Marques Vente sans intermédiaire

Les griffes les plus prestigieuses des couturiers français et italiens (dont on ne peut citer les noms). Les collections 93 au prix du dégriffé.

du 38 au 64
atelier de retouches
ouvert du lundi au samedi, de 10 heures à 19 heures

D.G.M., 15, rue de la Banque (75002)
M° Bourse - Tél. : 42-96-99-04

recommandé par Paris pas cher

DIAGONALES

L faut lire le dernier livre de Régis Debray. Vie et mort de l'image (Gallimard, 140 F). Il ne faut rien, mais si vous avez l'impression que voir n'est pas savoir, c'est le moyen le plus intelligent de vous en convaincre une bonne fois.

Sur un seul point, cette belle leçon de doute méthodique pêche, véniennement puisque c'est par optimisme. Grâce au petit écran, l'auteur veut croire qu'il serait devenu « plus difficile de massacrer impunément » (p. 368). Rien n'est moins sûr.

Samedi 21 novembre, les Parisiens avaient été largement conviés au Panthéon pour manifester contre les massacres en ex-Yougoslavie : ils n'étaient pas trois mille. La faute à la pluie ? Pas seulement. L'unique benderole proclamait : « Nous ne pourrions pas dire que nous ne savions pas ». Trop compliquée, cette allusion à l'excuse d'ignorance lors des crimes nazis. On ne défille pas contre un élit, contre soi-même, en somme !

Les crimes commis en Bosnie sont pourtant avérés. Les caméras les ont montrés, la presse les a décrits. Personnellement, j'ai rapporté ce qu'était une ville ethniquement purifiée (Doboj), les miliciens serbes patrouillant haineusement dans des avenues mortes, les maisons et les églises explosées. A Tesanj et à Travnik, villes bosniaques promises sous peu au même sort, j'ai compté jusqu'à trois cents enfants de réfugiés dormant tête-bêche à même le parquet d'une salle de basket, et pissant par terre. Les confrères attestent quotidiennement l'évidence ignoble. Comme si la presse du monde entier avait témoigné sur Auschwitz, en 42 ! Malgré cela, le refus de couvrir l'insupportable de 1992 aura attiré dans la rue moins de trois mille personnes : à retanir, en nos temps où tout se chiffre.

Le même samedi, le chef de nos armées — après Dieu — a prévenu qu'il interviendrait détruit

Voir n'est pas savoir

notre crédit. Comme s'il nous restait du crédit à perdre ! « Ce drame nous dépasse », a ajouté le stratège. Voilà qui va soulager. La France, sondez-la, n'espère rien tant que les messages de fatalité.

A qui la faute, si, le même samedi, sept siècles ont été ensevelis dans les Alpes ? On ne le saura jamais. Les gens sont désignés à ce que leur soit de justice leur reste en travers de la gorge. Des élus magouillent, des journalistes bronzent à l'œil avec des pharmaciens ? Que voulez-vous qu'on y fasse ! « La morale », « les valeurs », réclament certains sermonneurs à qui n'a manqué, c'est à craindre, que l'occasion de fauter. Les « affaires » se succèdent, et s'oublient. « A suivre », indiquent les speakers, comme s'il dépendait de nous qu'elles aient une suite, et avant de « rendre l'antenne », une manie, chez eux, cette antenne qu'il leur faut toujours rendre de toute urgence, sans qu'on nous dise jamais : à qui. Aux marchands de lessives assoupissantes, seuls vrais propriétaires ?

Le même samedi, des fous de voile s'approprièrent à aller virer l'Antarctique, en laissant le pôle Sud à tribord comme une vulgaire bouée de régate. Le monde devient un village, vous dis-je ! Parmi les affiches de la semaine : une femme clouée en croix. Les croyants doivent consentir au sacrilège ; c'est le prix à payer, leur dit-on, de la liberté. Pour moins que cela, M. Rushdie a été interdit de planète par l'Iran. A ce régime, la religion de Mahomet survivra sans peine à celle du Christ. Ce n'est pas la caution donnée par le nouveau catholicisme

aux partisans de la peine capitale qui retardera l'échéance.

On projette ces jours-ci un film pas si potache qu'il ne s'en donne l'air : « Cela s'est passé près de chez vous. Des jeunes cinéastes belges filment le cynisme devant les meurtres en chaîne d'un maniaque phrasier. Innesco avait déjà joué à ne pas s'émouvoir de l'arrose, dans Tuer sans pitié. Entre-temps est né le « reality-show » (toujours, remarquez-le, aux dépens des faibles, seuls impayés du plateau). Il est devenu plausible que des fous d'images collaborent aux boucheries qu'ils filment, croyant servir la vérité et l'art. Le public n'est qu'un indice de leur bêtise sanguinaire, pour mieux oublier qu'il y a sa part. Le procès du monstre de monstres : une autruche pour celui qui regarde !

Tandis que le cortège de la mauvaise conscience s'effiloche vers Denfert, à la Sorbonne, presque autant de gens applaudissent Jacqueline de Romilly et Marc Fumaroli d'avoir envoyé le sacage des études gréco-latines et de croire à leur réhabilitation comme à une nouvelle Renaissance. L'espoir pourrait bien naître, en effet, de ce côté. Et d'abord l'espoir que la langue française réchappe de la bouillie déversée sur les ondes, et sensible jusque dans les concours universitaires les plus exigeants.

Si le « direct » nous laisse presque aussi ignorants de la barbarie que sous la censure nazie d'il y a un demi-siècle, c'est que les seules émotions visuelles, sans le correctif du mot invisible et juste, permettent de nier la tragédie. A l'horreur vécue s'ajoute désormais le cauchemar de sa dégradation, comme l'expose Alain Finkielkraut (Comment peut-on être croisé ? Gallimard, 90 F.)

« Mal nommer les choses, écrit-il Camus, c'est ajouter au malheur du monde ».

POLITIQUE

Le débat sur la bioéthique

Les députés affirment l'inviolabilité et l'indisponibilité du corps humain

Les députés ont poursuivi, lundi 23 novembre, l'examen des projets de loi consacrés à la bioéthique. Ils ont achevé l'étude des articles du texte relatif au statut du corps humain, présenté par M. Michel Vauzelle, ministre de la justice, ainsi que ceux du projet de M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de l'espace, qui réglemente l'utilisation dans la recherche des fichiers informatiques. Les députés devaient se prononcer, mercredi 25 novembre, sur ces deux projets comme sur le texte concernant les transplantations d'organes et la procréation médicalement assistée, qui venait en discussion mardi 24 novembre.

Ce fut un débat fort digne. Il s'agissait de trancher entre « la science et l'éthique », aux yeux du docteur rapporteur de la commission spéciale sur la bioéthique, M. Bernard Bioulac (PS, Dordogne), ou, selon M. Gilbert Millet (PC, Gard), entre « le père biologique et le père social ». La discussion avait été soulevée par un amendement de M^{me} Christine Boutin (UDC, Yvelines) qui tendait à introduire une exception dans la règle de l'anonymat du don assuré par le projet de loi. Le député centriste demandait en effet, au nom « du droit profondément inscrit en tout homme de connaître ses origines », que cet anonymat puisse être levé, à leur demande et une fois leur majorité atteinte, pour les enfants conçus par insémination avec le sperme d'un tiers.

Le problème est de savoir comment vivre avec une double identité et si cette dualité n'est pas porteuse de toutes les distorsions, voire de tous les drames », a expliqué M. Jacques Toubon (RPR, Paris). Bien au-delà des incidences négatives, évoquées par MM. Vauzelle et Jean-François Mattei (UDF, Bouches-du-Rhône), que la disposition pourrait avoir auprès des donneurs, les députés, en



rejoignant l'amendement de M^{me} Boutin, ont voté en faveur du devenir du père affectif contre le père biologique.

M. Bioulac a appuyé son raisonnement sur les constatations de la science. « C'est peu à peu, avec la présence répétée de certains visages, que les neurones du système nerveux central commencent à réagir et à se spécialiser dans la reconnaissance de ceux-ci », a-t-il expliqué. Il en est de même pour le langage. Au début, les choses ne sont pas en place, seules l'éducation, la présence édifiant l'univers de la personne.

La science et la théologie

M^{me} Yvette Roudy (PS, Calvados), présidente de la commission sur la bioéthique, et M. Jean-Michel Chénard (RPR, Vienne) ont présenté un amendement en faveur de la paternité biologique. « Si un jour j'apprends que mon fils n'est pas mon fils, eh bien il le sera quand même », a assuré M. Chénard.

Ce principe de l'anonymat du don

s'est donc ajouté aux autres que le projet de loi se propose d'inscrire dans le code civil, tels que l'inviolabilité et l'indisponibilité du corps humain, et l'interdiction formelle de l'eugénisme comme celle de la pratique des « mères porteuses ». Soutenu par l'unique député du Front national, M^{me} Marie-France Stirbois (non-inscrit, Eure-et-Loir), M^{me} Boutin a déploré l'équilibre réalisé par les députés en affirmant que la part faite à la science, y était trop belle. M. Toubon et les autres membres de l'Assemblée ont contesté cette alléguant en mettant à contribution les théologiens de toutes les Eglises. M. Bioulac a appelé à la rescousse le Père Olivier de Dinechin, jésuite, qui estime que ces lois, si elles ne sont pas parfaites, empêchent pour le moins « des dérives dangereuses ». « Si nous légiférons ainsi, c'est que nous avons fait depuis le début un choix fondamental : nous considérons que notre corps n'est pas une chose qui nous appartient, dont nous pouvons faire ce que nous voulons », a ajouté M. Toubon, inspiré par le protestant Olivier Abel.

Par la suite, les députés ont subordonné à des fins médicales ou de

recherche « l'étude des caractéristiques d'une personne par son examen génétique » de même que l'identification des personnes par leurs empreintes génétiques, hormis le cas des procédures judiciaires. Les infractions à ces règles seront punies d'une amende de 20 000 francs à 2 millions de francs. Le dilemme entre père biologique et père social est enfin réapparu à la fin du projet de loi à propos de la filiation. Les députés se sont tenus au texte du gouvernement, qui dispose que « nul ne peut contester la filiation d'un enfant pour une raison tenant au caractère médicalement assisté de [sa] procréation ». « L'identité est aussi affective », s'est réjoui M. Toubon, à la suite de son théologien protestant. « Ce projet, en interdisant le déni de paternité, constitue une résistance contre une totale biologisation », a-t-il conclu.

Le député de Paris a été en revanche plus économe de son soutien lors de la discussion du projet de loi sur le traitement de données informatiques nominatives. « Ce texte est essentiel mais il n'est pas bon de l'inscrire dans la loi Informatique et Libertés de 1978, a-t-il déclaré. Il faudrait mieux, compte tenu des progrès technologiques, une loi spécifique. » M. Toubon a reçu le soutien de M. Mattei, qui a regretté qu'un grand texte sur le secret médical n'ait pas été déposé par le gouvernement.

Les deux parlementaires ont fait part de leur intention de s'abstenir sur le vote du projet défendu par M. Curien. Ils n'ont cependant fait aucun obstacle à l'adoption du dispositif qui prévoit notamment la création d'un comité consultatif national sur le traitement de l'information en matière de recherche sur la santé chargé d'apprécier la validité scientifique de la recherche et la nécessité du recours à des données nominatives. L'autorisation de recourir à des traitements de données nominatives sera accordée par la CNIL à la lumière de ces avis.

GILLES PARIS

La leçon de l'instituteur

Il a rédigé son texte d'une petite écriture bien nette, avec de longues jambes à ses « p », de belles boucles à ses « l » et de vraies majuscules calligraphiques. Il a muré, un peu, souligné, beaucoup. Il a choisi des mots simples pour dire ses doutes, pour avouer ses ignorances, mais aussi pour exprimer sa fierté d'être, ce soir-là, un homme politique. Et tout le monde l'a écouté.

Elu depuis 1988, M. Michel Dinet, député socialiste de Meurthe-et-Moselle, n'est pas un familier de la tribune parlementaire. C'est pourtant lui, l'ancien « instituteur de la République » comme il aime à se définir, qui, à sa manière, a le mieux résumé l'enjeu du débat sur la bioéthique qui s'est ouvert jeudi 19 novembre à l'Assemblée. En pleine polémique sur le sang contaminé, les « affaires » et la crise de la politique, M. Dinet a voulu faire entendre sa voix de « député moyen qui essaie comme il le peut de comprendre ce qu'il vote » entre celles, plus affirmées, des parlementaires aguerris et celles, plus autorisées, des députés professeurs de médecine ou juristes formés dans les grands corps de l'Etat.

« La tolérance et l'écoute mutuelle »

« Ce qui concerne notre société, a-t-il déclaré, ne peut pas être, ne doit pas être la seule affaire des spécialistes. (...) C'est au contraire à tous de se situer le vrai travail politique. C'est là que, pour le citoyen, la politique retrouvera sa place fondamentale. »

M. Dinet ne cache pas que ce texte sur la bioéthique et la question du débat qui prévaut à son

examen l'ont rassuré sur l'exercice de son mandat de député. Maire de Vannes-le-Châtel, une petite commune de cinq cent vingt habitants, conseiller général depuis 1978, il lui est souvent arrivé, depuis son élection, de s'interroger sur l'utilité de sa fonction. « J'étais déçu et surpris de constater que le plus souvent l'Assemblée nationale était un lieu où l'on ne débattait pas », explique-t-il.

Lorsque les trois projets de loi sur la bioéthique ont été déposés, M. Dinet a demandé, sans se faire trop d'illusions, à être membre de la commission spéciale chargée de les examiner. Le sujet le passionnait, mais il pensait alors que le groupe socialiste lui préférerait un député moins obscur. Surpris, il n'y avait que quelques rares candidatures... et le sien fut retenu. Pendant plusieurs semaines, il a assisté aux séances de travail, sans jamais intervenir dans les débats. Il y a découvert que sur un sujet de société aussi important « la politique pouvait se vivre autrement, dans la tolérance et l'écoute mutuelle ». « Ce qui se discute là, ajoute-t-il, correspond vraiment aux préoccupations des gens. C'est comme cela qu'on reconstruit le terrain et la politique. »

Pour M. Dinet, cette expérience suffirait aujourd'hui à justifier son engagement de parlementaire. C'est une véritable profession de foi qu'il est venu livrer, vendredi soir, dans l'hémicycle : « J'ai écouté, j'ai entendu, j'ai lu, j'ai mieux compris, j'ai parfois bondi, j'ai rétorqué, j'ai confronté mon opinion à celle des autres, j'ai changé d'avis parfois, j'ai appris. »

P. R.-D.

La motion de censure n'ayant pas obtenu la majorité requise

Le projet de budget pour 1993 est adopté en première lecture par l'Assemblée nationale

La motion de censure, déposée par l'opposition en réponse à l'engagement de responsabilité du gouvernement, n'ayant recueilli, lundi 23 novembre, que 257 voix, alors que la majorité requise s'élevait à 286, le projet de loi de finances pour 1993 est considéré comme adopté, en première lecture, par l'Assemblée nationale. Anticipant sur le débat qui doit être consacré, mercredi, aux échanges commerciaux, notamment agricoles, prévus dans le cadre du GATT, le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, a renouvelé son appel en faveur d'un large mouvement de cohésion nationale, afin que la France, unie et résolue, refuse les abus d'un libéralisme sauvage.

Compte tenu de la décision des députés communistes, annoncée une semaine auparavant, de ne pas voter la motion déposée par les groupes de la droite et du centre en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, cette censure devait être sans surprise. Elle ne fut qu'un exercice obligé - l'opposition ne pouvant se résoudre, à quatre mois des élections législatives, à laisser passer sans vote le projet de budget de 1993, - ne donnant lieu qu'à un débat répitif par rapport aux arguments échangés depuis le début, le 20 octobre, de la discussion budgétaire.

Seul, le premier ministre a su saisir cette occasion pour officialiser, devant la représentation nationale, les propos qu'il avait tenus, dans la Nièvre, puis à la télévision, au cours du week-end précédent, sur le compromis agricole conclu entre les Etats-Unis et la Commission des Communautés européennes (le Monde du 24 novembre). Après avoir confirmé l'organisation, mercredi 25 novembre, d'un débat, suivi d'un vote, sur ce sujet, à l'Assemblée nationale, M. Pierre Bérégovoy a affirmé : « Dans cette épreuve, je

ne me sens pas isolé, ni en France ni en Europe. Ce serait faire injure à la grandeur de notre pays que de croire ou de laisser croire que nous n'avons le choix qu'entre l'abandon ou l'effacement. Face aux difficultés qui jalonnent l'histoire, il existe toujours une donnée qui change tout : la volonté mise au service d'une cause que l'on sait juste. Tel est l'esprit qui anime le gouvernement. »

« L'impuissance de l'Etat »

Deux mois après le référendum sur la ratification du traité de Maastricht, le chef du gouvernement n'entend pas étouffer le débat à l'avenir des agriculteurs, ni même à celui du monde rural. « Il s'agit de montrer que l'Europe n'est pas l'étranger des intérêts nationaux, mais, au contraire, l'instrument de leur défense à l'heure des

grands ensembles, a-t-il dit. C'est pourquoi un large mouvement de cohésion nationale est indispensable. Il commence ici même. Il doit se poursuivre dans le pays. Anticiper sur la déclaration qu'il sera amené à faire, mercredi, devant le Parlement, le premier ministre a estimé qu'il ne lui paraissait « pas opportun d'ouvrir une crise qui serait préjudiciable aux intérêts du pays. »

Après avoir, les porte-parole des cinq groupes constitués à l'Assemblée nationale s'étant contentés de reproduire les arguments maintes fois échangés lors de la discussion budgétaire. Seuls parmi les responsables de l'opposition, MM. Jacques Chirac et Edouard Balladur avaient d'ailleurs jugé utile de faire le déplacement pour apporter leur soutien à M^{me} Françoise de Panafieu (RPR, Paris) lorsque celle-ci a décrit « l'impuissance d'un Etat à assurer ses mis-

sions ». Et alors que MM. Jean Le Garrec (PS, Nord) et Jean-Pierre Brard (PC, Seine-Saint-Denis) se disputaient le mérite des améliorations obtenues par rapport au projet de loi de finances initial, MM. Gilbert Gauthier (UDF, Paris) et Michel Jacquemin (UDC, Doubs) ont dressé un bilan sans nuances des deux dernières années.

Dans un registre tout aussi répitif, le premier ministre a alors réaffirmé que les critiques de l'opposition sur les dépenses de l'Etat, l'ampleur du déficit ou les prévisions concernant les grands équilibres étaient sans fondement. Sa seule concession a porté sur le chômage, cette « zone d'ombre de la situation française », comme « de tous les pays industrialisés ». « Notre politique pour l'emploi organise l'ensemble du budget, car elle est sa ligne directrice », a affirmé M. Bérégovoy. « Il faut mieux partager le travail pour pouvoir rompre avec l'idée que la compétitivité se gagne systématiquement contre l'emploi, a-t-il déclaré. C'est le défi de cette décennie. »

JEAN-LOUIS SAUX

L'analyse du scrutin

La motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par MM. Charles Millon (UDF), Bernard Pons (RPR), Jacques Barrot (UDC) et quatre-vingt-cinq de leurs collègues, au terme de l'examen du projet de loi de finances pour 1993, n'a recueilli que 257 voix. La majorité requise s'élevait à 286.

Ont voté pour :

- 119 RPR sur 125 : n'ont pas participé au scrutin MM. Pierre de Bénouville (Paris), René Couveignes (Hérault), Xavier Dugoin (Essonne), Christian Estrosi (Alpes-Maritimes), Roland Nungesser (Val-de-Meuse) et Jean-Luc Reitzer (Haut-Rhin) ;
- 88 UDC sur 88 ;
- 40 UDF sur 40 ;
- 11 non-inscrits sur 24 : M. Léon Barrand (Guyane), M^{me} Martine Daugreilh (Alpes-Maritimes), MM. Jean-Michel Dubemard

(Rhône), Alexandre Léontieff (Polynésie française), Michel Noir (Rhône), Alexis Pota (la Réunion), Jean Royer (Indre-et-Loire), Maurice Sargheresart (Nord), Christian Spiller (Vosges), M^{me} Marie-France Stirbois (Eure-et-Loir), M. André Thien Ah Koon (la Réunion).

Par rapport à la dernière motion de censure, présentée le 26 octobre après l'examen de la première partie du projet de loi de finances consacrée aux recettes budgétaires et qui avait recueilli 261 voix, six députés RPR ont fait défaut (MM. Couveignes, Dugoin, Estrosi, Nungesser, Reitzer et Reitzer), souvent en raison de difficultés de transport. Deux députés non inscrits, en revanche, se sont ajoutés à la liste des censeurs : M^{me} Daugreilh et M. Léontieff.

Le mousquetaire assagi

Un jour de juin 1988, M. Jacques Chirac a rendu un immense service à M. Jacques Toubon. Il l'a congédié sans ménagement de la fonction de secrétaire général du RPR qu'il occupait depuis quatre ans. Ce « dévoué » du président du mouvement gaulliste à l'annonce de celui qui le servait presque assagissait à brutalement rendu M. Toubon à lui-même.

Depuis qu'en 1971 M. Chirac avait remarqué, à la Fondation Claude Pompidou, ce jeune sous-préfet sorti de l'ENA cinq ans plus tôt et l'avait appelé à son cabinet de ministre chargé des relations avec le Parlement, M. Toubon était la voix de son maître. Il l'avait suivi partout. Au ministère de l'Agriculture, au Rassemblement pour la République, dont il devenait, en 1977, le délégué aux élections puis, un an plus tard, le secrétaire général adjoint. Son enthousiasme effréné n'a d'égale que sa force de travail, deux qualités appréciées par le chef des gaullistes, même si, entre les deux hommes, le vouvoiement reste de rigueur.

Jacques Toubon aime Jacques Chirac et le dit. Tellement même qu'il en fait sourire. Comme lors de ce congrès du mouvement gaulliste, en janvier 1982 à Toulouse, où, se laissant un peu emporter, le député de Paris présenta son mentor comme « le homme qui guide nos pas... ». La gauche est au pouvoir « pour deux ans au maximum », prédit alors M. Toubon, qui, avec d'autres jeunes « mousquetaires » de l'opposition - MM. Philippe Séguin, Charles Millon, François d'Aubert - s'efforça, à l'Assemblée nationale, de précipiter la chute en livrant des batailles d'amendements sur tous les grands textes de la législature.

Les socialistes restent au pouvoir mais la fidélité paie et, en 1984, M. Toubon est nommé secrétaire général du RPR. Deux ans plus tard, lorsque les législatives de 1986 donnent enfin raison à ses prévisions, il ajoute à cette fonction celle de président de la commission des lois de l'Assemblée nationale. C'est trop, même pour celui qui affirme que, s'il devenait un jour « plus puissant

que la moyenne des hommes d'Etat » sa première tâche serait de réformer le calendrier et de créer la journée de trente-six heures. D'autant que le député s'efforce en plus, depuis 1983, d'assumer son mandat de maire du troisième arrondissement de Paris...

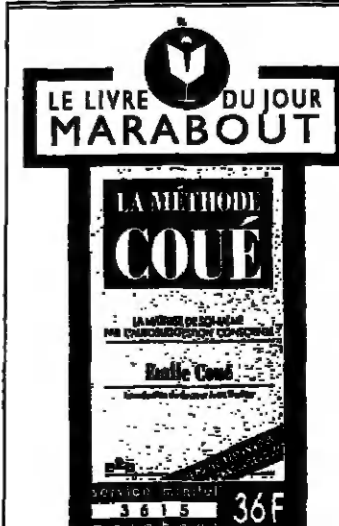
L'année 1988 se charge de donner à M. Toubon un repos qu'il se refuse à prendre. M. Alain Juppé le remplace au secrétariat général du RPR, et la victoire de la gauche le ramène dans l'opposition à l'Assemblée. Il garde pour lui ses deux âmes et entreprend alors d'écouter enfin sa propre voix, aidé en cela par son épouse. « Je me suis dévoué peu à peu de mon personnage RPR », note-t-il aujourd'hui.

Des interventions deesses

Cet affrontement lui fait du bien. La boulimie qu'il déployait dans l'appareil du parti, il la met désormais au service de quelques grands sujets de société : la lutte contre la drogue, dont il a vécu les ravages dans son proche entourage ; la justice et la bioéthique. Le député polémiste des années 1981-1984 cède alors la place à un parlementaire rigoureux qui, sur le code pénal, les écoutes téléphoniques ou la réforme de la Constitution, argumente, propose, construit.

Ses interventions, fruit d'une réflexion qu'il mène au sein de ses propres groupes de travail composés de magistrats, de hauts fonctionnaires, de responsables associatifs, de médecins ou de juristes, gagnent en densité. On l'entend moins dans les émissions politiques, et plus dans les colloques et les séminaires. La qualité de ses interventions dans le débat sur la bioéthique, pour lequel il se passionne depuis trois ans, témoigne particulièrement de cette évolution. « J'ai découvert que toutes ces rencontres, toutes ces confrontations, me servaient d'abord à moi, observe-t-il. Il n'y a pas d'âge pour la majorité politique. Jacques Toubon a cinquante et un ans.

PASCALLE ROBERT-DIARD



POLITIQUE

Au conseil municipal de Lyon

M. Noir affirme qu'il n'y a pas eu d'argent des sociétés de Pierre Botton dans sa campagne de 1989

Après un ordre du jour très rapidement épuisé, la réunion du conseil municipal de Lyon, lundi 23 novembre, a été consacrée à l'affaire Botton, le gendre et l'ancien directeur de campagne de M. Michel Noir. Le maire de Lyon a affirmé qu'il n'y avait pas eu d'argent des sociétés de Pierre Botton dans le financement de sa campagne électorale de 1989. La méthode utilisée par certains conseillers pour défendre le maire et dénoncer les articles de presse a laissé apparaître des fissures au sein de la majorité municipale.

LYON

de notre bureau régional

Le 20 novembre, interrogé au journal de 20 heures sur TF1, M. Michel Noir s'était refusé à « entrer dans le jeu des démentis ». Lundi soir, au conseil municipal, il a néanmoins affirmé qu'il n'y avait pas eu d'argent des sociétés de Pierre Botton dans le financement de sa campagne électorale de 1989. M. Noir a, une nouvelle fois, mis en cause les journalistes qui « s'agitent en procureurs », citant notamment deux collaborateurs du Monde et signalant à l'assistance la présence de l'un d'eux sur les bancs de la presse de la salle du conseil. Il a dénoncé « l'équidistance » entretenue, selon lui, par le chef de file des socialistes lyonnais, M. Gérard Collomb : « Pierre Botton a des problèmes financiers, Pierre Botton n'est plus auprès de Michel Noir, alors on le présente comme son directeur de campagne », a expliqué le maire de Lyon, qui s'est déclaré « triste de la forme du débat », « ni digne ni républicain ».

M. Collomb avait déclaré que « derrière Michel Noir et le discours sur la morale, c'était donc Pierre Botton qui tirait les ficelles. Pierre Botton et sa conception cynique d'une vie où tout s'achète, à commencer par cette notoriété médiatique qui doit [vous] emmener aux sommets du pouvoir ».

Le chef de file des socialistes lyonnais a demandé que le maire de Lyon sollicite un vote à bulletin secret, afin de vérifier qu'il conservait « la confiance de l'assemblée ». Il n'a pas été suivi, mais les propos d'un conseiller RPR, M. André Bourgogne, ont quelque peu troublé les rangs de la majorité. « C'est en mon nom propre que je voulais intervenir, c'est au nom du mouvement [le RPR] que je le ferai », a-t-il prévenu.

Il a raconté comment, peu avant la séance, le chef de cabinet du maire de Lyon lui avait transmis la déclaration de M. Claude Estier, président du groupe socialiste du Sénat, accusant M. Alain Mérieux, président-directeur général de l'Institut Mérieux, mais aussi président du RPR du Rhône, de « faux témoignage » lors de son audition devant la commission d'enquête de la Haute Assemblée sur la transfusion sanguine.

Deux autres adjoints ont pris la parole pour soutenir le maire. M. Henry Chabert, député européen (ex-RPR), a voulu montrer que la carrière politique de M. Noir, sa « légitimité », ne tient en rien à des effets médiatiques et que c'est pour « une question d'éthique » que « M. Pierre Botton avait été éliminé de l'équipe municipale ». « Nous n'avons pas la même conception de l'argent », a précisé M. Chabert. Quant à M. Alain Jakubowicz, adjoint (sans étiquette) au respect des droits, il a surtout fustigé « le tir à vue » de journalistes « moins privilégiés » que ceux de « l'oligarchie ».

« Pierre Botton a-t-il écrit quelque chose ? », a demandé M. Jakubowicz. Peu importe que l'intéressé, alors ministre de la République, ait été, à la même date, en voyage officiel en Turquie. Pour l'avocat, une seule motivation justifie cette « bataille » : « Viser Pierre Botton, mais attendre Michel Noir ».

A la fin de cette intervention, comme à la fin de celle de M. Noir, certains d'entre eux ont demandé au maire de leur présenter un bilan de l'UDF et de leur expliquer les raisons de son échec.

« Certains des délégués reprochent à M. Pierre Botton d'avoir été une ombre sur le dossier de l'homme d'affaires lyonnais et d'avoir été une ombre sur le dossier de l'homme d'affaires lyonnais », a déclaré M. Noir.

M. Charasse a rappelé que les règles de la loi fiscale lui interdisent de s'exprimer publiquement sur la situation fiscale d'un contribuable, même si celui-ci en a révélé ou en a fait révéler une partie, mais précise qu'il s'exprime sur les faits.

M. Charasse a rappelé que les règles de la loi fiscale lui interdisent de s'exprimer publiquement sur la situation fiscale d'un contribuable, même si celui-ci en a révélé ou en a fait révéler une partie, mais précise qu'il s'exprime sur les faits.

M. Charasse a rappelé que les règles de la loi fiscale lui interdisent de s'exprimer publiquement sur la situation fiscale d'un contribuable, même si celui-ci en a révélé ou en a fait révéler une partie, mais précise qu'il s'exprime sur les faits.

M. Charasse a rappelé que les règles de la loi fiscale lui interdisent de s'exprimer publiquement sur la situation fiscale d'un contribuable, même si celui-ci en a révélé ou en a fait révéler une partie, mais précise qu'il s'exprime sur les faits.

M. Charasse a rappelé que les règles de la loi fiscale lui interdisent de s'exprimer publiquement sur la situation fiscale d'un contribuable, même si celui-ci en a révélé ou en a fait révéler une partie, mais précise qu'il s'exprime sur les faits.

M. Charasse a rappelé que les règles de la loi fiscale lui interdisent de s'exprimer publiquement sur la situation fiscale d'un contribuable, même si celui-ci en a révélé ou en a fait révéler une partie, mais précise qu'il s'exprime sur les faits.

M. Charasse a rappelé que les règles de la loi fiscale lui interdisent de s'exprimer publiquement sur la situation fiscale d'un contribuable, même si celui-ci en a révélé ou en a fait révéler une partie, mais précise qu'il s'exprime sur les faits.

M. Charasse a rappelé que les règles de la loi fiscale lui interdisent de s'exprimer publiquement sur la situation fiscale d'un contribuable, même si celui-ci en a révélé ou en a fait révéler une partie, mais précise qu'il s'exprime sur les faits.

M. Charasse a rappelé que les règles de la loi fiscale lui interdisent de s'exprimer publiquement sur la situation fiscale d'un contribuable, même si celui-ci en a révélé ou en a fait révéler une partie, mais précise qu'il s'exprime sur les faits.

M. Charasse a rappelé que les règles de la loi fiscale lui interdisent de s'exprimer publiquement sur la situation fiscale d'un contribuable, même si celui-ci en a révélé ou en a fait révéler une partie, mais précise qu'il s'exprime sur les faits.

M. Charasse a rappelé que les règles de la loi fiscale lui interdisent de s'exprimer publiquement sur la situation fiscale d'un contribuable, même si celui-ci en a révélé ou en a fait révéler une partie, mais précise qu'il s'exprime sur les faits.

M. Charasse a rappelé que les règles de la loi fiscale lui interdisent de s'exprimer publiquement sur la situation fiscale d'un contribuable, même si celui-ci en a révélé ou en a fait révéler une partie, mais précise qu'il s'exprime sur les faits.

M. Charasse a rappelé que les règles de la loi fiscale lui interdisent de s'exprimer publiquement sur la situation fiscale d'un contribuable, même si celui-ci en a révélé ou en a fait révéler une partie, mais précise qu'il s'exprime sur les faits.

M. Charasse a rappelé que les règles de la loi fiscale lui interdisent de s'exprimer publiquement sur la situation fiscale d'un contribuable, même si celui-ci en a révélé ou en a fait révéler une partie, mais précise qu'il s'exprime sur les faits.

M. Charasse a rappelé que les règles de la loi fiscale lui interdisent de s'exprimer publiquement sur la situation fiscale d'un contribuable, même si celui-ci en a révélé ou en a fait révéler une partie, mais précise qu'il s'exprime sur les faits.

M. Charasse a rappelé que les règles de la loi fiscale lui interdisent de s'exprimer publiquement sur la situation fiscale d'un contribuable, même si celui-ci en a révélé ou en a fait révéler une partie, mais précise qu'il s'exprime sur les faits.

M. Charasse a rappelé que les règles de la loi fiscale lui interdisent de s'exprimer publiquement sur la situation fiscale d'un contribuable, même si celui-ci en a révélé ou en a fait révéler une partie, mais précise qu'il s'exprime sur les faits.

M. Charasse a rappelé que les règles de la loi fiscale lui interdisent de s'exprimer publiquement sur la situation fiscale d'un contribuable, même si celui-ci en a révélé ou en a fait révéler une partie, mais précise qu'il s'exprime sur les faits.

par ailleurs, « Je dirai à vos effectifs qu'ils resteront sur leur faim. (...) J'estime que le prochain est déplorable », a commenté M. Bourgogne.

« Tir à vue »

Puis il s'est situé sur un terrain « d'abandon » par le maire de Lyon, celui de la Résistance. « N'y a-t-il pas là, Monsieur le maire, a dit M. Bourgogne, ce qu'il faut de grandeur et de simplicité, de vérité et d'authenticité pour exposer la politique de la gauche dans laquelle elle s'engage, et nous ramener au service de la cité, sans jamais songer à en tirer un profit personnel, une gloire éphémère, sans jamais songer à la transformer en un pugilat destructeur ? C'est ce qu'attendent de nous nos concitoyens et, dans l'instinct, l'ensemble des

Lyonnais ». M. André Soutier, député européen (PR), a alors souligné que le maire de Lyon s'explique sur l'attitude de son chef de cabinet. « Est-il vrai que, dans votre entourage, on se plaise à de telles pressions ? », a-t-il demandé.

M. Noir a réaffirmé sa solidarité avec M. Mérieux, malgré « quelques adversités politiques temporaires », et a demandé à M. Bourgogne, qui en a pris acte, de « ne pas mal interpréter » la communication des dépêches concernant l'Institut Mérieux. Cependant, les interventions de MM. Collomb, Bourgogne et Soutier ont provoqué une vive réaction d'un des proches de M. Noir, M. Jean-Michel Dubernard, député (ex-RPR). Celui-ci s'est emporté contre les « hypocrisies » et les « médiocrités » des trois orateurs, les qualifiant de « microbes » qu'on trouve dans des « conduits nasabondés ».

Deux autres adjoints ont pris la parole pour soutenir le maire. M. Henry Chabert, député européen (ex-RPR), a voulu montrer que la carrière politique de M. Noir, sa « légitimité », ne tient en rien à des effets médiatiques et que c'est pour « une question d'éthique » que « M. Pierre Botton avait été éliminé de l'équipe municipale ». « Nous n'avons pas la même conception de l'argent », a précisé M. Chabert. Quant à M. Alain Jakubowicz, adjoint (sans étiquette) au respect des droits, il a surtout fustigé « le tir à vue » de journalistes « moins privilégiés » que ceux de « l'oligarchie ».

« Pierre Botton a-t-il écrit quelque chose ? », a demandé M. Jakubowicz. Peu importe que l'intéressé, alors ministre de la République, ait été, à la même date, en voyage officiel en Turquie. Pour l'avocat, une seule motivation justifie cette « bataille » : « Viser Pierre Botton, mais attendre Michel Noir ».

A la fin de cette intervention, comme à la fin de celle de M. Noir, certains d'entre eux ont demandé au maire de leur présenter un bilan de l'UDF et de leur expliquer les raisons de son échec.

« Certains des délégués reprochent à M. Pierre Botton d'avoir été une ombre sur le dossier de l'homme d'affaires lyonnais et d'avoir été une ombre sur le dossier de l'homme d'affaires lyonnais », a déclaré M. Noir.

M. Charasse a rappelé que les règles de la loi fiscale lui interdisent de s'exprimer publiquement sur la situation fiscale d'un contribuable, même si celui-ci en a révélé ou en a fait révéler une partie, mais précise qu'il s'exprime sur les faits.

M. Charasse a rappelé que les règles de la loi fiscale lui interdisent de s'exprimer publiquement sur la situation fiscale d'un contribuable, même si celui-ci en a révélé ou en a fait révéler une partie, mais précise qu'il s'exprime sur les faits.

M. Charasse a rappelé que les règles de la loi fiscale lui interdisent de s'exprimer publiquement sur la situation fiscale d'un contribuable, même si celui-ci en a révélé ou en a fait révéler une partie, mais précise qu'il s'exprime sur les faits.

M. Charasse a rappelé que les règles de la loi fiscale lui interdisent de s'exprimer publiquement sur la situation fiscale d'un contribuable, même si celui-ci en a révélé ou en a fait révéler une partie, mais précise qu'il s'exprime sur les faits.

M. Charasse a rappelé que les règles de la loi fiscale lui interdisent de s'exprimer publiquement sur la situation fiscale d'un contribuable, même si celui-ci en a révélé ou en a fait révéler une partie, mais précise qu'il s'exprime sur les faits.

M. Charasse a rappelé que les règles de la loi fiscale lui interdisent de s'exprimer publiquement sur la situation fiscale d'un contribuable, même si celui-ci en a révélé ou en a fait révéler une partie, mais précise qu'il s'exprime sur les faits.

M. Charasse a rappelé que les règles de la loi fiscale lui interdisent de s'exprimer publiquement sur la situation fiscale d'un contribuable, même si celui-ci en a révélé ou en a fait révéler une partie, mais précise qu'il s'exprime sur les faits.

M. Charasse a rappelé que les règles de la loi fiscale lui interdisent de s'exprimer publiquement sur la situation fiscale d'un contribuable, même si celui-ci en a révélé ou en a fait révéler une partie, mais précise qu'il s'exprime sur les faits.

M. Charasse a rappelé que les règles de la loi fiscale lui interdisent de s'exprimer publiquement sur la situation fiscale d'un contribuable, même si celui-ci en a révélé ou en a fait révéler une partie, mais précise qu'il s'exprime sur les faits.

M. Charasse a rappelé que les règles de la loi fiscale lui interdisent de s'exprimer publiquement sur la situation fiscale d'un contribuable, même si celui-ci en a révélé ou en a fait révéler une partie, mais précise qu'il s'exprime sur les faits.

M. Charasse a rappelé que les règles de la loi fiscale lui interdisent de s'exprimer publiquement sur la situation fiscale d'un contribuable, même si celui-ci en a révélé ou en a fait révéler une partie, mais précise qu'il s'exprime sur les faits.

M. Charasse a rappelé que les règles de la loi fiscale lui interdisent de s'exprimer publiquement sur la situation fiscale d'un contribuable, même si celui-ci en a révélé ou en a fait révéler une partie, mais précise qu'il s'exprime sur les faits.

M. Charasse a rappelé que les règles de la loi fiscale lui interdisent de s'exprimer publiquement sur la situation fiscale d'un contribuable, même si celui-ci en a révélé ou en a fait révéler une partie, mais précise qu'il s'exprime sur les faits.

M. Charasse a rappelé que les règles de la loi fiscale lui interdisent de s'exprimer publiquement sur la situation fiscale d'un contribuable, même si celui-ci en a révélé ou en a fait révéler une partie, mais précise qu'il s'exprime sur les faits.

Lyonnais ». M. André Soutier, député européen (PR), a alors souligné que le maire de Lyon s'explique sur l'attitude de son chef de cabinet. « Est-il vrai que, dans votre entourage, on se plaise à de telles pressions ? », a-t-il demandé.

M. Noir a réaffirmé sa solidarité avec M. Mérieux, malgré « quelques adversités politiques temporaires », et a demandé à M. Bourgogne, qui en a pris acte, de « ne pas mal interpréter » la communication des dépêches concernant l'Institut Mérieux. Cependant, les interventions de MM. Collomb, Bourgogne et Soutier ont provoqué une vive réaction d'un des proches de M. Noir, M. Jean-Michel Dubernard, député (ex-RPR). Celui-ci s'est emporté contre les « hypocrisies » et les « médiocrités » des trois orateurs, les qualifiant de « microbes » qu'on trouve dans des « conduits nasabondés ».

Deux autres adjoints ont pris la parole pour soutenir le maire. M. Henry Chabert, député européen (ex-RPR), a voulu montrer que la carrière politique de M. Noir, sa « légitimité », ne tient en rien à des effets médiatiques et que c'est pour « une question d'éthique » que « M. Pierre Botton avait été éliminé de l'équipe municipale ». « Nous n'avons pas la même conception de l'argent », a précisé M. Chabert. Quant à M. Alain Jakubowicz, adjoint (sans étiquette) au respect des droits, il a surtout fustigé « le tir à vue » de journalistes « moins privilégiés » que ceux de « l'oligarchie ».

« Pierre Botton a-t-il écrit quelque chose ? », a demandé M. Jakubowicz. Peu importe que l'intéressé, alors ministre de la République, ait été, à la même date, en voyage officiel en Turquie. Pour l'avocat, une seule motivation justifie cette « bataille » : « Viser Pierre Botton, mais attendre Michel Noir ».

A la fin de cette intervention, comme à la fin de celle de M. Noir, certains d'entre eux ont demandé au maire de leur présenter un bilan de l'UDF et de leur expliquer les raisons de son échec.

« Certains des délégués reprochent à M. Pierre Botton d'avoir été une ombre sur le dossier de l'homme d'affaires lyonnais et d'avoir été une ombre sur le dossier de l'homme d'affaires lyonnais », a déclaré M. Noir.

M. Charasse a rappelé que les règles de la loi fiscale lui interdisent de s'exprimer publiquement sur la situation fiscale d'un contribuable, même si celui-ci en a révélé ou en a fait révéler une partie, mais précise qu'il s'exprime sur les faits.

M. Charasse a rappelé que les règles de la loi fiscale lui interdisent de s'exprimer publiquement sur la situation fiscale d'un contribuable, même si celui-ci en a révélé ou en a fait révéler une partie, mais précise qu'il s'exprime sur les faits.

M. Charasse a rappelé que les règles de la loi fiscale lui interdisent de s'exprimer publiquement sur la situation fiscale d'un contribuable, même si celui-ci en a révélé ou en a fait révéler une partie, mais précise qu'il s'exprime sur les faits.

M. Charasse a rappelé que les règles de la loi fiscale lui interdisent de s'exprimer publiquement sur la situation fiscale d'un contribuable, même si celui-ci en a révélé ou en a fait révéler une partie, mais précise qu'il s'exprime sur les faits.

M. Charasse a rappelé que les règles de la loi fiscale lui interdisent de s'exprimer publiquement sur la situation fiscale d'un contribuable, même si celui-ci en a révélé ou en a fait révéler une partie, mais précise qu'il s'exprime sur les faits.

M. Charasse a rappelé que les règles de la loi fiscale lui interdisent de s'exprimer publiquement sur la situation fiscale d'un contribuable, même si celui-ci en a révélé ou en a fait révéler une partie, mais précise qu'il s'exprime sur les faits.

M. Charasse a rappelé que les règles de la loi fiscale lui interdisent de s'exprimer publiquement sur la situation fiscale d'un contribuable, même si celui-ci en a révélé ou en a fait révéler une partie, mais précise qu'il s'exprime sur les faits.

M. Charasse a rappelé que les règles de la loi fiscale lui interdisent de s'exprimer publiquement sur la situation fiscale d'un contribuable, même si celui-ci en a révélé ou en a fait révéler une partie, mais précise qu'il s'exprime sur les faits.

M. Charasse a rappelé que les règles de la loi fiscale lui interdisent de s'exprimer publiquement sur la situation fiscale d'un contribuable, même si celui-ci en a révélé ou en a fait révéler une partie, mais précise qu'il s'exprime sur les faits.

M. Charasse a rappelé que les règles de la loi fiscale lui interdisent de s'exprimer publiquement sur la situation fiscale d'un contribuable, même si celui-ci en a révélé ou en a fait révéler une partie, mais précise qu'il s'exprime sur les faits.

M. Charasse a rappelé que les règles de la loi fiscale lui interdisent de s'exprimer publiquement sur la situation fiscale d'un contribuable, même si celui-ci en a révélé ou en a fait révéler une partie, mais précise qu'il s'exprime sur les faits.

M. Charasse a rappelé que les règles de la loi fiscale lui interdisent de s'exprimer publiquement sur la situation fiscale d'un contribuable, même si celui-ci en a révélé ou en a fait révéler une partie, mais précise qu'il s'exprime sur les faits.

M. Charasse a rappelé que les règles de la loi fiscale lui interdisent de s'exprimer publiquement sur la situation fiscale d'un contribuable, même si celui-ci en a révélé ou en a fait révéler une partie, mais précise qu'il s'exprime sur les faits.

M. Charasse a rappelé que les règles de la loi fiscale lui interdisent de s'exprimer publiquement sur la situation fiscale d'un contribuable, même si celui-ci en a révélé ou en a fait révéler une partie, mais précise qu'il s'exprime sur les faits.

M. Charasse a rappelé que les règles de la loi fiscale lui interdisent de s'exprimer publiquement sur la situation fiscale d'un contribuable, même si celui-ci en a révélé ou en a fait révéler une partie, mais précise qu'il s'exprime sur les faits.

M. Charasse a rappelé que les règles de la loi fiscale lui interdisent de s'exprimer publiquement sur la situation fiscale d'un contribuable, même si celui-ci en a révélé ou en a fait révéler une partie, mais précise qu'il s'exprime sur les faits.

M. Charasse a rappelé que les règles de la loi fiscale lui interdisent de s'exprimer publiquement sur la situation fiscale d'un contribuable, même si celui-ci en a révélé ou en a fait révéler une partie, mais précise qu'il s'exprime sur les faits.

M. Charasse a rappelé que les règles de la loi fiscale lui interdisent de s'exprimer publiquement sur la situation fiscale d'un contribuable, même si celui-ci en a révélé ou en a fait révéler une partie, mais précise qu'il s'exprime sur les faits.

Interrogée sur Europe 1

M^{me} Dufoix n'exclut pas que M. Trager ait participé au financement de l'une de ses campagnes électorales

Répondant aux questions de Jean-Pierre Elkabbach sur Europe 1, mardi 24 novembre, M^{me} Georgina Dufoix, mise en cause à plusieurs reprises par M. René Trager à propos de financements politiques occultes (le Monde du 21 novembre), n'a pas exclu que l'industriel n'ait participé au financement de l'une de ses campagnes électorales. Elle a également reconnu qu'elle avait rencontré.

Depuis plusieurs mois, M. Trager affirme qu'il est allé en Suisse toucher une commission de deux millions de francs pour le compte du ministère des affaires sociales, fin 1985 et début 1986. Il précise qu'il a rencontré M^{me} Dufoix à plusieurs reprises, notamment lors d'une réunion au ministère des affaires sociales pour mettre au point certains détails concernant la remise des fonds. Et ajoute enfin qu'une partie au moins de l'argent a servi à financer la campagne électorale de M^{me} Dufoix, candidate dans le Gard lors des législatives de mars 1986.

Sur Europe 1, l'ancien ministre a reconnu qu'elle avait fait une campagne électorale en 1986 « assez calquée » et qu'il y avait « une certaine similitude » avec la campagne de M^{me} Dufoix. « Que Trager ait participé à cette campagne, c'est dans le domaine des choses possibles et il n'a certainement pas été le seul », a-t-elle ajouté.

M^{me} Dufoix, a également admis qu'elle avait rencontré M. Trager. « Je l'ai rencontré une fois dans un restaurant où j'ai pris un café avec d'autres collaborateurs », a-t-elle dit. Cette brève rencontre aurait eu lieu après mars 1986. Comme elle l'avait fait dans l'entretien qu'elle nous avait accordé la semaine dernière (le Monde du 21 novembre), M^{me} Dufoix a précisé qu'elle n'avait jamais rencontré l'homme d'affaires nantais lorsqu'elle était ministre.

Cette mise au point fait suite aux propos de René Trager, publiés lundi 23 novembre par le Figaro. L'homme d'affaires y affirmait notamment : « Ma première rencontre avec Georgina Dufoix a eu lieu après mars 1986. C'était un dîner dans une brasserie proche de sa permanence électorale. (...) Nous étions quatre autour de la table : Georgina Dufoix, Michel Maurice (ex-conseiller et proche collaborateur de M^{me} Dufoix), un responsable de la santé de Loire-Atlantique et moi ». M. Trager ajoutait : « En fait, la discussion n'a porté que sur les besoins d'argent pour les financements électoraux de M^{me} Dufoix ».

Après la demande de levée de l'immunité parlementaire de l'ancien maire d'Angoulême

L'instruction de l'affaire Boucheron pourrait être accélérée

Après la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Jean-Michel Boucheron, ancien maire (PS) d'Angoulême, le 10 novembre par le parquet général de Bordeaux, l'instruction de l'affaire pourrait s'accélérer, sur les deux principaux dossiers dans lesquels il est impliqué : l'extension de la station d'épuration de La Couronne (Charente) et la construction et le contrat d'entretien d'une usine de traitement des ordures ménagères pour le Syndicat intercommunal du Grand Angoulême (SIGA), présidé par M. Boucheron.

De notre correspondant

Dans l'affaire de la station d'épuration comme dans celle de l'usine de traitement des ordures ménagères, M. Jean-Michel Boucheron est soupçonné d'avoir bénéficié de largesses des entreprises adjudicatrices des marchés par le biais de surfacturations et de prestations fictives versées par des sociétés écran : SEPC à Bordeaux et International Contact à Paris. SEPC est dirigée par M. Gabaude, soupçonné d'être au centre d'un réseau de fausses factures s'étendant à tout le Sud-Ouest. International Contact est dirigé par M^{me} Pascale de Varga, dont le nom apparaît à plusieurs reprises dans les mémoires de l'affaire Boucheron.

Initialement instruits à Angoulême, ces deux dossiers ont été confiés, en vertu du principe de juridiction, à la chambre d'accusation de Bordeaux en juillet et août. Le marché de la station d'épuration de La Couronne aurait été passé pour évincer un concurrent, la Lyonnaise des eaux, et favoriser une entente entre deux filiales de la CGE sur des prix anormalement élevés. L'entreprise adjudicataire OTV aurait ainsi surfacturé la construction pour plus de 3 millions de francs. Une « commission » en liquide de 800 000 francs aurait ensuite été versée à la SEPC de M. Michel Gabaude, qui se serait chargé de la « répartition ».

Le 13 juin, M. Gabaude a été inculpé dans ce dossier d'abus de biens sociaux et de faux et usage de faux. Il a été inculpé durant quelques jours avant d'être remis en liberté sur décision de la chambre d'accusation de Bordeaux.

Dans le cas de l'usine de traitement d'ordures ménagères, l'ancien maire d'Angoulême, M. Georges Chavannes, dont les révélations sont à l'origine de l'information, affirme que les détournements seraient « de l'ordre de 60 millions de francs ».

Toujours selon lui, les études et la construction de l'usine d'incinération ont été surévaluées. En outre, le contrat d'entretien passé pour quinze ans en janvier 1986 avec la société Sijon, dont le directeur est M. Boucheron, prévoyait le versement d'une commission représentant 5 % du montant total du coût de fonctionnement de l'usine à International Contact, présidé par M^{me} Pascale de Varga.

« Faire le ménage »

Désormais, les juges bordelais examinent donc cinq volets de l'affaire Boucheron. Entre les dossiers de la station d'épuration et de l'usine de traitement des ordures ménagères, la chambre d'accusation de Bordeaux était déjà saisie de l'affaire du Centre international des techniques d'expression locale (CITEL). Président de cet organisme, M. Boucheron a été inculpé le 12 mars d'abus de confiance et d'ingérence par M^{me} Létin, en charge de l'instruction. Le même magistrat examine aussi le dossier de l'OFRES, un organisme chargé de réaliser un bulletin municipal angoumoisien et qui aurait pu servir de « tirelire » à l'élu local. Enfin, un autre magistrat bordelais, M^{me} Plo, est chargée du dossier SEPC. La société dirigée par M. Michel Gabaude.

Les précédentes inculpations de M. Boucheron, à Bordeaux et à Paris, étaient intervenues durant les interrogatoires parlementaires. Attendant jusqu'au 20 décembre, fin de la session actuelle, n'aurait sans doute guère retardé le cours de la justice. Les magistrats ont donc voulu symboliquement marquer leur intention d'accélérer le dossier. Aux yeux de M. Chavannes, la demande de levée de l'immunité parlementaire « est plutôt une façon, pour le pouvoir, de signifier qu'il veut faire le ménage ».

GINETTE DE MATHA

o Les cotes de popularité de M^{me} Mitterrand et Bérégovoy en baisse de deux points. - Le baromètre mensuel IFOP-Le Journal du dimanche fait apparaître une baisse de deux points des cotes de popularité de M^{me} Mitterrand et Bérégovoy, 29 % des personnes interrogées se disent satisfaites du président de la République contre 31 % le mois dernier, 59 % s'estiment mécontentes, chiffre sans changement. Pour M. Bérégovoy, l'indice de satisfaction passe de 35 % à 33 %, le pourcentage des mécontents restant de 41 %. L'enquête a été menée du 29 octobre au 7 novembre auprès de mille huit cent soixante-dix-neuf personnes.

Le Sénat devait désigner, mardi 24 novembre, la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution mettant en accusation devant la Haute Cour M. Fabius, M^{me} Dufoix et M. Hervé dans l'affaire du sang contaminé. En raison du temps pris par les sénateurs pour engager la procédure, il n'est pas sûr que celle-ci puisse être achevée avant la fin de la session parlementaire.

« Il faut savoir suivre avec patience la Constitution, respecter les étapes de la procédure. » Ce sage principe est de M. René Monory, qui souhaite le voir appliquer à la mise en accusation, par le Parlement, des anciens ministres socialistes devant la Haute Cour. Le moins que l'on puisse dire est que le Sénat, qu'il préside, l'applique à la lettre.

Dès le jeudi 15 octobre, au lendemain du rejet par le bureau de l'Assemblée nationale de la proposition de loi RPR mettant en accusation M. Laurent Fabius, M^{me} Georgina Dufoix et M. Edmond Hervé, et de celle de l'UDF ne visant que les deux derniers, M. Claude Hurier, sénateur centriste de Morbihan-et-Moelle, qui fut le rapporteur de la commission d'enquête du Sénat sur « la crise du système transfusionnel français », regrette cette décision en déclarant : « Il n'est pas possible que la justice s'arrête en chemin. » M. Hurier attendait pourtant trois semaines pour saisir, le jeudi 3 novembre, les présidents des groupes de la majorité sénatoriale d'une proposition de résolution mettant en accusation l'ancien ministre des affaires sociales et l'ancien secrétaire d'Etat à la santé.

Depuis, le mouvement ne s'est pas accéléré. Ce n'est que sept jours après, le jeudi 12 novembre, que la droite du palais de Luxembourg a déposé son projet de résolution, qui accusait aussi l'ancien premier ministre. Le bureau du Sénat ne s'est réuni que le mardi 17 novembre pour examiner ce texte, et l'approuver. Cortes, dès le lendemain, la conférence des présidents fixait la date de l'élection de la commission ad hoc, qui, en vertu du règlement, doit étudier cette

proposition de résolution. Mais cette élection ne devait avoir lieu que le mardi 24 novembre.

Tout est loin d'être terminé. Il faut que cette commission désigne son bureau et qu'elle examine la validité de la demande d'accusation.

Si la majorité sénatoriale veut, comme l'affirment certains de ses membres influents, transmettre le dossier à l'Assemblée nationale au début du mois de décembre, il va lui falloir changer de rythme. Car après le travail de la commission il lui faudra se prononcer en séance publique. Or les jours commencent à être comptés. Constitutionnellement, la session parlementaire sera close le 20 décembre. Si l'Assemblée nationale n'a pas besoin de réunir son

Les principaux programmes

Le programme de la droite est de faire passer la loi sur la responsabilité pénale des personnes morales. La gauche veut la loi sur la responsabilité pénale des personnes morales.

Le programme de la gauche est de faire passer la loi sur la responsabilité pénale des personnes morales. La droite veut la loi sur la responsabilité pénale des personnes morales.

Le programme de la droite est de faire passer la loi sur la responsabilité pénale des personnes morales. La gauche veut la loi sur la responsabilité pénale des personnes morales.

Le programme de la gauche est de faire passer la loi sur la responsabilité pénale des personnes morales. La droite veut la loi sur la responsabilité pénale des personnes morales.

Le programme de la droite est de faire passer la loi sur la responsabilité pénale des personnes morales. La gauche veut la loi sur la responsabilité pénale des personnes morales.

SOCIÉTÉ

Selon un rapport confidentiel du ministère de la défense

Les principaux programmes d'armement coûteront 622 milliards de francs entre 1992 et 1997

Au cours des cinq prochaines années, les dépenses d'armement militaire devraient se monter à 622 milliards de francs, selon un rapport confidentiel du ministère de la défense qui fait apparaître un renversement de la tendance observée depuis plusieurs décennies : la dissuasion nucléaire va subir des coupes claires tandis que le développement des moyens classiques et spatiaux sera limité par les coûts.

Au profit d'une programmation militaire qui prévoit d'allouer à l'équipement moderne, classique et spatial des armées françaises 308 milliards de francs entre 1992 et 1994 et 314 milliards de francs entre 1995 et 1997, le ministère de la défense a analysé les différents coûts - au terme de leur réalisation - des principaux systèmes d'armes retenus. Ce travail figure dans un document interne (et non rendu public, car il est classifié) au ministère de la défense. Il donne une idée de l'ampleur des projets en question, dans la mesure où les évaluations sont des coûts dits « budgétaires » ou totaux, incluant les études, le développement et la production en série de l'ensemble des matériels jusqu'à la mise en service. D'une manière générale, ce sont les dépenses consacrées à la dissuasion nucléaire qui doivent subir des coupes claires, et les dépenses d'armement classique et spatial qui devraient enregistrer des hausses variables selon les catégories. Cela renverse une tendance observée depuis plusieurs décennies.

Ainsi, entre 1992 et 1997, la dissuasion nucléaire, avec un total de 135,4 milliards de francs, connaîtra une érosion progressive de ses crédits, de 6,6 % en moyenne d'une année sur l'autre. C'est l'indice le plus évident que l'arme nucléaire n'a plus la même priorité qu'autrefois. Pour autant, sur le long terme, quel que soit le cadre de la seule programmation, les projets d'armement extrinsèques restent considérables.

C'est le cas pour les quatre sous-marins lance-missiles stratégiques, dits de nouvelle génération, de la classe du *Triomphant*, qui seront livrés entre 1995 et 2005 à la marine. C'est un programme de quelque 81,5 milliards de francs, dont 33,6 milliards au compte des seules années 1992-1997. A ces coûts, il convient d'en ajouter d'autres, non négligeables.

En premier lieu, il s'agira de

construire trois lots de, chacun, seize missiles M.5 embarqués par ces sous-marins (une des quatre unités est, à tour de rôle, en entretien à la base de l'Île-Longue, de sorte que, seules, les trois autres, en permanence à la mer, ont besoin d'être armées de missiles M.5 capables de lancer six têtes nucléaires chacun à plus de 6 000 kilomètres de distance) pour un coût global de 38,5 milliards de francs. Entre 1992 et 1997, il est prévu de consacrer 6,6 milliards de francs à cette opération. En second lieu, il est nécessaire, avant la mise en service de la série *Triomphant*, de moderniser l'armement des cinq sous-marins actuels avec des missiles M.45 (qui emportent, chacun, six têtes avec des performances accrues par rapport à celles des missiles M.4 aujourd'hui en service) pour plus de 19,6 milliards de francs. Cette rénovation est en cours depuis plusieurs années et, à ce jour, lui ont été consacrés quelque 12 milliards de francs.

L'espace, une priorité budgétaire

En matière nucléaire encore, le document du ministère de la défense laisse le choix ouvert sur la succession en 2005 des missiles S.3D entrés dans le plateau d'Albion (en haute Provence) et sur celle des missiles aéroportés ASMP qui arment les avions Mirage-IV et Mirage-2000-N. La décision sur la population censée les remplacer devra être arrêtée vers 1995.

A propos de l'espace militaire, les crédits engagés entre 1992 et 1997 devraient s'élever à 85,2 milliards de francs, avec une progression moyenne de 3 % d'une année sur l'autre. L'espace, sous le double angle du renseignement et de la communication, est devenu une priorité pour les armées, de la volonté même de M. Pierre Joxe, ministre de la défense.

C'est le cas du programme *Hélios-1* - deux satellites pour la reconnaissance optique par temps clair - aujourd'hui baptisés *Flindis* et *Espeira* (à hauteur respectivement de 1,4 et 1,7 %) et pour le compte duquel la France prévoit un besoin de financement de 7,7 milliards de francs. A la fin de 1991, les dépenses engagées par la France ont été de 3,8 milliards de francs. Au début du siècle prochain devrait être mis en place le système *Hélios-2* - quatre satellites d'observation infra-rouge par tous temps - pour lequel 310 millions de francs devraient être réservés dès le projet de budget 1993.

Pour les transmissions militaires par satellite, la France a lancé le

programme *Syracus* - quatre satellites couvrant un tiers de la surface du globe et dont deux sont déjà sur orbite - pour un coût de 9,9 milliards de francs.

D'autres projets, moins avancés, existent pour deux satellites d'observation radar baptisés *Ostris*, avec une participation internationale à hauteur de 75 %, et pour

vingt-huit avions de surveillance maritime dotés de moyens très sophistiqués de transmissions et de torpilles ou de missiles anti-navires. A la fin de 1997, vingt et un de ces appareils auront été livrés à la marine. Le programme a été jugé si cher qu'il est arrêté à vingt-huit avions (au lieu de quarante-deux à l'origine) pour un coût glo-

4,6 milliards pour les Mirage-2000-5

Selon un document interne au ministère de la défense, l'armée de l'air française a prévu, sous la réserve que le contrat de Taiwan sera exécuté, de rénover trente-sept de ses actuels Mirage-2000 DA (défense aérienne) - parmi les plus anciens - sur le modèle des Mirage-2000-5 destinés à l'exportation. Le coût de cette opération pour le budget de la France est de 4 610 millions de francs (valeur 1992) selon le même document.

En 1994, une première commande porterait sur quinze avions, quinze autres en 1995 et les sept derniers en 1996. Dès le budget de l'an prochain, un premier crédit de 65 millions de francs sera consacré au coût du développement nécessaire par la rénovation à mi-vie opérationnelle des Mirage-2000 DA de l'armée de l'air française pour

en faire des appareils comparables au Mirage-2000-5 taiwanais. Il s'agit, avec la même cellule qui serait débarrassée de son radar actuel RDM et qui serait remplacée en état, d'y monter le radar multiscans RDY et les missiles air-air MICA qui équipent la version Mirage-2000-5.

L'« architecte » industriel de l'opération est le groupe Dassault, le radar est de Thomson et les missiles sortent de Matra.

Dans le document du ministère de la défense, il est indiqué que l'adoption de cette « amélioration » des Mirage-2000 français est « une référence pour les clients » à l'exportation. Le Mirage-2000-5 pourra être livré à l'étranger à partir de 1995. L'armée de l'air française recevrait ses quinze premiers appareils en 1997, les vingt-deux autres après cette date.

deux autres satellites de renseignement électromagnétique, dénommés *Zenon*. Mais ces projets ne seraient pas le jour avant 2002.

L'Atlantique-2 arrêté à vingt-huit exemplaires

Dans l'ordre du renseignement sur le champ de bataille, le document ministériel fait état de deux autres programmes : le système *Horizon* - quatre hélicoptères Super-Puma porteurs d'un radar couvrant jusqu'à 150 kilomètres de distance - pour un coût global de 860 millions de francs et le système *Barique* - un avion long-courrier DC-8 pour la recherche électromagnétique - qui sera commandé en 1993 et livré après 1997 pour quelque 1 280 millions de francs.

C'est aussi dans cette catégorie d'armes, destinées au renseignement et à la communication, qu'apparaît le programme *Atlantique-2* portant sur l'acquisition de

bal de pas moins 24,2 milliards de francs.

En matière de forces aéromaritimes, la programmation avec un montant total de 75,6 milliards de francs prévus entre 1992 et 1997, bénéficie de la plus forte hausse des crédits alloués à la défense : 5,5 % d'augmentation régulière, en moyenne, d'une année sur l'autre. Ce qui couronne l'expression généralement ressentie par de nombreux marins, pour qui, des trois armées et de la gendarmerie, c'est la marine nationale qui aura été la plus sacrifiée sur l'autel de l'austérité budgétaire.

Le programme de porte-avions nucléaire *Charles-de-Gaulle* est de loin le principal investissement, puisqu'il est estimé à 17,2 milliards de francs (sans le groupe aérien des quatre avions qu'il est prévu d'embarquer). A la fin de 1991, près de 4,3 milliards ont déjà été dépensés. Le *Charles-de-Gaulle*, s'il est la pièce maîtresse du dispositif, ne supprime pas le

besoin d'autres navires. De ce point de vue, la marine a commandé six frégates de la classe *La Fayette*, pour un montant total de 9,6 milliards de francs. Elle a dû limiter à six le nombre de ses sous-marins nucléaires d'attaque (de la classe *Améthyste*), au lieu des huit prévus, en leur consacrant à terme un budget global de 16,2 milliards de francs environ : à ce jour, près de 11,5 milliards de francs ont été dépensés.

170 milliards de francs pour le Rafale

S'agissant des opérations aéroterrestres, le document du ministère de la défense fait le point sur le sort des projets engagés, notamment l'avion *Rafale* et le char *Leclerc*. Avec un montant total de 188 milliards de francs attribués entre 1992 et 1997, ce secteur particulier connaît une hausse moyenne de ses dépenses de 1,9 % d'une année sur l'autre.

Pour le *Rafale*, il est spécifié que l'armée de l'air doit en commander deux cent trente-quatre exemplaires, et la marine quatre-vingt-six. C'est un programme - y compris les coûts propres au radar RBE et au réacteur M-88 - qui approche les 170 milliards de francs, soit 29,7 milliards de francs pour le développement (l'autofinancement imposé aux constructeurs n'étant pas compté) et 140,1 milliards de francs pour la production. A la fin de 1991, près de 12 milliards de francs avaient été dépensés pour ce qui concerne la part de l'Etat. Les livraisons commenceront en 1996-1997 avec, tant pour la marine que pour l'armée de l'air, leurs deux premiers avions.

De même, pour le char *Leclerc*, l'armée de terre a dû fixer à six cent cinquante le total de ses commandes. C'est la moitié de ce qu'elle avait imaginé au début.

Pour autant, le programme demeure onéreux : il doit atteindre, toutes dépenses confondues et pour le char seul, 46 milliards de francs.

Restent deux autres programmes majeurs d'hélicoptères qui intéressent l'armée de terre comme la marine. Il s'agit, d'une part, du projet *Tigre/Cerfaut* d'un hélicoptère anti-char et anti-hélicoptères, produit en coopération avec l'Allemagne, et, d'autre part, du projet *NH-90* d'un hélicoptère moyen et lourd, conçu avec l'Allemagne, l'Italie et les Pays-Bas.

Prévu pour être commandé à raison de cent quarante « machines » pour la version anti-char et à soixante-quinze autres pour la version anti-hélicoptères, le *Tigre/Cerfaut* engage, pour la seule France, un investissement global de 41 milliards de francs. L'avenir de ce programme demeure en suspens. En effet, l'Allemagne, qui envisageait d'acheter deux cent douze hélicoptères en version anti-char, semble vouloir revenir sur ses besoins, pour des considérations budgétaires mais aussi pour des raisons militaires qui tiennent à une nouvelle analyse de la menace éventuelle. Le partenaire de la France pourrait, dans ces conditions, changer son fusil d'épaule et se contenter de cent quarante « machines » dans une version se rapprochant de l'hélicoptère anti-hélicoptères.

Enfin, pour le *NH-90*, l'armée de terre française projette l'achat de cent soixante exemplaires (pour le transport tactique), et la marine celui de soixante (pour la lutte anti-navires et anti-sous-marine). Non compris les parts revenant à chacun de ses trois associés européens et au consortium industriel Eurocopter qui fabrique le *NH-90*, la France évalue à près de 4 680 millions de francs sa participation au seul coût du développement de l'hélicoptère.

J. L.

La « patate chaude »

Suite de la première page

Faute d'avoir, à l'époque, fait les choix qui s'imposaient depuis des lustres, la France est en 1992 dans la situation d'un pays dont le renouvellement, ou la modernisation, de la pensée militaire excède ses revenus. 1993 sera, sans aucun doute, l'année de la vérité pour les armées. Quel qu'il sera, le gouvernement français devra trancher, et cela en une période marquée par l'apparition de nouveaux risques dans le monde, à commencer par la fragilité des Etats en Europe et la montée en puissance, ailleurs, de pays gagnés par la prolifération des

armes. La gauche au pouvoir a eu l'occasion d'arbitrer. Mais pas suffisamment ou pas toujours à bon escient.

Déjà, des responsables de la droite, indignés par la perspective que la programmation militaire ne soit pas le sujet d'un grand débat au Parlement, accusent les socialistes de se désintéresser de la question en laissant une « patate chaude » - de celles dont on ne sait pas trop comment se débarrasser - entre les mains de ceux qui devront, quoi qu'il arrive, arrêter les prochaines décisions.

JACQUES ISNARD

Les syndicats appellent à des manifestations

A l'appel des syndicats, des manifestations de protestation contre les suppressions d'emplois sont organisées dans les établissements de la défense, avec notamment une journée nationale, mercredi 25 novembre. Du 16 au 21 novembre, la CGT a lancé une semaine d'action touchant le secteur de l'armement et, plus spécialement, l'aéronautique. Le 23 novembre, FO, la COC et la CFTC prévoient de mobiliser les salariés de l'armement à travers des actions de travail et des défilés à Paris mais aussi en province (à Bordeaux, Bourges,

Nantes, Cannes, Marseille, Turbès, Toulouse, Pau ou Saint-Nazaire). La CFTD a aussi appelé au développement de l'action, « sans a priori, ni exclusion ».

Depuis dix ans, selon la CGT, deux cents établissements ont été fermés par la défense et 34 000 emplois ont été supprimés. La crise s'est aggravée avec les annonces par le gouvernement d'un plan « Armées 2000 », qui prévoit la fermeture de nombreuses installations militaires et la dissolution de garnisons.

stèles musulmanes au cimetière militaire de Mulhouse (le Monde du 24 novembre), le parquet de Mulhouse a ouvert, lundi 23, une information judiciaire, mais, devant la faible nombre d'indices, l'enquête s'annonce difficile. Le conseil municipal de la ville a décidé l'organisation d'une manifestation dans le cimetière dimanche prochain, 29 novembre.

Ministre de l'intérieur, M. Paul Quilès a paré de cette profanation comme d'un « acte odieux et lâche » et demandé aux musulmans de France de « ne pas céder aux provocations ». M. Daili Boubakeur, recteur de la Mosquée de Paris, a condamné « la lâcheté et l'impunité » des auteurs de cette action et dénoncé « les récentes et haineuses campagnes de presse antireligieuses ». Quant à M. Jean Kahn, président du Conseil représentatif des institutions juives de France, dans un télégramme à M. Boubakeur, il a assuré la communauté musulmane de sa « solidarité ».

REPÈRES

CIRCULATION

Polémique au Conseil de Paris à propos des embouteillages

Une vive polémique a opposé, lundi 23 novembre, au Conseil de Paris, M. Jacques Chirac, maire de la capitale, à M. Pierre Verbrugghe, préfet de police, au sujet des embouteillages du 18 novembre dernier et des enlèvements, le lendemain, de véhicules abandonnés sur la chaussée par certains conducteurs. M. Chirac ayant mis en cause les responsables de la police, le préfet a jugé ces critiques « injustes et méprisantes ». Un échange de propos assez vifs s'en est ensuivi. M. Verbrugghe a indiqué que, le 18 novembre, vingt membres des forces de l'ordre avaient été blessés au cours de la manifestation des agriculteurs, et que les personnels affectés à la circulation - trois cents gardiens de la paix - avaient travaillé de soir-là bien au-delà de leurs

horaires normaux. Les conseillers de Paris ont adopté un vœu demandant que l'on exonère les propriétaires des voitures enlevées le 18 novembre du paiement de la contravention et des frais d'enlèvement. M. Paul Quilès, ministre de l'intérieur et conseiller de Paris, avait lui-même demandé à la préfecture de police, dès le 20 novembre, de « faire preuve de bienveillance ». Finalement M. Verbrugghe a promis que ses services feraient tout possible pour ne pas pénaliser les automobilistes de bonne foi.

SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Le permis passe à douze points le 1^{er} décembre

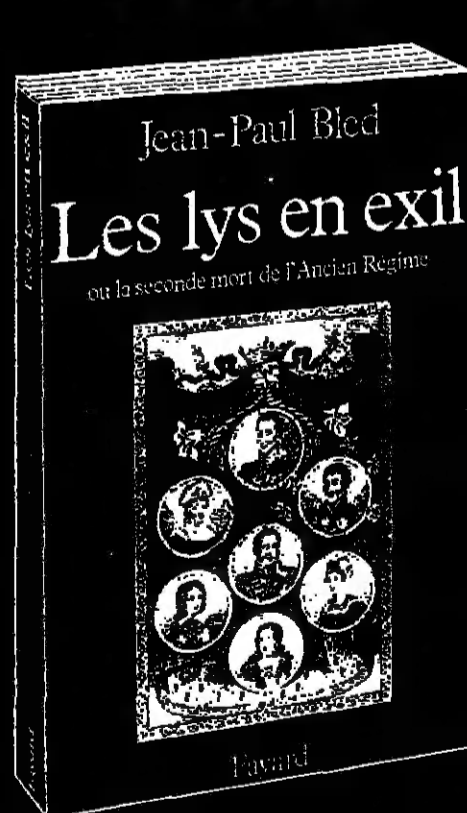
Les deux décrets modifiant la réglementation sur le permis à points et les limitations de vitesses des poids-lourds sont parus au *Journal officiel* du mardi 24 novembre. Ils doivent entrer en

FAITS DIVERS

Enquête difficile après la profanation des tombes musulmanes de Mulhouse

Après la profanation, dans la nuit du samedi 21 au dimanche 22 novembre, de cinquante-huit

Les Bourbons en exil



Si l'ouvrage décrit un aspect méconnu des relations franco-allemandes, il permet fondamentalement de comprendre comment s'est désagrégée la possibilité d'une alternance légitime à la République, à travers le jeu subtil des raisons diplomatiques européennes et des ambitions rivales des familles prétendantes.

Richard Kleinschmager, *Les Dernières Nouvelles d'Alsace*

Un essai remarquable.

Eric Vattré, *Le Quotidien de Paris*

l'Histoire
chez
FAYARD

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Plus de cinq ans et demi après l'assassinat de l'avocat d'origine algérienne

Le juge d'instruction a rendu un non-lieu dans l'affaire Mecili

Plus de cinq ans et demi après l'assassinat à Paris d'Ali Mecili, avocat français d'origine algérienne et opposant au régime d'Alger, le juge d'instruction chargé du dossier, M. Gilles Rivière, a rendu, vendredi 20 novembre, une ordonnance de non-lieu, suivant ainsi les réquisitions du parquet. Le principal suspect dans cette affaire, un ressortissant algérien lié à la sécurité militaire, se trouve en Algérie, d'où il ne peut être extradé. M. Antoine Comte, avocat de M. Annie Mecili, a immédiatement annoncé que sa cliente faisait appel de cette décision, ajoutant : « Nous ne sommes pas comptables de la raison d'Etat ».

Bella, l'ancien président de la République algérienne. Une information judiciaire fut ouverte à Paris et confiée au juge d'instruction parisien François Canivet-Buzit, relayé ensuite par M. Rivière. Le 28 mars 1988, ce dernier adressait une commission rogatoire internationale demandant aux autorités algériennes de procéder à différentes vérifications et d'entendre différentes personnes considérées comme suspectes, notamment Abdelmalek Amellou.

« La justice s'efface »

Les autorités algériennes ont toujours répondu que leurs recherches s'étaient avérées « vaines et infructueuses », déclarant le « caractère

imprécis des éléments fournis, basés sur des suppositions et allégations très vagues et impossibles à vérifier faute d'éléments concrets ». Les avocats de M. Mecili ont ensuite demandé au juge d'instruction de procéder à des vérifications et d'interroger plusieurs personnes, dont le frère d'Amellou. De source judiciaire, on affirme que ces investigations et interrogatoires n'ont rien apporté de nouveau.

Veuve de l'opposant algérien, Annie Mecili avait déposé une plainte pour « forfaiture et attentat aux libertés individuelles », visant les raisons d'opportunité politique de cette expulsion. Elle fut instruite par le juge Roger Ribault, qui avait estimé que le préfet de police de Paris en 1987, M. Jean Paolini, qui avait organisé l'expul-

sion, était susceptible d'être mis en cause. Or, un préfet ne pouvant être poursuivi que devant une juridiction préalablement désignée par la chambre criminelle de la Cour de cassation, celle-ci avait désigné la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon, qui, en octobre, a rendu un non-lieu.

Commentant le non-lieu requis par le parquet de Paris et finalement rendu par le juge Rivière, M. Comte a déclaré : « La France de 1992 ne veut même pas de ce procès-croquante que les complices des assassins de Ben Barka avaient dû affronter. A cette époque-là, le chef de l'Etat avait dit : « Il faut que la justice passe ». Aujourd'hui, au plus haut niveau de l'Etat, on pense qu'il faut que la justice s'efface ».

POINT DE VUE

Le scandale du silence

par Annie Mecili

AVOCAT français d'origine algérienne, défenseur des droits de l'homme et opposant au régime en place en Algérie, André-Ali Mecili a été assassiné le 7 avril 1987 à Paris. Le 10 juin 1987, un dénommé Malek Amellou a été interpellé par la brigade criminelle alors que de nombreux éléments, notamment un ordre de mission de la Sécurité militaire algérienne, le désignaient comme ayant vraisemblablement participé à cet assassinat. Pourtant, dès le 11 juin 1987, son expulsion a été préparée dans le plus grand secret et, le 14 juin, il a regagné Alger avec les honneurs dus à sa mission.

Haute Cour, jury d'honneur ou justice ordinaire, comment juger de la culpabilité et de la responsabilité de ceux qui ont sciemment soustrait à l'action de la justice l'auteur présumé de l'assassinat et nous ont ainsi privés, mes enfants et moi-même, de notre droit à un

procès équitable ? Comment ne pas qualifier cette expulsion en urgence absolue que rien ne justifiait — sinon le souci de protéger et de mettre à l'abri le principal suspect — de crime de forfaiture au sens de l'article 183 du code pénal ?

Ces questions ne seront pas posées. Il n'y sera donc jamais répondu.

C'est d'abord la cour d'appel de Lyon qui, dans un arrêt du 27 octobre 1992, a tranché en déclarant ma plainte irrecevable : « Annie Mecili ne saurait prétendre avoir personnellement souffert d'un préjudice causé par les infractions alléguées ». Bien au contraire, la forfaiture commise par ceux qui ont procédé à l'expulsion, « à la supposer établie, n'aurait causé de préjudice direct et personnel qu'à Malek Amellou » — c'est-à-dire à l'assassin présumé lui-même ! C'est ensuite le parquet du tribunal de Paris qui, toutes « affaires » cas-

santes, met la touche finale au déni de justice en requérant un non-lieu, que le juge d'instruction s'empresse de rendre.

La victime n'est donc pas toujours celle qui croit l'être, du moins selon la cour d'appel de Lyon. Il est surtout des scandales qui ne payent pas, des scandales sur lesquels toute la classe politique, de la gauche à la droite, s'accorde pour faire silence. L'affaire Mecili est de ceux-là et, hors les amis fidèles, nul ne s'indigne d'un non-lieu qui met un terme à la recherche de la vérité. L'Algérie saura gré à la France de lui offrir en prime, avec les crédits dont elle a besoin, la clôture de l'affaire Mecili.

La raison d'Etat vient de gagner, la justice et la démocratie ont perdu.

► Mme Annie Mecili est la veuve d'Ali Mecili.

POLICE

Opposant les « Parisiens » aux « provinciaux »

Une scission affecte le syndicat majoritaire chez les inspecteurs de police

La campagne des élections professionnelles continue de remodeler le paysage syndical policier. Après la scission appa-

reue chez les gardiens de la paix parisiens de la FASP (le Monde du 17 octobre), les inspecteurs sont à leur tour divisés par des affrontements entre « Parisiens » et « provinciaux ». Créée fin octobre par des syndicalistes de l'Île-de-France, l'Union nationale autonome des policiers en civil (UNAPC) fait concurrence au syndicat majoritaire chez les inspecteurs, le Syndicat national autonome des personnels en civil (SNAPC). Celui-ci a déposé une plainte en référé contre son concurrent, jeudi 12 novembre, au tribunal d'instance de Paris, pour « contrefaçon » de sigle.

L'UNAPC se disputent les suffrages des inspecteurs franciliens. Un enjeu électoral à la mesure des gros bataillons d'inspecteurs travaillant en région parisienne (environ 7 000 sur les 15 500 policiers composant ce corps).

Aux yeux de M. Michel Michau, créateur de l'UNAPC après sa récente exclusion du syndicat majoritaire (le Monde du 17 octobre), les arbitrages gouvernementaux rendus sur cette réforme, la mi-septembre lésent « les intérêts des inspecteurs affectés en Île-de-France et dans les grandes zones urbaines ». La fusion des grades d'inspecteur et d'inspecteur principal, explique-t-il en substance, ira de pair avec une « carrière plane » avantageant les policiers qui ont déjà obtenu leur mutation en province, au détriment de leurs jeunes collègues effectuant leur purgatoire dans les commissariats de la région parisienne.

L'équilibre du corps

L'équilibre du corps — jusqu'alors, les inspecteurs promus au grade de principal devaient occuper un poste dans les régions déficitaires en personnel, dont l'Île-de-France — s'en trouverait bouleversé.

À la tête du SNAPC, M. Brillet déplore le « déficit d'information » dont ont souffert, sur ces questions, les inspecteurs d'une région Île-de-France qui regroupe plus de 40 % des adhérents et qui a été dirigée jusqu'en octobre par M. Michel Michau. Animant depuis lors une vingtaine de réunions dans des services de la région, M. Brillet a pris son bâton de pèlerin pour répondre aux « inquiétudes réelles ou imaginaires » de ses collègues.

« La défense du corps des inspecteurs, qu'ils soient de la préfecture de police de Paris, de l'Île-de-France ou de la province, nécessite l'union au sein d'un syndicat largement majoritaire », explique le dirigeant du SNAPC. « Elle ne passera pas par un syndicalisme ultra-régional et ultra-cathédral ». Le dépeçage des élections chez les inspecteurs interviendra trois jours avant Noël. Nul doute que, du côté des « civils » comme de la « tenue », l'avent sera marqué par les divisions et les surenchères.

ERICH INCIVAN

EN BREF

► Action commando contre un village de vacances en Haute-Corse. — Une action commando a été menée, dans la soirée du 23 novembre, contre le village de vacances Marina Corsica de Ghisonaccia (Haute-Corse) dont environ cinquante appartements (sur une centaine) ont été détruits à l'explosif, sans faire de victime. Il était 19 heures lorsqu'une quinzaine d'hommes armés et camouflés ont fait irruption au domicile du gardien. Celui-ci a été maîtrisé ainsi que son épouse et un ouvrier qui se trouvait sur place. Des membres du commando les ont ensuite enfermés dans un véhicule situé sur une plage voisine. Pendant ce temps, des charges explosives couplées à des bouteilles de gaz étaient réparties en différents endroits de ce complexe touristique exploité par la société italienne Ferrero. Les premières déflagrations se sont produites vers 2 heures. Des inscriptions FNLC (Front national de libération de la Corse) ont été peintes sur les murs des bâtiments.

► Un directeur de banque quitte la Corse à la suite de menaces de mort. — Le directeur de la Société générale de Bastia, M. Gérard Roumât, a quitté la Corse, lundi 23 novembre, après un attentat à la bombe contre son véhicule et plusieurs « menaces de mort » avec injonction de quitter l'île, a indiqué, lundi, un communiqué du groupe bancaire. « À travers les pressions, les intimidations et menaces en tous genres, c'est le

devenir même de l'établissement et de son personnel qui est en cause », poursuit le communiqué. Soulignant qu'il mettra tout en œuvre « pour défendre son outil de travail », le personnel a observé un mouvement de grève, lundi après-midi.

► Attentat contre le palais de justice d'Aix-en-Provence. — Un attentat à la dynamite a été commis, mardi 24 novembre, vers 2 heures du matin, contre le palais de justice d'Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône). L'explosion, qui n'a pas fait de victime, a causé des dégâts matériels assez importants à l'entrée du bâtiment et soufflé les vitres dans un rayon de 100 mètres.

► Licenciement de l'agent qui avait provoqué l'arrêt de la centrale nucléaire de Paluel. — L'agent de maintenance de la centrale nucléaire de Paluel (Seine-Maritime) qui avait volontairement stoppé, le 15 octobre dernier, les trois tranches de 1 300 mégawatts alors en service (le Monde daté 18-19 octobre), a été licencié, lundi 23 novembre, à l'issue de la procédure disciplinaire prévue par le règlement intérieur d'EDF. Employé à Paluel depuis 1986, cet homme de trente-huit ans s'était rendu dans les bâtiments des tranches 1, 3 et 4 pour y actionner les commandes d'arrêt d'urgence. L'arrêt des turbines avait provoqué la coupure de la distribution électrique pendant plusieurs heures.

« Couvre-feu » à Cuers

Le maire d'une petite ville de Provence déclare la guerre à la toxicomanie et à la délinquance.

NICE

de notre correspondant régional

Les petites communes ne sont plus épargnées par les problèmes de délinquance et de toxicomanie qui affectent les centres urbains. A Cuers, commune semi-rurale de 9 000 habitants, à une vingtaine de kilomètres de Toulon (Var), le maire, M. Jean-Charles Salphati (RPR), vient de prendre plusieurs mesures dissuasives pour tenter « d'éradiquer le mal ». La plus spectaculaire : la fermeture des dix débits de boissons de la localité dès 20 h 30.

« Cela ne pouvait plus durer », Maire depuis 1985 — son élection a mis un terme à soixante ans de gestion de gauche —, M. Jean-Charles Salphati, notaire de son état, avoue qu'il a pris « un peu peur » devant la recrudescence des délits et, surtout, le développement des affaires de drogue dans sa commune. Alors, il a réuni ses adjoints et, en concertation avec le chef de la brigade locale de gendarmerie, il s'est résolu à sévir. Outre la fermeture précoce des dix cafés, il a décidé la création d'une fourrière municipale « afin de lutter contre les équipes sauvages de jeunes désoeuvrés à bord de voitures sur la place du village » et l'installation de deux caméras de surveillance à l'entrée dans le centre-ville.

« Depuis deux ans, explique M. Salphati, la situation n'a cessé de se dégrader. Les vols se sont multipliés en même temps que le vandalisme et les actes de violence. Mais le plus grave est que la toxicomanie touche de plus en plus de jeunes ». La brigade de huit gendarmes est débordée et les quatre policiers municipaux (« l'œil et l'oreille du maire ») n'ont aucun moyen d'action.

En peu de temps, il est vrai, Cuers, gros bourg viticole connu pour ses excellents crus de côtes de Provence, a changé de visage et perdu sa tranquillité. L'achèvement récent de l'autoroute A 57, Toulon-Le Cannet-des-Maures, et la construction d'un important échangeur au nord de la commune ont été à l'origine d'une profonde mutation économique et sociale. De nombreuses entreprises artisanales se sont installées, des zones d'habitation nouvelles ont été créées. Entre les deux derniers recensements, la population a augmenté de près de 22 %. Cette expansion n'a pas apporté, pour autant, la prospérité générale. Le taux de chômage (environ 12 %) se situe dans la moyenne du département et on recense sur la commune plus de deux cents Rmistes. Principaux exclus : les enfants des

six cents travailleurs d'origine maghrébine — en majorité marocains — employés dans les exploitations agricoles ou les entreprises locales de bâtiment et de travaux publics. Généralement sous-qualifiés, ils n'ont pas pu profiter des emplois créés.

« Ces beurs, en proie au mal de vivre, composent, à 80 %, les bandes de jeunes qui se sont formées ces dernières années, précise le maire de Cuers. Ils se sont habitués à ne pas travailler et à fréquenter les bars ». De là à leur imputer tous les maux commis sur la commune il y a un pas que M. Salphati se garde de franchir. « Mais, observe-t-il, la petite délinquance, la pite pour la population, peut instiller le rejet... ». Les gendarmes soulignent, au demeurant, « qu'il y a beaucoup de délinquance de passage ». Quel qu'il en soit, les Cuersois éprouvent « un fort sentiment d'insécurité », comme s'en fait l'écho un assureur de la commune, M. Hugues Texière. Dans un village, les rumeurs enflent vite. Mais les réalités ne sont pas vraiment roses. Dans la seule année 1991, on a dénombré, à Cuers et dans la commune voisine de Pierrefeu (4 500 habitants) qui constitue la circonscription de gendarmerie, pas moins d'une centaine de vols de véhicules. Une vague de neuf cambriolages, en septembre et octobre, a, d'autre part, mis les forces de l'ordre sur les dents. Leur auteur, un toxicomane de vingt-quatre ans, originaire de l'Isère, a fini par être identifié et arrêté.

« Nettoyer le centre-ville »

La situation a été jugée suffisamment inquiétante pour que soit lancée, le 31 octobre, une opération « coup de poing » de grande envergure associant la gendarmerie et les douanes. Visant plus spécialement le trafic de drogue, elle avait été, manifestement, éventée et n'a pas donné les résultats escomptés. Bilan : 250 grammes de résine de cannabis saisis chez un particulier. Treize personnes ont été interpellées mais deux seulement ont fait l'objet de procédures pour infraction à la législation sur les stupéfiants. La commune est-elle devenue, comme l'assure M. Salphati, « une plaque tournante de la drogue » ? Cette assertion n'a pas été vérifiée, pas plus que l'affirmation selon laquelle le collège de Cuers (sept cents élèves) serait « contaminé ».

« Bien que nous soyons très vigilants, témoigne le principal, M. René Dauphin, nous n'avons rien constaté de tel. Les problèmes

de discipline, en revanche, se sont beaucoup aggravés ». Quelle efficacité peuvent avoir les mesures prises par le maire de Cuers ? A-t-on jamais vu qu'en cassant le thermomètre on ait fait baisser la température ? « J'agis avec les moyens dont je dispose », plaide M. Salphati. Aux beurs qui me reprochent de ne rien faire pour eux, ajoute-t-il, je réponds qu'ils n'ont qu'à s'intégrer. La loi est la même pour tous. « Mais il convient qu'il ne fera, au mieux, « que déplacer le problème ». Sur les six cafés condamnés à une extinction des feux dès 20 h 30, il n'y en a, en réalité, que trois à être réellement touchés. Les autres tirent déjà leurs idées en tout début de soirée.

Les trois « victimes », le Commerce, le Diplôme et l'Université, alignés, dans la même rue, sur une cinquantaine de mètres, près de la mairie, crient, naturellement, à « l'abus de pouvoir ». Tous les trois accueillent la même clientèle de noctambules dont une grande majorité sont d'origine maghrébine. Manque de chance : en une quinzaine de jours, il y a eu, trois bagarres ont éclaté devant ces établissements, dont une s'est terminée à coups de couteau. Aussi bien, le maire de Cuers précise-t-il, dans son arrêté, que « la fermeture tardive des débits de boissons favorise une situation susceptible de provoquer des troubles graves à l'ordre public ». Le patron du Diplôme, M. Patrick Monetti, auquel sa passion pour les armes a valu plusieurs séjours en prison, se sent plus particulièrement dans le collimateur. Comme ses collègues, il jure, pourtant, qu'il n'accueille aucun toxicomane, mais il se refuse à faire le travail des gendarmes. Le maire dit qu'il nous appartient de moraliser nos activités. Vendra de la bière ne serait donc pas moral... Son voisin de l'Université, M. Robert Baharelle est, lui, désespéré : « 500 francs de recette, hier, dans toute la journée. Nous n'avons pas, comme les trois autres, des revenus de tabac, de Loto ou de PMU. Si le maire maintient sa décision, nous serons obligés de fermer ».

M. Salphati, dont l'objectif consiste à « nettoyer le centre-ville », paraît largement approuvé par la population. « Si tout va bien », dans deux mois, il verra à assouplir les horaires « d'une demi-heure ». Pas davantage. Sauts quelques jeunes, rencontrés à l'Université, jugent son initiative « nulle ». Plus de parties de billard ou de flipper dans les bars « brimés ». « C'est le couvre-feu... »

GUY PORTE

SIRENE

Sur Minitel : 36 17 Code SIRENE

Un accès direct au seul fichier exhaustif des entreprises et des établissements mis à jour quotidiennement.

Un service de l'INSEE

DOCUMENTATION GRATUITE :
INSEE - Bureau 208 M - 18 Bd Adolphe Pinard 75675 Paris Cedex 14

سليمه

SCIENCES • MEDECINE

La santé mentale hors les murs

Des malades sur les cimes ou l'expérience de la psychiatrie au grand air

JE n'ai supporté plus l'institution, le rôle de « gardien de fous » dans lequel j'étais confiné », M. Petitqueux, infirmier psychiatrique au centre hospitalier spécialisé Bel-Air, à Charleville-Mézières (Ardennes), a voulu sortir les malades psychotiques du pavillon D4 qui étaient internés depuis cinq, dix ou quinze ans et s'échapper avec eux. En 1984, M. Petitqueux a lancé un programme d'activité « marche », il emmène en aventure, à 500 mètres d'altitude, cinq patients, diagnostiqués schizophrènes, dépressifs, ou légers.



Soignants ou soignés, la peur est la même.

Huit ans et dix expéditions plus tard, l'infirmier féroce des sommets, président depuis le 4 mars 1986 de sa propre association, baptisée « Moi je », tire le bilan d'une expérience qui pourrait être intégrée dans le budget 1993 de l'hôpital de Bel-Air, ou donc financée par les deniers publics. « Au départ, on m'a donné le feu vert », raconte M. Petitqueux. Mais rien de plus. L'infirmier a démarré de tous côtés pour trouver des fonds, réussissant, malgré les mouvements de recul provoqués au sein de l'hôpital, à convaincre plusieurs sponsors. Une banque, un studio photo, puis la mairie de Charleville-Mézières, le ministère de la jeunesse et des sports, le conseil général et le Lion's club se sont successivement associés à ces cures thérapeutiques hors du commun. Dernièrement, la Fédération de France a consacré l'ensemble du projet, lui allouant une somme de 30 000 francs qui a permis de financer intégralement l'expédition 1992.

Un ou six, des « sujets réputés difficiles » ont grimpé, à la peur, dans la douleur aussi, des pentes rocheuses et sillonnées de neiges glaciaires. Les infirmiers et les patients qui les accompagnent ont tremblé avec eux. « Un problème de soignant dans un hôpital, explique M. Petitqueux, c'est l'hyperprotéction de l'enfant. Or, en montagne, la peur est la même pour tout le monde. Dans l'épreuve, les barrières s'effondrent, et les priorités avec. Les guides sollicités à chaque

expédition ont spontanément remis en cause leur diagnostic de normalité, souvent l'infirmier. Outre l'effort à paraître, à se socialiser, fait par les patients, leur dignité face au danger a suscité un grand étonnement chez les professionnels.

Reconstruire une existence.

Quatre « phases d'évaluation thérapeutique du patient » ont été définies : une phase de vingt à

jours, la partent l'initiation au randonnée, suivent l'initiation à l'escalade, puis un entraînement préparatoire à la course sur glacier, font la course, et retournent escalader des falaises. Cette progression dans l'effort, et la répétition pour certains l'initiation aux camps d'été, doit leur permettre, M. Petitqueux, de reconstruire une existence, de vivre « hors de l'hôpital », de faire un traitement chimiothérapeutique est systématiquement réduit lors des séjours sur les cimes et, depuis le 12 novembre 1985, pour ne pas risquer, après la vie au grand air, d'être à nouveau enghé dans le quotidien pavillonnaire, les patients qui le souhaitent (au maximum quatre personnes à temps complet), peuvent habiter une maison à Saint-Marcel, à 11 kilomètres de Charleville-Mézières.

Depuis 1987, la partie intégrante de la thérapie. Les premiers films des expéditions, tournés en 8 millimètres, ont été montés selon le vœu des intéressés, chacun conservant les images de son choix. Le reportage, professionnel cette fois, a été réalisé en 1991 par Claude Andrieux et Dominique pour FR 3.

L'apport de la vidéo au considérant en tant que précieux témoignage, pour le malade, de la métamorphose de son image, souligne M. Petitqueux dans une présentation écrite de son projet. La projection peut également modifier l'image du psychotique dans le public. A voir ces hommes accablés par la neige, la souffrance, les muscles tremblant, à entendre les guides prodiguer leurs conseils apaisants, le non-initié saluera l'effort accompli, le dépassement de soi, avec ou sans folie.

LAURENCE FOLLÉE

Rénovation

Il y a vingt-cinq ans, le congrès de l'Union nationale des amis et familles de malades mentaux (UNAFAM) à Bourges (Cher), 14 Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, a tracé les grandes lignes d'une politique en matière de santé mentale. M. Kouchner a insisté sur le développement de structures « alternatives » à l'hospitalisation psychiatrique dans des lieux adaptés à l'état des malades, « que ce soit des services sanitaires, sociaux, ou médicaux ».

Plaidant pour les « psychiatries lourdes stabilisées », des personnes autonomes dans leur vie quotidienne, pour ces deux catégories de malades, un programme expérimental allait être engagé avec la création, « en dehors des murs des hôpitaux », d'unités à taille humaine, ne pouvant dépasser trente places et largement ouvertes sur la cité et l'environnement. L'expérience devait s'appliquer « en priorité » aux hôpitaux privés.

Annouçant qu'il avait fait « expertise » par le haut comité de santé publique le rapport du docteur Gérard Maugué, demandé en juillet 1991 par Bruno Dufour, alors ministre de la santé, sur le développement de la psychiatrie à l'hôpital général, M. Kouchner a formulé quatre priorités : « changer l'image du malade mental et de la psychiatrie », améliorer l'accueil du malade, offrir des soins aux besoins de la population, promouvoir la recherche clinique et l'évaluation en psychiatrie, « poursuivre activement la rénovation des institutions », enfin, « développer la formation ».

Il y a vingt-cinq ans, le congrès de l'Union nationale des amis et familles de malades mentaux (UNAFAM) à Bourges (Cher), 14 Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, a tracé les grandes lignes d'une politique en matière de santé mentale. M. Kouchner a insisté sur le développement de structures « alternatives » à l'hospitalisation psychiatrique dans des lieux adaptés à l'état des malades, « que ce soit des services sanitaires, sociaux, ou médicaux ».

M. Kouchner souhaite mettre en œuvre un « programme d'assurance qualité » des soins, assorti de critères, évaluant les bonnes pratiques thérapeutiques développées par les équipes. Ce programme, à l'étude à l'Agence pour le développement de l'évaluation médicale, devrait fournir « des recommandations utiles », concernant notamment la prise en charge au long cours des psychotiques, le traitement des dépressions et (...) le bon usage des neuroleptiques. Reste à « stimuler la recherche clinique », selon le ministre de la santé, qui sollicite dans ce domaine un « rôle accru » de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), du Centre national de recherches scientifiques (CNRS) et des facultés.

Pour ce programme de rénovation de l'offre de soins, le ministre, d'une part, « les alternatives à l'hospitalisation dans le cadre du secteur », et encourage, d'autre part, les hôpitaux psychiatriques « à diversifier leurs prestations en développant un « lieu extra-hospitalier ». Egalement au programme : « le développement de la psychiatrie de liaison » dans les services cliniques des hôpitaux généraux et les personnes âgées ; « l'implantation de petites unités de psychiatrie sectorisées dans les hôpitaux généraux » pour « assurer une desserte de proximité » ; et « la participation des équipes spécialisées en psychiatrie aux urgences générales ».

La rénovation de la psychiatrie, outre annoncée, ambitionne de compléter le dispositif institutionnel en créant des « services intersectoriels », tout ou partie des équipes de psychiatrie concernées dans un même département.

L. F.

Le nouveau monde des jongleurs d'atomes

Grâce aux derniers progrès des « nanotechnologies », on pourra bientôt manipuler les atomes comme des briques, ou sculpter les molécules comme de vulgaires morceaux de bois

Une nouvelle révolution scientifique et technologique est en marche. Comment qualifier autrement, en effet, une situation qui amène des scientifiques généralement considérés comme sérieux à prendre au pied de la lettre un « scénario » que le plus imaginatif des auteurs de science-fiction aurait peut-être hésité à envisager ? Se penchant sur l'essor des nanotechnologies, les auteurs d'un rapport publié récemment par l'Office français des techniques avancées (OFTA) (1) ne craignent pas, en effet, d'affirmer que notre capacité d'intervention dans le domaine de l'infiniment petit devient « équivalente à celle d'une bactérie ou d'un virus qui utilise et transforme la matière moléculaire par molécule pour assurer sa survie ».

Sous le nom de nanotechnologies (de nanomètre, ou milliardième de mètre), on regroupe l'ensemble des nouvelles techniques qui permettent d'observer ou d'intervenir à l'échelle de l'atome. Elles ont connu une consécration spectaculaire ces deux dernières années avec, notamment, l'exploit de Donald Eigler qui, dans les laboratoires IBM d'Almaden, à San José (Californie), réussit, en avril 1990, à inscrire le sigle de son entreprise à l'aide de... trente-cinq atomes de xénon (un gaz rare). Un an plus tard, le même chercheur réalisait une manipulation plus sérieuse en apparence, et encore plus étonnante : un commutateur électronique dont la pièce mobile est constituée d'un unique atome (le Monde du 4 septembre 1991). Aux Etats-Unis, au Japon, en Europe, les chercheurs rivalisent désormais dans la course à l'ultraminiaturisation. Ils savent déjà tracer des traits métalliques d'un seul atome d'épaisseur, et s'efforcent, sans grand succès pour l'instant, de façonner les molécules.

Ce n'est pas un hasard si la percée est venue de l'industrie de l'électronique. Soutenus par un marché sur lequel règne une concurrence féroce, les laboratoires des grandes firmes

comme IBM, ATT, ou Hitachi sont, depuis longtemps, à la pointe de la miniaturisation. Les circuits intégrés modernes, les transistors, dépassent pas 20 microns (ou millièmes de millimètre) de côté, et comprennent des éléments inférieurs au micron.

Une frontière a été brisée.

Les nanotechnologies commencent à entraîner quelques retombées dans d'autres domaines comme la micro-mécanique. C'est ainsi que des moteurs électriques de dimensions extrêmes totales inférieures au millimètre ont pu être construits grâce aux techniques de fabrication des circuits intégrés. Taillés dans des films de silicium ou de céramique, ils présentent encore l'inconvénient de fonctionner dans un plan. Mais cela ne les empêche pas de connaître leurs premiers essais d'application dans, par exemple, le comptage des globules rouges. Certains chercheurs intrépides imaginent déjà ce genre de moteur actionnant des robots microscopiques capables d'aller curer in situ des vaisseaux sanguins engorgés.

L'invention du microscope électronique à effet tunnel (ou STM : scanning tunnelling microscope) a appliqué une accélération impressionnante à ces recherches. « En un sens, l'apparition du STM peut être comparée aux premiers pas de Buzz Aldrin et Neil Armstrong sur la Lune en 1969. Dans les deux cas, une frontière a été brisée, et, s'il vivait encore, l'Érèbe pourrait peut-être imaginer une nouvelle aventure de Tintin intitulée : « On a marché sur l'atome », s'enthousiasme Christian Joachim, chargé de recherche au CNRS (2), et directeur du OFTA sur les nanotechnologies.

Imaginé au début des années 80 par Gerd Binnig et Heinrich Rohrer (laboratoire IBM à Zurich, Suisse), qui obtinrent pour cela le prix Nobel de physique 1986 (3), le STM permet

en effet de distinguer des détails à l'échelle atomique. « L'atome qui, jusqu'à, n'était qu'une sorte de fantôme, apparaît soudainement au statut d'objet tangible », dit Christian Joachim. Mieux : les chercheurs ont pu observer, à l'aide de ce microscope à effet tunnel, des molécules, des morceaux d'ADN, ou des virus. L'ADN, cette barrière qui, pour beaucoup, ne pouvait être franchie par cet appareil, venait de sauter.

Une telle avancée technologique a, d'ailleurs, logiquement, entraîné un retentissement extraordinaire dans d'autres disciplines. « Malheureusement, le STM a été déseigné par le fait qu'il avait été mis au point par des électroniciens, souligne Christian Joachim. On nous a souvent dit : oui, bien sûr, vous dessinez avec des atomes. Et alors ? Dans l'esprit de beaucoup, le microscope à effet tunnel était essentiellement destiné aux électroniciens. Tout a changé quand nous avons commencé à pouvoir observer des molécules, des morceaux d'ADN, ou des virus. L'ADN, cette barrière qui, pour beaucoup, ne pouvait être franchie par cet appareil, venait de sauter.

Le microscope à effet tunnel deviendra-t-il pour autant, demain, l'outil favori d'observation et surtout d'intervention des chimistes et des biologistes ? Dans l'immédiat, et sous sa forme actuelle, certainement pas. Le STM ne peut, en effet, travailler sur des surfaces conductrices. De plus, reconnaît Christian Joachim, « il n'est pas encore au point pour des usages en biologie ». Les progrès sont cependant rapides. On a déjà observé le problème du travail sur des matériaux isolants par le microscope à force atomique, ou AFM (atome force microscope), d'un fonctionnement assez proche de celui du STM.

Il n'y a donc aucune raison objective pour que ces instruments ne puissent intervenir en chimie et en

biologie. D'autant plus que, sous d'autres formes, et avec des moyens différents, la course vers la maîtrise de l'infiniment petit est engagée également dans ces disciplines depuis plusieurs années. Les chimistes se transforment désormais en architectes ou en mécaniciens, pour « construire » sur mesure des molécules dotées, de par leur forme, de propriétés particulières. Parallèlement, les biologistes perçoivent les secrets du code génétique qui « programme » les organismes vivants, et arrivent à le modifier pour faire travailler les bactéries à leur profit, modifier les propriétés des plantes, ou tenter de purifier certaines maladies héréditaires. La nature même des objectifs poursuivis par ces chercheurs démontre, s'il en était besoin, l'intérêt que présenterait pour eux la possibilité de « voir » le résultat de leurs travaux avec une résolution qui peut atteindre aujourd'hui 0,05 nanomètre.

Démonter la mécanique du vivant

La double hélice d'ADN mesure deux nanomètres de large et il est donc illusoire d'espérer y observer les gènes dans un futur proche. En attendant, la microscopie électronique à balayage et la « vidéomicroscopie » optique ont déjà permis aux biologistes de percer certains mystères de la « mécanique » du vivant. Ils ont pu élucider ainsi le fonctionnement des flagelles, ces cils vibratiles qui, par exemple, permettent aux spermatozoïdes de se déplacer. Afin de disposer de repères pour mesurer le glissement l'un par rapport à l'autre des « microtubules » parallèles composant ces cils, les chercheurs y ont fait des billes d'or de 2 nanomètres de diamètre.

Ces flagelles ne sont rien d'autre que des « moteurs biologiques » de type linéaire alternatif, dont la source d'énergie, l'adénosine triphosphate ou ATP, est chimique, lance

Jacky Cosson (CNRS, Institut de biologie de l'université Paris-VI). Il ne faut pas exprimer plus l'esprit dans lequel est mené ce genre de recherche : il s'agit de comprendre le fonctionnement du vivant pour mieux le voir, voire transposer les dispositifs imaginés par la nature. Certains, comme l'Américain Eric Drexler, ont même imaginé que ces flagelles puissent un jour servir de « nanomachines ». Il faudrait, évidemment, trouver d'abord les « outils » qui serviraient à les fabriquer. A cet égard, estime-t-il, les enzymes pourraient parfaitement servir de « pinces ».

Les chercheurs travaillent actuellement à la synthèse de molécules qui se déforment, ou qui agissent comme une partie pivot, comme un interrupteur, ou comme un courant électrique ou d'une excitation chimique ou optique. En plaçant des atomes épluchés (leurs électrons) sur des cristaux, ces molécules en forme de « Y » qui ressemblent à Jean-Marie Lehn le prix Nobel de chimie 1987, on peut imaginer construire des « nanocomposants » électroniques capables de transmettre l'information. Jean-Marie Lehn a synthétisé des « hélicates », des molécules qui sont susceptibles de présenter, dans le même temps, des propriétés proches de celles du support de l'information génétique. D'autres chimistes viennent de fabriquer des « anneaux » (cyclodextrines), qu'ils ont fait passer de l'état liquide à l'état solide.

Toutes ces manipulations se font « classiquement », en solution, sur un très grand nombre de molécules à la fois à l'aide de procédés qui, souligne Jean-Pierre Lamy (université Paul-Sabatier-CNRS, Toulouse), « sont réifiés aux échelles de la microscopie, d'automatisme, en un mot, de banalisation ». Mais des

autres, comme ceux de l'Institut de Chimie de l'université de Paris-VI, tentent de réaliser des réactions chimiques par manipulation de molécules à l'unité à l'aide du microscope à effet tunnel. Gérard Dujardin (laboratoire de photophysique moléculaire, université Paris-sud Orsay) a ainsi réussi au début de cette année à couper en deux une molécule sur un STM du centre de recherche IBM de Yorktown Heights. Donald Eigler s'efforce, lui, de faire réagir une molécule de monoxyde de carbone avec une molécule d'oxygène dans un « piège » fabriqué à l'aide de quelques atomes de platine disposés en cercle.

Coup de poker

« Cela est très difficile. Il faut une certaine force, et la pointe du STM n'est pas très directive. C'est un peu comme quand vous appuyez sur un ballon de football. Cela part mais vite revient à l'origine », explique Christian Joachim. Ce qui lui rappelle que ce qu'une telle technique permettrait de réaliser : « On pourrait, pourquoi pas, façonner un nanocircuit électrique en un fil monoatomique à l'intérieur d'une molécule isolante de fullerène ».

JEAN-PAUL DUFOUR
Lire la suite page 12

(1) Nanotechnologies et microtechniques, Observatoire français des techniques avancées, CNRS, 1991, série Arago, 289 pages, 1991.
(2) L'institut de chimie de l'université de Paris-VI, tentent de réaliser des réactions chimiques par manipulation de molécules à l'unité à l'aide du microscope à effet tunnel.
(3) Conjointement avec Ermi Rucka, l'un des premiers à réaliser le microscope électronique en 1932 (le Monde du 17 octobre 1986).

SCIENCES • MEDECINE

Physique russe en Languedoc

Grâce à un financement du CNRS, des chercheurs russes se succèdent pour des stages de plusieurs mois à l'université de Montpellier, qui découvre la richesse de l'école soviétique

MONTPELLIER

de notre correspondant

NATACHA se penche sur son ordinateur. Elle pianote quelques instructions sur le clavier, puis jette un regard sur le mur qui disparaît derrière la vitre du laboratoire. Dans un instant, elle rejoindra son appartement de Palavas, en bord de mer, à 6 kilomètres seulement de Montpellier. Comme son mari, actuellement employé à l'institut Langevin de Grenoble, Natacha Kirova fait partie de ces nombreux physiciens de l'ex-Union soviétique qui viennent offrir leurs services aux universités de l'Ouest. Ils ont choisi la ville de Montpellier et ils s'installent en ce moment.

La tentation est en effet forte pour eux d'échapper à une crise économique qui n'épargne pas les universités et à la menace de déshérence de leurs recherches. Faute d'argent pour financer les laboratoires, les chercheurs aujourd'hui désemparés. Lorsqu'ils ne pas contraints de se transfor-

mer en chauffeurs de taxi ou donner des leçons particulières pour nourrir leur famille, ils ont gréé des conditions plus à même de leur offrir des salaires qu'ils n'auraient jamais pu espérer dans leur pays.

Le pôle de physiciens de l'université de Montpellier, composé d'une centaine de chercheurs, se renouvelle ce qui s'est passé dans les années 70 avec la fuite des scientifiques soviétiques devant le nazisme vers les Etats-Unis ou l'Angleterre, explique André Neveu, chef de projet pour le renforcement de la physique à Montpellier. Fort d'une expérience de jumelage menée jadis dans une université entre l'Institut normal supérieur à Paris, notamment, et les instituts Lendou de Moscou et Stelkov de Saint-Petersbourg, il a convaincu le CNRS de financer quatre-vingt-cinq mois de séjours pour des chercheurs russes sur le site montpelliérain. A cela s'ajoutent 4,5 millions de francs pris sur les crédits des programmes intégrés méditerranéens. Une partie de fonds de reconversion européen, est destiné au renforce-

ment de la physique en Languedoc-Roussillon. Le CNRS cherche à recruter des chercheurs russes pour des séjours de deux à six mois.

Une école de pensée originale

L'école soviétique se caractérise d'une richesse inestimable pour des Français parfois en mal de stimulation au plan théorique. Coupée du monde de pensée scientifique occidentale, la physique soviétique, marquée par le communisme, a développé une approche de la physique comme un appendice des mathématiques.

L'approche de la physique de l'ex-URSS semble donc aujourd'hui indispensable aux Montpelliérains désireux de développer une réflexion plus interactive et de créer un institut de physique et de modélisation à l'usage de leurs collègues des semi-conduc-

teurs, les verres et les fibres complexes. Le recrutement n'est en plus très facile. Les premiers chercheurs viennent eux-mêmes de l'institut Lendou de Moscou ou de l'institut Lofé de Saint-Petersbourg et ont été pour la plupart des « repêchés » à l'occasion de précédents jumelages, de séjours de deux à six mois.

Le CNRS leur a proposé des séjours de deux à six mois avec des salaires de 20 000 à 25 000 francs. Mais certains refusent l'argent d'appoint qu'ils ont toujours eu plus proche géographiquement de la Russie et représente une coupure d'au moins 100 francs. Elle exerce une attraction affective renforcée par une tradition d'échanges. Les arguments scientifiques ont parfois été déterminants. « J'utilisais déjà les résultats expérimentaux de Montpellier sur les polymères conducteurs en Russie », explique l'ingénieur Kirova, et j'ai eu l'occasion de m'associer à ce groupe pour six mois. C'était une opportunité.

Pour accueillir ces nouveaux

venus, il a fallu trouver des locaux. Cela n'a pas été difficile, compte tenu du démantèlement de plusieurs laboratoires de l'université Montpellier-II vers le Centre national de calcul et de simulation du CNRS. Mille mètres carrés ont ainsi été libérés. Il a fallu cependant obtenir des visas, tâche relativement ardue.

La tentation française

La suspicion des autorités à l'égard des étrangers semble s'être renforcée ces derniers temps. « Pour ces chercheurs, qui seront sur des postes CNRS, il a fallu prêter, papiers à l'appui, quel serait leur régime d'assurance-maladie », s'étonne André Neveu. Récemment, pour un séjournant à Naples, le consulat français a exigé de connaître l'hôtel où serait logé le Russe qui nous avions invité pour une semaine.

Une fois dans le Midi de la France, pour certains avec femmes et enfants, ils devront se débrouiller pour trouver des logements. Probablement sur la côte. Le centre-ville de Montpellier est saturé

et les propriétaires d'appartements rechignent à louer pour des périodes de six mois. A l'expiration de leur contrat, ils repartiront chez eux, laissant la place à des arrivants. Les économistes français ici leur permettent de vivre décemment. Certains pourraient même à profit leurs services dans une université privée qui vient d'être créée à Moscou pour payer la dette que l'Union soviétique a contractée à l'égard de la France pour la guerre d'Algérie.

Mais le risque de la tentation française existe. Le physicien Andrei Zamolodchikov, qui a eu la chance d'être nommé directeur de recherche à Montpellier, confesse vouloir rester au moins trois ans, le temps que son fils de quatorze ans finisse ses études secondaires. André Neveu en a conscience, mais veut voir une chance pour la physique française. « On leur offre une tentation, c'est vrai, mais les meilleurs l'ont de toute façon, alors pourquoi qu'ils l'aient chez nous ? »

JACQUES MONIN

Jongleurs d'atomes

Suite de la page 11

Dans quel but ? « Première question. Il est vrai, reconnaît-il, que nous avons eu beaucoup de mal à définir clairement l'enjeu de telles recommandations du rapport de l'OETA, nous sommes allés chercher à souligner le besoin de réajustement, de porter une attention plus grande à ce qui se fait dans d'autres pays ».

Après l'Etat-Uni, pour la période 1992-1993, la DARPA (agence de recherche du Pentagone) soutiendra des recherches en nanotechnologies et nanotechnologies pour un montant de 10 millions de francs, avec un complément de 10 millions de francs consacré spécifiquement à la fabrication à l'échelle atomique. Le Japon vient de lancer - parallèlement à d'autres programmes plus larges - un projet sur dix ans axé uniquement sur la manipulation des atomes et des molécules, et financé à hauteur de 50 millions de francs par an. En France, rien de tel. Les recommandations publiques correspondant aux nanotechnologies sont intégrées dans le programme Ultimatech (techniques poussées à leurs limites) du CNRS. Pour 1992-1993, le CNRS aux laboratoires travaillant dans ce domaine a d'environ 10 millions de francs. Le nombre de microscopes à effet tunnel se situe en France un décade probablement pas la quarantaine, et aucun n'est adapté au déplacement des atomes. Gérard Dujardin qui, au cours de son séjour aux Etats-Unis, voulait acquérir un (coût 600 000 à 1 million de francs) a vu sa demande rejetée par Ultimatech.

Il est vrai que la timidité française n'est pas forcément condamnable. « L'électronique n'est encore loin d'avoir répondu aux espoirs », dit-il. Or, les nanotechnologies soulèvent un champ encore plus vaste. Elles sont, de plus, encouragées par le même « d'acteurs », notamment l'Etat et Joachim. On ne saura probablement pas dans plusieurs décennies si les nanotechnologies sont vraiment réalisables. Si c'est le cas, il faudra ensuite les faire passer du monde industriel, ce qui prendra encore beaucoup de temps, au monde des plus économiques.

Même les grandes firmes d'électronique ne peuvent certaines récupérer leur mise. Quand la direction d'IBM donne carte blanche à un financement assuré pendant cinq ans à Donald Eigler pour jongler avec des atomes, il paie pour voir, c'est un jeu de poker, dit un chercheur. Il faut avoir des reits solides. En ces temps de restrictions budgétaires, certains peuvent estimer que la saison n'est pas vraiment la saison.

JEAN-PAUL DUFOUR

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

La Société Générale vous informe pour votre P.E.A.

LES "ÉLIGIBLES" AU P.E.A. DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

UNE GAMME DE 3 SICAV RECONNUES POUR LA QUALITÉ DE LEUR GESTION ET POUR LEURS PERFORMANCES

Pour vous qui recherchez un placement équilibré entre dynamisme et sécurité.

- **Création :** juin 1970.
- **Orientation de gestion :** priorité à la prudence. Choix d'actions françaises complété par des obligations permettant d'atténuer la sensibilité aux fluctuations boursières. Placement de base.
- **Performance :** + 11,06 % par an en moyenne sur les 8 dernières années.⁽¹⁾
- **Prix de souscription :** 502,78 F.⁽²⁾

Pour vous qui avez le goût de la performance et acceptez de prendre certains risques.

- **Création :** juin 1991.
- **Orientation de gestion :** dynamique. Recherche d'une performance supérieure à celle du Marché de Paris pour un placement à moyen et long terme.
- **Classement :** 2^e sur 44.⁽³⁾
- **Prix de souscription :** 1071,84 F.⁽²⁾

Pour vous qui recherchez de fortes potentialités de plus-values et acceptez de prendre des risques.

- **Création :** juin 1991.
- **Orientation de gestion :** recherche de sociétés en "situation spéciale", susceptibles de faire l'objet d'une restructuration, d'un rachat, d'une expansion rapide, à fort potentiel de hausse. Produits de diversification à envisager dans une optique de long terme.
- **Classement :** 3^e sur 44.⁽³⁾
- **Prix de souscription :** 1052,35 F.⁽²⁾

(1) Arrêtée au 21 octobre 1992, coupon net réinvesti. (2) Valeur liquidative au 21 octobre 1992. (3) Classement de Sicav G.E.A.-P.E.A. sur 1 an, (Source Micropal fin septembre 1992).

Pour tout complément d'informations, prenez contact avec l'un de nos conseillers en agence. Il vous renseignera également sur les autres solutions d'investissements que la Société Générale vous propose pour construire le P.E.A. le mieux adapté à vos attentes : placements directs en actions françaises, gamme de FCP gérées Quantor, Plan d'Épargne Programmée.



CONJUGUONS NOS TALENTS.


مكتبة

CRISE.

Pour 1750^F on peut encore prendre des décisions sans prévenir la Bundesbank.



1750^F

SVEG. Canapé convertible.
Assise  ondulés.
Matelas en polyéther
139 x 197 cm.
Revêtement en coton bleu/noir.



A force de nous assommer des histoires d'économie, on en arriverait presque à oublier les économies. Celles justement qui vous intéressent. Mais, rassurez-vous, chez IKEA, on ne confond pas. Les économies, c'est une question de principe. Tout est conçu pour supprimer

la dépense inutile et sans rien sacrifier de la qualité ou de l'esthétique. Quand, dans un de nos magasins, vous aurez choisi un meuble, quand vous l'aurez transporté, monté, et installé, respirez un grand coup. Puis pensez à ce qu'il vous en aurait coûté si quelqu'un avait

fait tout cela à votre place. Mais vous n'avez de compte à rendre à personne, et votre monnaie unique, vous, c'est celle qui reste au fond de votre poche de votre banque préférée.

La crise? Quelle crise?



IKEA PLAISIR (78)
C.CIAL DE PLAISIR
TEL. 30.79.21.21

IKEA PARIS NORD (95)
AUTOROUTE A1 ZI PARIS
TEL. (1) 49.90.16.16

IKEA PARIS EVERY (91)
AUTOROUTE A4
TEL. (1) 49.90.16.16

IKEA LYON (69)
ZAC DU TRIOMPHE
TEL. (1) 49.90.16.16

IKEA MARSEILLE (13)
EN HIL VITTOURIE
TEL. 42.88.96.16

IKEA LILLE (59)
C.CIAL DE LILLE
TEL. 30.79.21.21

IKEA BORDEAUX (33)
C.CIAL BORDEAUX-LAC
TEL. 30.79.21.21

RESTAURANT FAMILIAL THÉOPHILE DANS CHAQUE NOS MAGASINS - MINITEL 3015 1111

Avec l'appui de autres organisations agricoles européennes

La FNSEA et le CNJA manifesteront le 1^{er} décembre à Strasbourg

Les statistiques de l'INSEE montrent aussi que le revenu de certains exploitants dépend, dans une très large proportion, des subventions qui leur sont allouées. 69 % des revenus du paysan qui élève des ovins dépendent des subventions. Ce pourcentage est de 60 % pour l'élevage du bœvin, de 55 % pour le porc, de 45,7 % pour les céréales et de 4,2 % pour la viticulture.

Cette diversité des revenus est elle-même constamment présente à l'esprit de tous ceux qui ont à apprécier les effets de la politique agricole commune (PAC) et du GATT.

F. Gr.

POINT / LE COMPROMIS AGRICOLE DU GATT

La France isolée

Le fruit de longues négociations internationales est en train de se transformer en crise politique française. Mercredi 25 novembre, premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, devait engager la responsabilité de son gouvernement devant l'Assemblée nationale. Pourtant, le GATT (General Agreement on Tariffs and Trade, en français Accord général des tarifs douaniers et commerciaux), qui réglemente le commerce international, n'était pas a priori un sujet de nature à déclencher les passions.

Le huitième cycle de négociations, celui de l'Uruguay Round, mené dans le cadre du GATT, sur le point de s'achever après ans de discussions, touche la France sur un

point particulièrement sensible : son agriculture, et notamment les exportations de céréales, source très importante de recettes pour les agriculteurs, et de revenus pour le commerce extérieur.

La réforme de la PAC (politique agricole commune), adoptée par la CEE en mai, prévoyait le contrôle des surfaces cultivées et la réduction des prix agricoles intérieurs.

Le compromis passé jeudi 19 novembre à Washington - après deux mois de négociations ardues entre la Commission, négociant au nom de la Douze, une administration américaine sur le départ, la Douze devant réduire le montant des exportations subvention-

nées (par rapport à la moyenne de 1986-1990) à plafonner le montant des plantations en oléagineux.

Si ces règles ne demandent pas de sacrifices supplémentaires pour les agriculteurs français par rapport à ceux découlant de la PAC, comme en sont convaincus les négociateurs bruxellois, la plupart des parties prenantes à la négociation, la France peut difficilement s'opposer au compromis de Washington. Mais unanimement, le gouvernement, l'opposition, les syndicats agricoles ont dénoncé le résultat de la négociation, et une fronde paysanne a commencé.

De nouveaux rapports de force

On aurait tort de juger démodé ou artificiel le conflit agricole qui oppose les États-Unis à l'Europe dans le cadre de l'Uruguay Round sous prétexte que l'agriculture n'est qu'une toute petite partie des négociations. Car l'agriculture est au centre d'enjeux stratégiques mondiaux sur lesquels les États-Unis cherchent à conserver la haute main.

Les discussions, entamées en septembre 1986 à Punta del Este et qui devaient se clore en décembre 1990, comportaient, outre l'agriculture, quatorze autres sujets de négociation : le textile, les services, la propriété intellectuelle, etc. De très nombreux pays sont intéressés par ces négociations, alors même que l'agriculture ne représente qu'une part assez faible de la production nationale des nations développées, n'entre que pour 12 % dans les échanges mondiaux, et occupe de surcroît une fraction déclinante de la population. Pourtant, alors que l'agriculture avait été un sujet mineur ou carrément absent lors des précédentes négociations, les Américains l'ont placée, dès les premiers pas de l'Uruguay Round, en tête de leurs préoccupations.

C'est qu'entre la naissance du GATT (accord général sur le commerce et les tarifs douaniers) en 1948 et ce début des années 90, le monde a beaucoup changé. Avec lui, les rapports de force entre nations. Le GATT, dont le but était de pousser à la libéralisation des

échanges à l'occasion des négociations multilatérales (les fameux « rounds ») avait, au départ, accordé un statut particulier à l'agriculture, exemptée des règles internationales. Ainsi, alors même que les tarifs douaniers et, dans une moindre mesure, les barrières non tarifaires avaient été fortement réduits par une série de « rounds » (Dillon Round, Kennedy Round, Tokyo Round), l'Europe en train de se construire avait mis en place en 1962 une politique agricole très protectionniste vis-à-vis de l'extérieur (la PAC) en même temps que largement subventionnée à l'intérieur de ses frontières.

A ses débuts, la PAC (politique agricole commune), qui pourtant contredisait fondamentalement l'esprit de libre-échange prôné par le GATT, n'avait pas inquiété les grands pays agricoles non européens. Il serait sans doute plus exact de dire que l'Europe avait obtenu le droit de bâtir un système protégeant son agriculture en autorisant les pays étrangers à exporter à l'intérieur de ses frontières sans droits de douane : exporter des produits alors peu cultivés en Europe comme les oléagineux (le soja notamment) et de nombreux aliments pour le bétail (corn gluten, maïs).

C'est à partir des années 80, que les pays de la CEE, devenus de redoutables exportateurs, ont vu la PAC menacée dans ses principes et son fonctionnement. Attaqués par les ventes des États-Unis qui

voyaient de plus en plus souvent soulever des marchés, mais aussi treize grands pays exportateurs (l'Australie, l'Argentine, le Brésil, le Canada, le Chili, le Danemark, l'Espagne, l'Inde, l'Italie, le Japon, le Mexique, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse, la Thaïlande, les États-Unis) qui juraient être des « commerçants loyaux » (fair traders) et subventionnant à leurs producteurs leurs productions, les pays qui volontairement ne font le jeu des États-Unis.

C'est dans ce climat que se sont déroulés les négociations de l'Uruguay Round. Quand les grands pays agricoles ont vu que se disputent l'Europe et l'Amérique sont par ordre d'importance l'ex-URSS, la Chine, l'Égypte (40 %), les trois des échanges mondiaux, mais aussi le Brésil, le Corée du Sud, le Japon, l'Algérie, le Maroc, l'Iran, le Irak, qui comprennent l'importance stratégique que prennent les produits agricoles, les céréales en particulier, dont les ventes vont beaucoup se développer au cours des années à venir, vers la Chine, l'Asie, les pays d'Afrique du Nord et du Proche-Orient.

Que l'Europe détienne une part relativement importante de la production mondiale et plus encore une capacité croissante d'exportation, voilà les États-Unis parfois contraindre dans leur politique extérieure, lorsque celle-ci prend par exemple la forme d'un embargo. Sans parler d'un réajustement plus difficile de la balance des paiements américains. Or la CEE qui au début des années 70 était

importatrice de blé, est maintenant pour 10 % dans les exportations mondiales contre 36 % pour les États-Unis (45 % il y a dix ans). La PAC est bien l'origine de l'épanouissement de l'agriculture européenne. La production de céréales en Grande-Bretagne a plus que quadruplé. A l'intérieur de ses frontières, la CEE a, depuis le début des années 60, garanti les prix agricoles à la production sous forme de « prix d'intervention », des prix presque toujours supérieurs aux prix mondiaux. A l'exportation, un système de « prélevement-restitutions » a été mis en place pour protéger le marché européen des importations étrangères. Ce même système qui aide les exportations étrangères.

Fortes capacités d'exportation

À l'importation, les « prélevements » sont des taxes sur les prix des produits agricoles étrangers jusqu'à des prix de « seuil », évidemment plus élevés que les prix garantis aux agriculteurs de la Communauté. Un système quasi inflexible pour les productions étrangères, assurant la « préférence communautaire ». À l'exportation, les « restitutions » sont de véritables subventions couvrant la différence entre le « prix garanti » et le « prix mondial ».

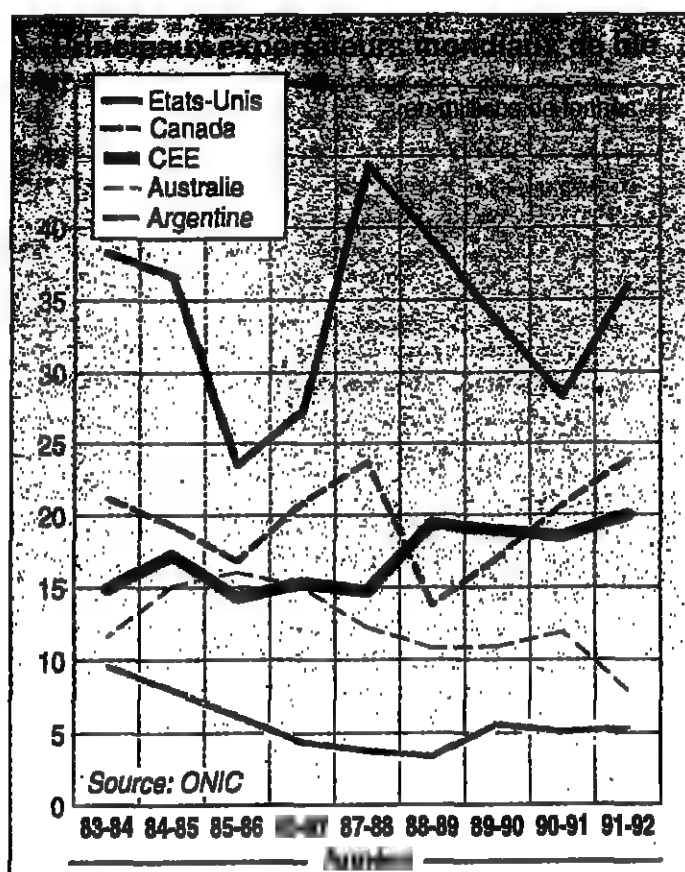
Dans la mesure où la PAC devenait de plus en plus coûteuse pour les contribuables et les consommateurs européens, et les stocks de plus en plus importants (17 millions de tonnes cette année contre 7 millions il y a dix ans), la CEE a été obligée de réduire les prix garantis, de limiter certaines productions (quotas de lait), de limiter les quantités de céréales exportées de garantie de prix. C'était un premier pas vers la réforme de la PAC demandée avec une insistance croissante par les États-Unis.

Après avoir reconnu à demander la suppression de toutes les subventions et aides d'ici la fin du siècle (« double zéro », disent-ils), les Américains ont, à partir de 1989, cherché à imposer une réduction sur « trois volets » : réduction importante des subventions directes à l'exportation, ce qui mettrait à mal le système des « restitutions » ; transformation en droits de douane des obstacles aux importations et suppression des tarifs en dix ans (ce qui visait les « prélevements »), suppression également en dix ans des aides internes, dont le soutien par les prix. Les États-Unis ont aussi exigé la production (ou dit les aides « découplées ») seraient autorisées. Cela parce que les Américains subventionnent largement eux-mêmes leur agriculture mais le font au travers d'aides directes, la « deficiency payment » (différence entre le prix (prix cible), avec comme condition supplémentaire de participer à un programme de gel de terres ou d'orientation de la production).

La prise par les Européens de la politique agricole n'est pas un sujet important en direction des Américains puisque sont prévues, outre un contrôle des surfaces cultivées, d'importantes réductions des prix intérieurs pour les grandes productions compensées par des aides directes. Mais les négociations agricoles échouent encore la mesure où les États-Unis demandent à la Communauté européenne de réduire les quantités de produits agricoles subventionnés qu'elle exporte. L'Europe et la France en particulier demandent de leur côté un « réajustement » impliquant une certaine reconquête du marché intérieur par les producteurs européens de PSC (produits de substitution des céréales).

Il apparaît peu probable que les agriculteurs de différents pays de la CEE acceptent d'aller au-delà des sacrifices déjà consentis pour la réforme de la PAC. Le tout est maintenant de savoir si les demandes américaines sont compatibles avec les intérêts de la France.

ALAIN VERNHOLLES



La France fournit près de 24 % de la production communautaire

La France n'est pas le pays européen le plus agricole. La part de l'emploi agricole atteignait 6,1 % de l'emploi total en 1990, soit 1,26 million de personnes, et génère 3,6 % du produit intérieur brut (des industries agroalimentaires ajoutant 3,2 %). Cependant, la France est de loin le principal producteur de la CEE, fournissant, en 1989, 23,8 % de la production agricole communautaire. Ainsi, la France a produit en moyenne annuelle depuis 1985 55 millions de tonnes de céréales, contre 34 millions pour l'Allemagne, 22,5 millions pour la Grande-Bretagne, 16,4 pour l'Espagne, 17,3 pour l'Italie.

Pour la production de blé, la France se place parmi les principaux producteurs mondiaux, avec 34,4 millions de tonnes en 1991, contre 96 millions pour la Chine,

78,5 millions pour l'ex-URSS, 54,5 millions pour l'Inde, 33,9 millions pour les États-Unis, 28,8 millions pour le Canada. La CEE, au total, a produit 88,9 millions de tonnes de blé l'an dernier. En 1991, les exportations agroalimentaires françaises se sont élevées à 186 milliards de francs, faisant de la France la deuxième puissance mondiale derrière les États-Unis. L'Hexagone exporte principalement des céréales, de la viande, des boissons, et des produits textiles. L'effort du commerce extérieur est considérable, puisque, l'an dernier, un milliard de francs a été dégagé (après un record de 32,1 milliards en 1990). On comprend l'enjeu de la négociation au volet agricole du GATT pour les 111 000 exploitations françaises en 1991.

La population agricole américaine a baissé de 31 % en dix ans

NEW-YORK

de notre correspondant

Si l'Europe a vu la part de ses agriculteurs dans l'économie nationale baisser, le même phénomène a été observé de l'autre côté de l'Atlantique. En 1932, environ 25 % des Américains vivaient sur une exploitation agricole. Aujourd'hui, ce n'est plus que 17 % de la population. Selon le département américain de l'Agriculture, environ 36 000 exploitations agricoles ont disparu en 1990, soit une diminution de 2 % sur l'année précédente. Le pays ne compte plus qu'à peine deux millions de fermes (et 393 millions d'hectares de terres cultivées), une baisse de 12 % en dix ans.

Dans le même temps, les résultats du recensement 1990, environ 3,9 millions d'Américains vivaient sur une exploitation agricole en 1990, soit 31 % de moins que dix ans auparavant. Actuellement, seul le quart de la population (61,7 millions d'habitants) vit encore en zone rurale, indique le Bureau du recensement. Les modifications les plus importantes se sont produites dans le Midwest des États-Unis, où la population agricole a chuté de 33 % durant la décennie, pour s'établir à 192 millions de personnes, et dans le sud du pays, où elle a baissé de 32 %.

SERGE MARTI

Un mot d'ordre : toujours moins

Les deux récents événements internationaux qui affectent profondément, à six mois d'intervalle, les domaines de l'agriculture française n'ont pas, officiellement ou juridiquement, de lien l'un avec l'autre. Le premier - la réforme de la politique agricole commune (PAC) - intervient le 21 mai et négocié pour la France par M. Louis Mermaz, est une affaire interne aux Douze et à la Commission européenne mais son contenu est de nature à donner des gages de bonne volonté aux États-Unis. Le second, négocié par le nouveau ministre de l'Agriculture et du Développement rural, M. Jean-Pierre Soisson, met en scène l'Europe des Douze « contre » les États-Unis et, au sein même de l'Europe, la France « seule devant » ses partenaires.

Dans chaque cas, aussi bien à propos de la PAC que du GATT, les nœuds de la négociation sont au nombre de trois, avec le même mot d'ordre : toujours moins. Il s'agit de réduire la surproduction et les stocks de produits alimentaires, d'alléger la part croissante des dépenses publiques affectées à l'agriculture, d'essayer et de mettre un coup d'arrêt à la ruineuse escalade des subventions.

Que contient la PAC et qu'a fait le gouvernement pour tenter d'atténuer les effets ? Elle ne concerne directement que quatre productions : céréales, oléagineux, lait, viandes bovines et ovines qui représentent néanmoins la moitié du chiffre d'affaires de l'agriculture française. Porcs, volailles, fruits ne sont pas touchés. L'axe essentiel est la réduction sensible (mais sur trois ans) des prix garantis payés aux producteurs : -29 % pour les céréales par exemple et -15 % pour la viande de bœuf. La différence entre les prix actuels et futurs sera compensée par des aides directes aux producteurs. Mais ces subventions sont assorties de l'obligation de mettre, dès la campagne 1992-1993, 15 % de la surface cultivée en jachère. Une contrainte dont sera exonéré le paysan qui se lance dans la culture d'une céréale à usage industriel (pour les carburants verts) par

exemple). Reste inchangé, en revanche, le sacro-saint principe de la « préférence communautaire » selon lequel les produits de douane variables sur les importations des pays tiers rendent plus attractif l'approvisionnement en produits « made in CEE ». On espère à Bruxelles que ces baisses de prix rendront le blé ou le colza plus compétitifs à l'extérieur de la CEE et que leur consommation augmentera. En conséquence, les quantités à exporter à coups de subventions sur le marché mondial (où le prix est très bas) baisseront, ce qui allègera d'autant la facture européenne et dégradera des sommes pour des sections structurelles de reconversion ou d'encouragement à l'exportation, la promotion des produits de qualité et d'appellation.

Les exigences américaines

Ce dispositif a reçu un mauvais accueil de la part des organisations professionnelles et syndicales. Le gouvernement a été contraint, le 30 juillet, d'annoncer une série de « mesures nationales d'accompagnement ». Imputables aux budgets 1993-1994-1995, elles représentent, selon certaines sources, 13,5 milliards de francs en aides directes et indirectes. Ce plan touche aussi bien l'allègement de l'impôt sur le foncier non bâti (300 millions en 1993), l'augmentation du plafond de la provision pour investissement (passant de 30 000 à 60 000 francs), l'établissement des charges sociales, un effort pour le désendettement des exploitations. Les jeunes qui s'installent toucheront une prime spéciale.

Selon les services du ministère de l'Agriculture, les revenus des agriculteurs ne devraient pas, au bout du compte, être amputés. Et, selon l'INSEE (1), on devrait même constater une progression du revenu brut moyen par exploitation de 7 % en termes réels.

Le dossier agricole au sein des négociations commerciales du GATT constitue le troisième volet du triptyque. Encouragé par deux décisions successives (relatives aux oléagineux d'une commission d'ar-

bitrage du GATT, Washington a exigé de l'Europe, qui depuis dix ans lui rogne des parts significatives du marché mondial, des mesures essentielles : la baisse des volumes de produits exportés grâce aux subventions, ce qui touche les céréales mais aussi les vins, les fruits, le sucre ou la viande.

Le compromis de Washington fixe à 21 % cette baisse alors que, dans un premier temps, le pourcentage de 24 % par rapport à la moyenne des années 1988-1990 était envisagé. Sur le second point - et là est la concession américaine - la production d'oléagineux sera plafonnée non en volume mais en surface plantée, au niveau de 5,13 millions d'hectares au lieu de 5,5 aujourd'hui.

Un troisième point - moins connu mais important - des négociations agricoles du GATT est ce que les experts appellent l'« accès minimum ». Chaque pays devra laisser entrer librement chez lui 5 % d'abord puis 5 % de sa production. Or, selon les projections établies par les services de M. Soisson, la combinaison de cet accès minimum et de la réduction des exportations entraînerait une baisse des débouchés pour le lait de 5 %, et de 400 000 à 500 000 tonnes pour la viande bovine. Les exportations de porc diminueraient de moitié. A propos du vin de consommation courante, il faudrait s'attendre à une réduction des exportations de 450 000 hectolitres, sur 2,2 millions actuellement, alors que l'augmentation des importations, au titre de l'accès minimum, concernerait 5 millions d'hectolitres.

Ces éléments conduisent Paris à dire que le compromis de Washington n'est pas compatible avec les dispositions prises dans le cadre de la PAC au printemps, qu'il implique des nouveaux sacrifices de la part des agriculteurs et, par conséquent, qu'il doit être, dans sa forme actuelle, rejeté.

FRANÇOIS GROSCHICHARD

(1) « Les mutations de l'agriculture », Numéro 254-255 de l'INSEE, mai-juin 1992.

ÉTRANGER

Après la reprise du travail par les conducteurs

Menace d'une nouvelle grève à la RATP

■ ■ ■ ■ ■ d'avoir obtenu le report de l'examen ■ ■ ■ ■ ■ réforme de la filière ■ ■ ■ ■ ■ conducteurs ■ ■ ■ ■ ■ février 1993, ■ ■ ■ ■ ■ quatre syndicats grévistes de la RATP - SAT (autonomes), CGT, GATC (autonomes) ■ ■ ■ ■ ■ indépendants - ■ ■ ■ ■ ■ prêts à ■ ■ ■ ■ ■ démarrer une autre à partir du vendredi 27 novembre. ■ ■ ■ ■ ■ aujourd'hui la modification ■ ■ ■ ■ ■ l'attribution d'une prime ■ ■ ■ ■ ■ conduite ■ ■ ■ ■ ■ sécurité ferroviaire ■ ■ ■ ■ ■ d'un montant mensuel ■ ■ ■ ■ ■ près de 300 F.

la sécurité ferroviaire. Dans un premier temps, le ~~ministre~~ ~~ministère~~ de l'ITA prévoyait que le ~~service~~ serait ramené de quatorze à onze ans ~~en~~ le 1^{er} juin 1992. L'~~arrêté~~ devait s'appliquer ~~ce~~ mois-ci ~~avec~~ ~~un~~ ~~effet~~ ~~retroactif~~ ~~pour~~ les ~~trois~~ mois écoulés. En obtenant le report de l'examen de la réforme qu'ils contestaient, les syndicats ont du ~~même~~ ~~temps~~ provoqué le report de ~~la~~ disposition prévue en 1993.

février ■ négociations ■ souligne l'engagement ■ direction de né-
■ appliquer ■ manière unilaté-
rale le projet d'évolution de la
filière conduite. Les syndicats qui
ont fait grève durant cinq jours ■
■ à 7 heures le matin et de 17 ■
■ heures le soir s'opposaient prin-
cipalement à l'introduction d'un
nouveau mode d'organisation des heures « à
la tête du client » et à une modifica-
tion des horaires en fonction de
la demande des clients au point

Dans le projet de réforme de la filière des conducteurs, il était prévu dans les années à venir de passer de quatorze ans à un an de plus nécessaire à l'attribution de cette prime aux conducteurs n'ayant pas fait de faute engageant.

Dans la soirée du lundi 23 novembre, les communistes ont voté à 73 % des 2 242 présents la reprise du travail contre 25 % de « non » et 3 % de blancs et nuls. Le vote portait sur l'approbation de « relevé de conclusions » élaboré avec la direction, qui consistait à

Le jour, grave, qui durait six heures par jour, les négociations se poursuivaient. Elle se poursuivait dénouée la veille, les professionnels de la négociation. A l'issue des élections du personnel en janvier 1993, les négociations pour reprendre, mais les décisions législatives risquent de reculer les décisions, y compris les syndicats.

La Russie et l'Ukraine s'entendent

M^{me} Martine Aubry appelle à lutter contre l'exclusion

sur le remboursement de la dette extérieure

La Russie et l'Ukraine entendent, lundi 23 novembre, le remboursement de la dette l'ex-Union soviétique. Aux termes de l'accord - dont la validité dépasse la fin de l'année - est subordonnée à la signature d'un accord bilatéral entre les Etats - la Russie qui prendra en charge l'ensemble de la dette extérieure, évaluée à 70-80 milliards de dollars.

La majorité des quinze Républiques de l'ex-URSS s'étaient déjà engagées sur leur responsabilité conjointe relative à cette dette, mais, depuis, la Russie a proposé de prendre en charge la totalité de la dette, en conservant en échange la totalité des biens de l'ex-URSS à l'étranger (immeubles, placements financiers, sur des pays tiers). Le Club de Paris, qui regroupe les principaux États créanciers, se réunira mercredi 29 novembre pour accorder à la Russie un important rééchelonnement.

POITIERS

de notre envoyé spécial

tion d'une expérience unique en France : la gestion prévisionnelle menée par un syndicaliste, M. France Jonbert, président de l'Association Avenir. Ces exemples et ces réactions permirent à M^{me} Aubry d'en appeler à davantage de collaboration afin que l'emploi soit l'affaire de tous. Toutes les initiatives sont bonnes à prendre, répéta-t-elle, en soulignant la nécessité de lutter contre l'exclusion.

PRESSE

Equilibre retrouvé, rigueur maintenue

Suite de la première page

Ce résultat est le fruit des efforts de la direction du journal et des personnels pour améliorer la gestion dans tous les domaines. Ils ont porté particulièrement sur le contrôle des coûts des activités et des dépenses. Ce contrôle a permis de réduire de moitié les dépenses de coûts de fabrication et sur la diminution des frais de distribution. A cela se sont ajoutés les repercussions de la baisse du prix du papier et, naturellement, grâce à la compréhension de nos lecteurs, le supplément de la semaine qui est aujourd'hui le plus lu, le plus apprécié.

En France, les médias ont traditionnellement une stratégie à moyen terme d'amélioration constante du quotidien, d'enrichissement de ses sources publicitaires et de participation à de nouvelles initiatives complémentaires de ses activités. C'est ce qui a permis au Monde sous-sédu par la conviction selon laquelle l'écrit est irremplaçable que le Monde a décidé de s'associer à une réflexion sur un projet de journal quotidien du matin, du même format que le soir, envisagé par trois journaux européens : le Monde, l'Europe, la Repubblica et The Independent.

**Sous la responsabilité
de la MUDEL**

**Une retraite
par capitalisation
créée
pour les élus locaux**

ventes au numéro depuis le 1^{er} juillet. Avec une trésorerie saine et des crédits à moyen terme non utilisés, le *Monde* est aujourd'hui à l'abri d'un accident.

Ces premiers résultats, dont on comprendra que nous les jugeons particulièrement encourageants, ont été obtenus parce que s'est fait l'investissement de productivité et les initiatives réactionnelles. C'est ainsi que l'année 1982 aura vu, en janvier, le lancement de notre supplément L'Economiste et, depuis le 14 novembre, celui d'un supplément «Heures locales» développées, tandis qu'a été créée une nouvelle publication mensuelle : le *Monde des débats*.

Nous entretenons — et long- temps des relations avec ces trois journaux. Si un projet commun devait voir le jour, il serait, pour l'essentiel, inspiré par nos rotations d'hiver (Jeudi-Mardi). Pour l'heure, il serait prématuré d'indiquer quel serait le montant de l'investissement et la part qu'y prendraient les différents actionnaires. Le *Monde* a pris l'initiative de demander à M. Michel Bon de l'assister dans l'étude de la faisabilité économique et financière de cette opération. M. Bon, ancien directeur général adjoint de la Caisse nationale du crédit agricole et ancien président de Carrefour, est administrateur de la Société des lectures du *Monde*.

L'hôtel Matignon a autorisé la création d'un régime de retraite fonctionnant par capitalisation sous l'égide de la Mutualité des Français (MUDEL), en préférence au projet présenté par la Caisse des Dépôts et consignations (CDC).

Equilibre retrouvé, donc, mais rigueur maintenue pour préparer l'avenir. Car l'année 1993 imposera une grande vigilance. L'économie française, le monde, s'abourent à l'année dans un concert international perturbé. Les meilleurs conjoncturistes s'accordent sur les risques qui pèseront, dans les deux prochains mois, sur une croissance déjà médiocre. Le Monde doit donc poursuivre dans la voie des efforts qui ont porté leurs premiers fruits. Cette rigueur n'a de sens que si elle est accompagnée d'efforts de redressement, on le voit, en plusieurs domaines. Les efforts du Monde sur la voie du redressement, on le voit, entraînent ses premiers succès. Nos lecteurs ont tous été témoins des difficultés rencontrées. Les premiers succès constatés que nous appuyeront nos initiatives n'ont pas été vains. Il reste néanmoins à faire pour consolider la situation de notre journal : chacun doit être assuré que notre confiance importante en l'avenir et la volonté de le préparer restent intactes.

ette caisse de retraite, qui
cernera les des locaux perco-
une indemnité à fonction,
un caractère mutualiste, mais
régie avec le principe de la
téalisation (les cotisations ne
pas utilisées pour autre le
sont des des de l'ensem-
avant être récupérées par le
scripteur avec la forme d'une
).

La gestion administrative sera
à la Mutualité française
que les fonds recueillis seront
par le Crédit Lyonnais et la
D.

Le Monde

ON IMMOBILIÈRE

entes bureaux bureaux

REPRODUCTION INTERDITE

SÉLECT

94
n-de-Marne

VILLE HÉRÉDITIELLE.

IMPLEX 140 m²

P. Ventes carrosserie
P. Vente d'automobiles
VENTION LUXUEUSES
O Fines, clés en main.
T. 42-61-61-51

Locations



VOTRE SÈGE SOCIAL
SOMMILICATIONS
et tous services. 43-55-17-50

fonds
de commerce

Ventes

A vendre

95
Val d'Oise

A VENDRE
1 terrain 100 m² GRUY ■
F4, 5° est, balcon,
les aménagements, planche
cave, chauffage, réfrigérateur
etc. : 580 000 F.
Contact : 01-39-91-91 après 18 h.

Provine

1 terrain 100 m² 32 m ■
cave, état neuf
50 mètres de la plage
■ 250 ■ F.
■ 94-03-41-12
■ 94-46-63-20

CENTRE D'AFFAIRES

CARLTON PARIS

- bureaux prestigieux,
entièrement équipés;
- prestations de services
personnalisées;
- domiciliation
siège social;
- prix compétitifs.

Contacts Bette Masmann
42-94-80-00

« CARLTON »
VOTRE 1^{er} RENDEZ-VOUS
PARIS

Rue de Châteauneuf 180 m²
Rue de Châteauneuf, 1^{er} étage
Environ 180 m²
Chiffre d'affaires annuel :
1 200 000 F.
Contact : CENTRE SERVICE
100 rue de Châteauneuf
97200 PORT-DE-FRANCE
Tel. 05-86-66-19-33
ou 05-86-75-19-03

BRASSERIE-RESTAURANT
PROXIMITÉ CHATEAU
ET METRO

Belle salle d'angle.
Jardin d'hiver. Salle extérieure
pour animations.
150 places assises.
Gros chiffre d'affaires.
Prix justifiés.

Tél. : 43-29-25-76.

4^e arrdt
Au cœur du Marais,
beau studio, cuisine,
salle de bains, m² séparés.
Bon état. Px : 550 000 F.
CASSIL : 45-68-43-43.

6^e arrdt
RUE GUYNEMER
Récept. + chbre 60 m². Park.

Vue superbe Luxembourg.
VERNANGE. T. 46-65-29-15

7^e arrdt

HORS DU LUXEMBOURG

**SAINT-THOMAS
D'AQUIN**

PRESTIGIEUX 92 m².

PLEIN

11- arndt
2 PIÈCES, Tout
2-4tg. CLAIR.
PX 365 000 F.
CREDIT

95
Val d'Oise

CENTRE D'AFFAIRES

CARLTON PARIS

A VENDRE
une place pour **CERBY** ■
P.A. et ac. sc. balnear.,
une maison de 100 m²,
terrain, garage, cave,
eau 600 000
tél. 01-30-19-91 après 18 h.

■ bureaux prestigieux,
aménagement décapé
■ prestations de service
personnalisées ;
■ tranquillité,
sûreté sociale ;
■ prix compétitifs.

Coopérative Barmes Meunier, S.A.

BRASSERIE-RESTAURANT
PROXIMITÉ CHATEAU
ET METRO

Salle affaire d'angle,
Jardin, terrasse

32 m²
cave, état neuf
50 mètres rin ■ plage
250 F.
94-03-41-12
94-46-63-20

ÉCONOMIE

Le Japon travaillé par la réforme

II. — Un pays malade de ses finances mais optimiste

Plus déconcerté qu'il ne l'a jamais été depuis les années 50, le Japon prend conscience qu'il doit se préparer à de grands changements (*le Monde* du 24 novembre). Le gouvernement nippon s'est trompé dans ses analyses. Les chefs d'entreprise n'attendent pas de véritable reprise avant la mi-1993.

TOKYO

■ Tsutomu Hata, ministre des finances, affiche deux préoccupations. La première est que les dépenses supplémentaires soient affectées à la création de « véritables richesses » sous forme d'actifs tangibles (équipements publics etc.) transmissibles aux générations futures. Jusqu'ici, on croirait que le Japon a atteint son but. La deuxième préoccupation est plus proche de Poincaré. Il s'agit d'éviter un accroissement correspondant du déficit. Or c'est bien ainsi que le ministère des finances entend mener l'opération.

S'il a le dernier mot, une bonne partie du programme de relance (faissant suite à un précédent datant de 1973) sera, à mesure, de conditions avantageuses, des fonds accumulés d'épargne à la disposition d'organismes centralisés dans le financement des immeubles. Ces organismes seront censés les prêter eux-mêmes à des particuliers, des sociétés et des collectivités locales. La question de savoir si ces facilités nouvelles seront effectivement utilisées est, évidemment, essentielle. Cependant, il est évident que la principale objection — à la conception très « conservatrice » que le ministère des finances a de la relance.

Écoutez le professeur Kazuhide Uekusa, enseignant à l'université de Kyoto. Pour lui, le programme japonais de croissance des années 1970-1980, qui a permis d'accumuler 10 700 milliards de yens (environ 400 milliards de francs), tel qu'il est orchestré par la MOF « n'apportera rien à l'élle que Miyazawa se faisait d'un plan de stimulation de l'économie ». Implicitement, la thèse du professeur Uekusa repose sur la supposition (devenue banale) que l'argent « injecté » dans l'économie par le déficit représente une addition nette de ressources. Or tel n'est pas le cas. Le déficit japonais, emprunté, dépensé, il devient improductif pour d'autres emplois, notamment en cas de reprises soudaines de l'activité.

mais quasiment universelle enseigne que cette dépense incompressible devient vite un frein pour toutes les autres, fussent-elles les plus pressantes.

L'impasse apparaît totale, présentement, dans le secteur immobilier. La crise qui est la plus grave de celle-ci paralyse le système nippon. Pourtant, au Japon, la solution, dont d'autres pays (parmi eux, la France) pensaient déjà pouvoir s'inspirer, était dans l'air depuis l'été. Le problème de relance en contenait les prémices. Les des politiques politiques prématurées ont été remis en question.

Pour retrouver une **immense** **ville** **de** **1927**,
semblant **à** **deux** **ans** **de** **l'effondrement**
de Wall Street, une terrible
récession s'abattait cette année-là sur
le Japon sur le marché immobilier.
Le souvenir en était resté si vivace
chez les banquiers que ceux-ci
s'étaient donné pour règle absolue
de ne plus jamais prêter, dans une
opération foncière, plus de 49 % de
la valeur du terrain à construire.
Les plus anciens de la profession
veillaient encore à la faire respecter
jusqu'au milieu des années 80.

Par renouvellement, tardif au Japon des dirigeants, mais surtout à la faveur de la politique d'argent facile inaugurée en 1955-1960 sous la pression américaine, la physiologie du marché japonais changea, en quelques années, profondément. Les jeunes diplômés anglophones tournèrent en dérision la prudence de naguère. Plusieurs années durant, ils furent à la fête, avançant, pratiquement sans examen des dossiers, jusqu'à 100 %, voire 120 % du coût d'un projet : l'irréalisable montée des prix ne les couvrait-elle pas, et au-delà ? Inégalement, le boom inflationniste déboucha sur une noire défit

tion. A ceci près qu'on est incapable d'en prendre la mesure exacte : les transactions sont pratiquement erronées. Les prêteurs ne lâchent pas leur gage. Cela obligerait à comptabiliser leurs pertes.

Des projets grandioses

« J'avais suggéré, dit M. Hata, que les établissements financiers impliqués créent un organisme chargé de leur reprendre les créances immobilières et de liquider les actifs hypothéqués correspondants. » Voilà qui est bien dit. Le hic est qu'un tel transfert ne changerait rigoureusement rien si l'organisme en question (qui rachète les créances à leur pleine valeur) n'est pas pourvu d'argent frais pour éponger les pertes.

La presse japonaise, qui as-
sène les principes,
déclenche un tollé quand elle crut
comprendre que c'est l'argent du
contribuable qui alimente les
bilans bancaires. M. Kishida Miyasaka
confirme à son tour, ce octobre,
cette hypothèse. Les journaux
sont clamoureux. Le premier
ministre cherchait sans succès à débloquer le
projet. Il s'adresse à l'enseveleur
plus profond sous une indignation,
ô combien justifiée au regard de
l'éthique des japonais, mais, dans la
pratique, difficile à satisfaire, à
prolonger l'hibernation du système
financier.

C'est un fait que les banques continuent à gagner de l'argent. Elles pourraient donc se demander quel délai ? Plus que prévu, selon les statistiques officielles. Selon les chiffres publiés par le FMI, jugés les plus fiables, 10 % au moins des actifs ban-

caires sont plus ou moins irrecouvrables, un pourcentage deux à trois fois plus élevé que le seuil de tolérance admis en Occident. A **■■■■■** de pouvoir **■■■■■** leurs pertes, **■■■■■** établissements financiers, **■■■■■** M. **■■■■■** Kojima, patron de l'agence d'informations Quick, **■■■■■** avant besoin d'une longue période pour rétablir leurs situations respectives : trois ans pour les maisons de titres, cinq pour les banques, sept pour le secteur immobilier **■■■■■** sans larve ».

Cependant, le Japon ■■■■■
entier au travail ■■■■ revenus
■ ■■■■ baisse, le plein-
emploi ■■■■ pas remis en cause par
un chômage dépassant à peine 2 %.
Au Kessai, les prix des terrains et
des bâtiments ont plus baissé
encore qu'à Tokyo. Mais l'aéroport
de S11 ■■■■ construit dans le
■ ■■■■ d'Osaka, sur la mer. ■■■■
■ ■■■■ terminé à ■■■■ de 1994,
tandis qu'à proximité un ■■■■
ouvrage grand ■■■■ l'être en
1997: le pont suspendu entre
Kobe et l'île d'Awajishima, qui
sera le plus long du ■■■■
(39 kilomètres).

Les investissements en cours ou en projet représentent, dans cette région déjà méridionale, vingt-cinq fois le tunnel sous la Manche. Le plus ambitieux pourrait bien être le projet de Cité de la science, destiné à l'est d'Osaka, « les capitales du futur du monde ». Après l'échec des recherches sur la « cinquième génération d'ordinateurs », le Japon ne peut plus se permettre de se trom-

PAUL FABRA

FIN

 **VENTES PAR ADJUDICATION**
Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie - 75008 Paris
Tél. : 45.63.12.60 - FAX : 45.63.99.01
MINITEL 3815 Code A3T, puis OSP

LOCAL à CHAMPIGNY-SUR-MARNE (94)
10 à 14, avenue Roger-Salengro. Escalier ■ ■ ■ L'ENTRESOL
et 2 EMPLACEMENTS ■ ■ VOITURES au deuxième sous-sol.
Mise à prix : 200 000 F Sadr. M^{re} Th. MAGLIO,
AVOCAT, 4, allée
de la Trison-d'Or, CRÉTEIL (94), tél. : 43-29-48-58, c/ M^{re} R. BOISSEL.
AVOCAT, 9, boulevard Saint-Germain, PARIS-5, tél. : ■ ■ ■ ■ ■

Vente au Palais de Justice de PARIS, le 14 DÉCEMBRE 1984 à 14 h 30.
EN UN LOT :
UNE BOUTIQUE à PARIS-9°
155, BOULEVARD MAGENTA
au 195 m du Faubourg-Poissonnière, au r-de-ch. bâti, sur rue, avec
au rez-de-chaussée : - DEUX LOCAUX - - DÉPOT
au sous-sol - sous-de-chaussée, bâtiment
M. à P. : 1 000 000 de francs S'adr. à M^{rs} LORACH
avocats,
Marceau, 111 - Tél. : 47-20-48-37.

sur coteau à bâtir en Palais de Justice à NANTERRE,
à JEU DU 10 DÉCEMBRE 1992, à 14 h.
TERRAIN DE 383 m² env. à CLAMART
 (92) - 53, rue des Charmettes
 et la construction de 10 logements.

MISE A PRIX : 1 000 000 de francs
 S'adresser à M^{me} DENNERY-PAULHENS, 12, rue de la République à BOULOGNE (92)
 12, rue de Paris, tél.: 46-05-36-94. ou **BOUDRIOT et VIDAL** à
VERNEUX, 12, rue de Paris-9, 55, boul. Malesherbes, tél.: 45-22-04-36.

VISITE sur place le 8 DÉCEMBRE, de 13 h à 14 h 30.

Vendu sur conversion ■■■■ Immobilisable en usage ■■■■
au Tribunal de Justice du PARIS.
le LUNDI 14 DÉCEMBRE 1992, à 14 heures,
EN UN LOT :
IMMEUBLE A PARIS-8^e
6, RUE CHRISTOPHE-COLOMB
double en profondeur, ■■■■ sur 6 sous-sols, 4 étages de bureaux,
■■■■ ■■■■ réunions, sanitaires.

MISE A PRIX : 200 000 000 de francs

S'adresser à SCP GORNY et Associés à PARIS-16^e
44, avenue Gorge-Mandel, Tél. : 47-55-05-05.

La charge énorme de la dette

De ce point de vue, le déficit peut devenir une cause de retard de la reprise. Mais c'est là un argument qui s'oppose aux modes de pensée hérités des années 60. De cette façon de raisonner, le professeur de Kyoto et, avec lui, la majorité des économistes japonais et occidentaux restent profondément imprégnés.


D'où l'idée vers laquelle convergent les analyses d'inspiration Reaganienne et les calculs de la gauche modérée. M. Uekusa *le* donne un raccourci saisissant : *« Le bilan financier de la dette, dit-il, doit être reporté à la fin du programme de dépenses... quand celui-ci aura produit ses effets »*. On voit que les financiers, qui ont l'œil sur le Nikkei, appréhendent. La dette publique de leur pays n'est pas leur affaire immédiate. Elle est pourtant une des plus élevées du monde (en valeur absolue et relative) : 174 000 milliards de dollars (110 000 milliards de francs. En dehors de leur contexte, ces chiffres n'ont pas de signification précise.

Ce qui est véritablement inquiétant, c'est la maladie budgétaire sous-jacente. Au Japon, elle apparaît comme très grave. Le service de la dette y absorbe 23 % des dépenses totales de l'Etat, contre 15 % aux Etats-Unis et en France, et, comme dans ces deux derniers pays (et beaucoup d'autres), la proportion ne cesse d'augmenter chaque année.

On pourrait toutefois objecter qu'au Japon le pourcentage est si fort parce que les dépenses publiques sont restées trop faibles. Peut-être, mais alors se poserait la question de savoir s'il convient, pour en augmenter le montant, d'avoir en priorité recours à l'emprunt. Par ce moyen, on se condamnerait à maintenir, et sans doute à accroître, la place démesurément importante qu'occupe dans le budget le versement des intérêts aux créanciers. Une expérience désor-

[illegible]

Bang & Olufsen
néglige



Beosystem 2500. L
d'enregistrement, t
Jamais on n'avait v

* Prix 19 850 F TTC. **Beosystem** est
linéa d'activité, 17 boyaux permanents et 4
système de location avec option d'achat

LA BARLE - ROYAL TELE RADIO - 121, Avenue du
Boulevard de la République - 40 000 - 02 46 11 11 11 - 46, Rue
Place du Marché - 49 000 - 02 47 11 11 11 - 46, Rue
Paul Bert - 88 000 - 03 83 11 11 11 - DOBBELAIRE - 97, Rue
de la Paix - 91 000 - 01 69 11 11 11 - EYALISSEMENT GRIFFIN
23, Boulevard Pasteur - 94 000 - 01 47 11 11 11 - 19, Place
Saint Eglise - 11 000 - 02 47 11 11 11 - NOUVELES CONCORD
77, Avenue de la République - 97 000 - 02 47 11 11 11 -
Gye DIGITAL TEND - 75, Rue de Port il Mouette - 98
MAGERS - 98 000 - 02 47 11 11 11 - 26, Rue de Montigny - 98 000 - 02 47 11 11 11

[illegible]

par mois,
esthète et mélomane sans pour autant
sérieuses.



erse avec réglage automatique du niveau
morisables, deux enceintes actives.
eu d'espace.

d'un premier layer de 15% et d'un dépôt de garantie de 15% équivalent à l'option
24%, sur 1 en 1/2. Assurance facultative en sus. Conditions en vigueur novembre 1980
Offre valable du 15.11.82 au 15.01.83.

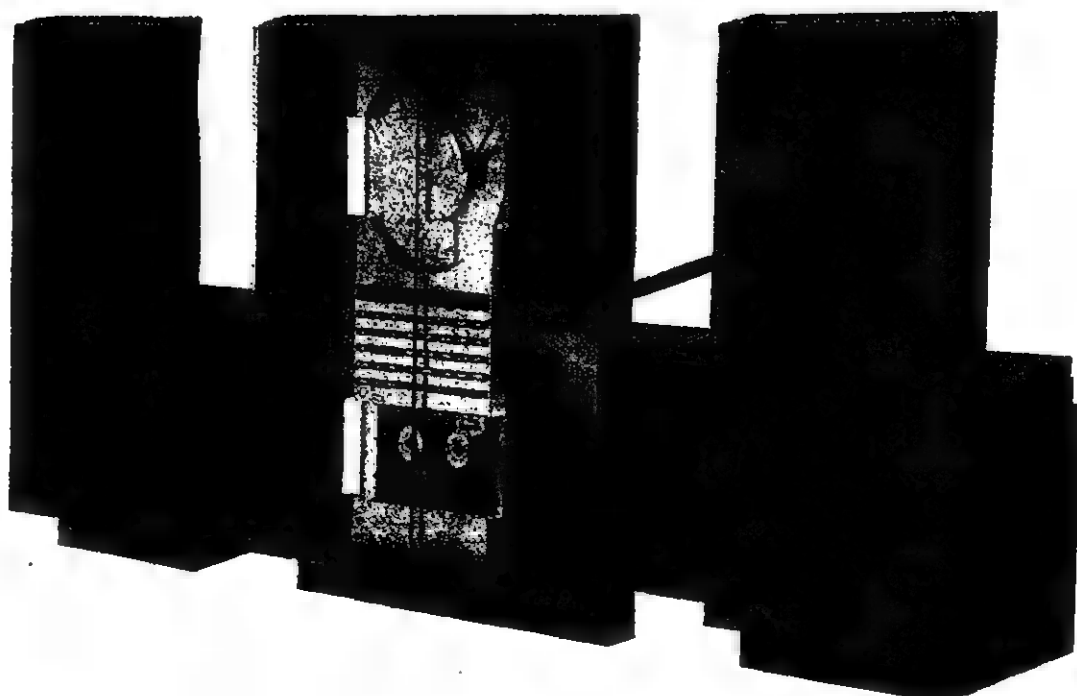
Bang & Olufsen

l'expression de votre différence

... - 3, ... - 15, ...
Ferry - 30, ... - 71, ...
... - 10, ... - EXPERT - ...
... - 9 - Place des Halles Centrales - 81 ALBI -
... - 60, Avenue du Maréchal de Lattre de
Tassigny - 43 TOULON - SOW 81 TECHNIQUE - 8, Place
du Pape - 89 EPINAL - ATELEC - 10, Cours de Maréchal
- 18, 12, Rue
du Temple - 5285 - L'AUDITO - 48, ... - Rue

OL CONCEPT

910 francs* par mois,
Bang & Olufsen démontre qu'on peut être esthète et mélomane sans pour autant
négliger les choses basement matérielles.



Beosystem 2500. Laser CD, cassettes auto reverse avec réglage automatique du niveau d'enregistrement, tuner AM/FM, 10 stations mémorisables, deux enceintes actives. Jamais on n'avait vu tant de perfection dans si peu d'espace.

* Prix: 19 550 F TTC. **Assurance** en option. Après apport initial de 30% soit 5865 F (constitué d'un premieroyer de 15% et d'un dépôt de garantie de 15% équivalent à l'option linéaire d'achat), 17 loyers mensuels de 4 500 F, soit 90 902 F soit un coût total de 21 450 F ou 107,52€ par m² en 1/2. Assurances facultative en sus. Conditions en vigueur novembre 1986. Bureau de location, pour obtenir directement la reconnaissance du dossier sur le bureau SOPINCO, 0166 visible du 15.11.92 au 15.01.93.

Bang & Olufsen
l'expression de votre différence

LA RAGLE - ROYAL TELE RADIO - 126, Avenue du
de 48 - 46, Rue de la
Place de 46 ANG - 46, Rue
Paul Bert - 46 - DOBBELAIRE - 97, Rue de
de la Paix - 31 - ETABLISSEMENTS GRUBER -
23, Boulevard Pasteur - 54 - ATELEC - 13, Place
Saint Epre - 1 - NOUVELES CONNECTIONS -
77, Avenue de la - 57 -
Gipe DIGITAL TEO - 75, Rue de Porti à Monnaie -
REVERES - 26, Rue de la - 11 -

DAULMERIE - 50, Rue Expression - **TAM 0011** - 185,
Rue Léon Garbottin - **03 20 20 20 20**
DAVID Denis - **VALENCIENNES** - V.H.V. - 14,
Place d'Armes - **03 20 20 20 20** - **SAMBRE MIFI** - 3, Avenue
Abel - **03 20 20 20 20** - **LE MUST DE LA MFI** - 10,
Rue de la République - **03 20 20 20 20**
CLÉMENT-FERRANDS - **AUDIO**
DESIGN - 12, Rue Gontz - 00 PAU - **LARAT** - 5, Place
Clemenceau - **BIARRITZ** - **BONNET** - 1, Avenue de
Verdun - 65 **TARBES** - **ORPHEE** - 9, Rue Boulevard Stevie
Nicks - 65 **TARBES** - **ELECTRO SHOP** - 1, Rue de Paris

[illegible]

هذه امنه الاصل

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 24 NOVEMBRE

Cours relevés à 13 h 30

Companys														Companys														Companys														Companys													
VALEURS		Compt. period.		Premier cours		Dernier cours		% + -		Compt. period.		Premier cours		Dernier cours		% + -		Compt. period.		Premier cours		Dernier cours		% + -		Compt. period.		Premier cours		Dernier cours		% + -																							
VALEURS		Compt. period.		Premier cours		Dernier cours		% + -		Compt. period.		Premier cours		Dernier cours		% + -		Compt. period.		Premier cours		Dernier cours		% + -		Compt. period.		Premier cours		Dernier cours		% + -																							
5540	CNE 3%	5700	...	6000	...	- 1 06	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
822	RAMP T.P.	821	...	810	...	+ 0 12	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
818	CLYON T.P.	805	...	810	...	+ 0 02	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1950	Alphonse T.P.	1050	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	San Gobals T.P.	1025	...	1001	1026	+ 0 30	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	Tourism T.P.	706	751	751	751	- 1 18	376	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	ACOM	1030	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	Alpitude	709	707	726	727	+ 0 27	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	Almond-Hudson	611	611	624	618	- 0 13	3070	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	ALB	1440	1440	1440	1440	+ 0 14	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	ALP.I.	294	294	294	294	+ 0 11	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
415	ASF St Controls	415 10	415 10	415 10	415 10	+ 0 16	465	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	Auver H. Média	86	86	86	86	...	465	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	Aut Ind Co High	170	170	170	170	...	40	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	Bell-Equinox	83	84	84	84	+ 0 18	280	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	Bell-Equinox	626	626	626	626	+ 0 16	380	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	Bell-Equinox	75	75	75	75	...	81	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	Bayer H.V.	603	609	609	609	+ 0 10	1880	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	Bayer H.V.	1220	1220	1220	1220	+ 0 10	750	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	Bayer H.V.	402	402	400	400	+ 0 80	340	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	Bayer H.V.	315	315	315	315	+ 0 11	25	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1070	ILP	1070	1070	1070	1070	+ 0 47	1070	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
440	R.P.D.	440	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	R.P.D.	376	376	376	376	+ 0 68	376	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	San Gobals T.P.	294	294	294	294	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	San Gobals T.P.	452	452	452	452	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	San Gobals T.P.	452	452	452	452	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	San Gobals T.P.	452	452	452	452	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	San Gobals T.P.	452	452	452	452	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	San Gobals T.P.	452	452	452	452	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	San Gobals T.P.	452	452	452	452	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	San Gobals T.P.	452	452	452	452	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	San Gobals T.P.	452	452	452	452	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	San Gobals T.P.	452	452	452	452	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	San Gobals T.P.	452	452	452	452	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	San Gobals T.P.	452	452	452	452	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	San Gobals T.P.	452	452	452	452	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	San Gobals T.P.	452	452	452	452	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	San Gobals T.P.	452	452	452	452	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	San Gobals T.P.	452	452	452	452	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	San Gobals T.P.	452	452	452	452	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	San Gobals T.P.	452	452	452	452	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	San Gobals T.P.	452	452	452	452	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	San Gobals T.P.	452	452	452	452	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	San Gobals T.P.	452	452	452	452	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	San Gobals T.P.	452	452	452	452	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	San Gobals T.P.	452	452	452	452	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	San Gobals T.P.	452	452	452	452	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...</																		

COMPTANT

(selection)

SICAV

(reflection)

23/11

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Emission Prête Int.	Rachet net	VALEURS	Emission Prête Int.	Rachet net	VALEURS	Emission Prête Int.	Rachet net	VALEURS	Emission Prête Int.	Rachet net
Obligations																							
Emp. Can. 1974-75	105.25	2.82	C.I.T.E.A.M. (R)	2508	.....	Promedia (R)	388	.....	Andlin	194 67	188 46	Fair-Ascendans	38 82	.....	Pvt Ascendans	35798 72	35798 72	Andlin	194 67	188 46	Pvt Ascendans	35798 72	35798 72
10.00% 24.04.84	107.40	2.26	Comptex	385	805	Pédicla	821	578	And-gem	7880 34	7880 34	Fair-Cap	44 48	.....	Profin	9772	864 05	And-gem	7880 34	7880 34	Profin	9772	864 05
Emp. Can. 13.14.84	104.11	12.41	Cia Industriale	3880	.....	Recherches	157 80	113 20	Anglofr	614 86	586 76	Profin	238 28	236 74	Quarz	131 48	128 27	Anglofr	614 86	586 76	Quarz	131 48	128 27
10.00% 24.04.84	107.40	2.26	Cia Lysen Alumin.	380	330	Rogals	125	81	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81	Nalavor	833 76	805 76	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81
10.00% 24.04.84	107.40	2.26	Cia Lysen Alumin.	380	330	Rogals	125	81	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81	Nalavor	833 76	805 76	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81
10.00% 24.04.84	107.40	2.26	Cia Lysen Alumin.	380	330	Rogals	125	81	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81	Nalavor	833 76	805 76	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81
10.00% 24.04.84	107.40	2.26	Cia Lysen Alumin.	380	330	Rogals	125	81	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81	Nalavor	833 76	805 76	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81
10.00% 24.04.84	107.40	2.26	Cia Lysen Alumin.	380	330	Rogals	125	81	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81	Nalavor	833 76	805 76	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81
10.00% 24.04.84	107.40	2.26	Cia Lysen Alumin.	380	330	Rogals	125	81	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81	Nalavor	833 76	805 76	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81
10.00% 24.04.84	107.40	2.26	Cia Lysen Alumin.	380	330	Rogals	125	81	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81	Nalavor	833 76	805 76	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81
10.00% 24.04.84	107.40	2.26	Cia Lysen Alumin.	380	330	Rogals	125	81	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81	Nalavor	833 76	805 76	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81
10.00% 24.04.84	107.40	2.26	Cia Lysen Alumin.	380	330	Rogals	125	81	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81	Nalavor	833 76	805 76	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81
10.00% 24.04.84	107.40	2.26	Cia Lysen Alumin.	380	330	Rogals	125	81	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81	Nalavor	833 76	805 76	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81
10.00% 24.04.84	107.40	2.26	Cia Lysen Alumin.	380	330	Rogals	125	81	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81	Nalavor	833 76	805 76	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81
10.00% 24.04.84	107.40	2.26	Cia Lysen Alumin.	380	330	Rogals	125	81	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81	Nalavor	833 76	805 76	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81
10.00% 24.04.84	107.40	2.26	Cia Lysen Alumin.	380	330	Rogals	125	81	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81	Nalavor	833 76	805 76	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81
10.00% 24.04.84	107.40	2.26	Cia Lysen Alumin.	380	330	Rogals	125	81	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81	Nalavor	833 76	805 76	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81
10.00% 24.04.84	107.40	2.26	Cia Lysen Alumin.	380	330	Rogals	125	81	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81	Nalavor	833 76	805 76	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81
10.00% 24.04.84	107.40	2.26	Cia Lysen Alumin.	380	330	Rogals	125	81	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81	Nalavor	833 76	805 76	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81
10.00% 24.04.84	107.40	2.26	Cia Lysen Alumin.	380	330	Rogals	125	81	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81	Nalavor	833 76	805 76	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81
10.00% 24.04.84	107.40	2.26	Cia Lysen Alumin.	380	330	Rogals	125	81	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81	Nalavor	833 76	805 76	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81
10.00% 24.04.84	107.40	2.26	Cia Lysen Alumin.	380	330	Rogals	125	81	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81	Nalavor	833 76	805 76	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81
10.00% 24.04.84	107.40	2.26	Cia Lysen Alumin.	380	330	Rogals	125	81	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81	Nalavor	833 76	805 76	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81
10.00% 24.04.84	107.40	2.26	Cia Lysen Alumin.	380	330	Rogals	125	81	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81	Nalavor	833 76	805 76	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81
10.00% 24.04.84	107.40	2.26	Cia Lysen Alumin.	380	330	Rogals	125	81	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81	Nalavor	833 76	805 76	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81
10.00% 24.04.84	107.40	2.26	Cia Lysen Alumin.	380	330	Rogals	125	81	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81	Nalavor	833 76	805 76	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81
10.00% 24.04.84	107.40	2.26	Cia Lysen Alumin.	380	330	Rogals	125	81	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81	Nalavor	833 76	805 76	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81
10.00% 24.04.84	107.40	2.26	Cia Lysen Alumin.	380	330	Rogals	125	81	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81	Nalavor	833 76	805 76	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81
10.00% 24.04.84	107.40	2.26	Cia Lysen Alumin.	380	330	Rogals	125	81	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81	Nalavor	833 76	805 76	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81
10.00% 24.04.84	107.40	2.26	Cia Lysen Alumin.	380	330	Rogals	125	81	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81	Nalavor	833 76	805 76	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81
10.00% 24.04.84	107.40	2.26	Cia Lysen Alumin.	380	330	Rogals	125	81	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81	Nalavor	833 76	805 76	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81
10.00% 24.04.84	107.40	2.26	Cia Lysen Alumin.	380	330	Rogals	125	81	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81	Nalavor	833 76	805 76	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81
10.00% 24.04.84	107.40	2.26	Cia Lysen Alumin.	380	330	Rogals	125	81	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81	Nalavor	833 76	805 76	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81
10.00% 24.04.84	107.40	2.26	Cia Lysen Alumin.	380	330	Rogals	125	81	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81	Nalavor	833 76	805 76	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81
10.00% 24.04.84	107.40	2.26	Cia Lysen Alumin.	380	330	Rogals	125	81	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81	Nalavor	833 76	805 76	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81
10.00% 24.04.84	107.40	2.26	Cia Lysen Alumin.	380	330	Rogals	125	81	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81	Nalavor	833 76	805 76	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81
10.00% 24.04.84	107.40	2.26	Cia Lysen Alumin.	380	330	Rogals	125	81	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81	Nalavor	833 76	805 76	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81
10.00% 24.04.84	107.40	2.26	Cia Lysen Alumin.	380	330	Rogals	125	81	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81	Nalavor	833 76	805 76	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81
10.00% 24.04.84	107.40	2.26	Cia Lysen Alumin.	380	330	Rogals	125	81	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81	Nalavor	833 76	805 76	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81
10.00% 24.04.84	107.40	2.26	Cia Lysen Alumin.	380	330	Rogals	125	81	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81	Nalavor	833 76	805 76	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81
10.00% 24.04.84	107.40	2.26	Cia Lysen Alumin.	380	330	Rogals	125	81	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81	Nalavor	833 76	805 76	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81
10.00% 24.04.84	107.40	2.26	Cia Lysen Alumin.	380	330	Rogals	125	81	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81	Nalavor	833 76	805 76	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81
10.00% 24.04.84	107.40	2.26	Cia Lysen Alumin.	380	330	Rogals	125	81	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81	Nalavor	833 76	805 76	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81
10.00% 24.04.84	107.40	2.26	Cia Lysen Alumin.	380	330	Rogals	125	81	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81	Nalavor	833 76	805 76	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81
10.00% 24.04.84	107.40	2.26	Cia Lysen Alumin.	380	330	Rogals	125	81	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81	Nalavor	833 76	805 76	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81
10.00% 24.04.84	107.40	2.26	Cia Lysen Alumin.	380	330	Rogals	125	81	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81	Nalavor	833 76	805 76	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81
10.00% 24.04.84	107.40	2.26	Cia Lysen Alumin.	380	330	Rogals	125	81	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81	Nalavor	833 76	805 76	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81
10.00% 24.04.84	107.40	2.26	Cia Lysen Alumin.	380	330	Rogals	125	81	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81	Nalavor	833 76	805 76	Asson	1188 17	1155 17	Profinance s.c.m.c.	822 81	811 81
10.00% 24.04.84	107.40	2.26																					

c : coupon détaché - o : offert - ° : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché comine

السلامة

Le Monde

INITIATIVES

Les inspecteurs du travail ont cent ans

L'anniversaire de cette institution est l'occasion d'un bilan. Leur malaise est le reflet de notre histoire sociale



Par décision, autant que par souci de caractériser au mieux leur activité, ils s'appellent volontiers eux-mêmes « les zorro ».

Il ne le font plus, se cherchant un nouveau rôle, et exprimant plus souvent, aujourd'hui, leur vague à l'âme.

Depuis que le corps existe, il y a maintenant cent ans tout juste, les inspecteurs du travail ont toujours vécu une série de situations paradoxales et continuellement été, par leur positionnement, le révélateur des évolutions d'une société au travail.

première guerre mondiale, ainsi que le relate un dossier très documenté, publié par la revue *Travail* (n° 23, été 1992), ils vont servir à la mobilisation des forces productives. Puis, bien sûr, on les retrouvera en première ligne, en 1936, pour la négociation et l'élaboration des conventions collectives, en 1945, dans la mise en place des institutions représentatives du personnel, et, enfin, en 1968, lors de la reconnaissance légale de l'exercice du droit syndical dans l'entreprise. Ils devaient, tout à la fois, remplir des missions de contrôle, de conseil, d'incitation, de répression, de conciliation et de prévention - rien de moins - avec un vrai don d'ubiquité qui sied aux « généralistes » qu'on leur demande d'être, quand on les croit plus facilement juristes et « fils du social » tatillons.

MAIS cette histoire-là, faite d'adaptations, s'est également accélérée à partir de la fin de l'autorisation administrative de licenciement économique, en 1986, d'abord vécue comme une amputation, et certainement pas compensée par le nouveau pouvoir qui leur a été accordé, en 1992, avec le droit de fermer les chantiers du bâtiment considérés comme dangereux. Avec les bouleversements qui se sont produits pendant la crise, les inspecteurs du travail ont assisté au développement du travail clandestin ou atypique, à la crois-

sance de la fausse sous-traitance et de toutes ces formes particulières d'emploi. Ils ont dû réorienter leurs actions, comme ils l'ont aussi fait pour tenir compte de la vague déferlante des demandes individuelles de salariés qui, désormais, les submerge.

Leur malaise vient de là, mais témoignent les travaux de l'association Villermé, qui regroupe une majorité d'entre eux. Tandis que le travail est devenu celui de l'emploi puis de la formation professionnelle, et donc a changé ses compétences, ils ont le sentiment d'être limités dans leurs évolutions. Les plans sociaux, la gestion des ressources humaines, la concertation rendue possible par les outils de la politique de l'emploi semblent, l'un après l'autre, leur échapper, au profit des services d'insertion ou de la délégation à l'entreprise, par exemple. Or, et ils le répètent, ils ont conscience d'être bien placés pour connaître les entreprises. Il auraient pu aider à la négociation, servir de conseils. Mais la profusion législative et des textes réglementaires, à laquelle s'ajoute la lenteur des conventions, par exemple dans la classification des emplois, les amène à douter. Ils ne maîtrisent plus cette masse, au moment où, justement, se profile l'uniformisation européenne, autre source de préoccupations.

Est-ce pour toutes ces raisons que le ministère du travail s'est décidé à donner beaucoup de faste à la célébration du centenaire qui a déjà commencé par une demi-douzaine de manifestations régionales? Sans aucun doute, puisque la cérémonie officielle sera clôturée, le 19 janvier 1993, par le président de la République, qui devrait y présenter le bilan de son action sociale. La même Martine Aubry a-t-elle lancé, depuis deux ans, un programme qui permet de passer de 891 agents à 514 inspecteurs, en novembre, à 697 inspecteurs en janvier, la fin mars 1993, plus de la moitié d'entre eux sont d'anciens

Mais cela ne sera peut-être pas suffisant pour rassurer un corps qui comprend, en effectifs budgétaires, 991 inspecteurs, auxquels il conviendrait d'ajouter ceux des autres ministères (agriculture, défense nationale, mines et électricité). Si rares sont encore ceux qui ont quitté l'inspection pour faire du conseil en entreprise, la différence entre les chiffres des effectifs montre bien que les circuits parallèles sont utilisés, en dehors des promotions vers d'autres fonctions. Découragés, mais pris du recul, preuve que leur fonction n'est pas une simple et qu'elle est particulièrement complexe. D'autres, ironiquement, à ce propos, que l'inspection du travail risque de fournir le contre-exemple de la modernisation de la fonction publique. Pourtant, l'engouement manifesté lors des réunions régionales, auxquelles ont participé de 150 à 600 personnes, dont des chefs d'entreprise, montre bien quel intérêt suscitent ces « pompiers » du social. Malgré leurs malheurs.

Alain Lobaube

■ Trois générations

Des manières différentes de remplir leur mission
par Catherine Leroy

■ La nouvelle donne

Une adaptation au nouveau paysage social
par Marie-Claude Betheder

■ L'absence des syndicats

Un relais qui manque à tout le monde
par Jean

■ Les conflits en baisse

De plus en plus de problèmes individuels
par Liliane Delwasse

page 28

■ L'inspection au quotidien

Les journées des inspecteurs
par Francine Aizicovici

■ La préoccupation de l'emploi

Une priorité au détriment des autres problèmes
par Marie-Bénédicte Baudet

page 29

■ L'Europe de la sécurité

Harmonisation des législations et coopération
par Valérie Devillechabrolle

page 30

DIALOGUES
■ Les bons mots de l'entreprise

page 30

Porte d'entrée sur les métiers de l'ingénierie de la communication

INGÉNIEURS ET UNIVERSITAIRES

Au sein du Groupe FRANCE TELECOM, CITCOM est un lieu de transfert de savoir et de diffusion d'expertises dans le domaine de l'ingénierie informatique et télécom.

La stratégie s'appuie sur un réseau européen de centres dont la pièce maîtresse est l'EUROMASTER.

Ce programme, d'une durée de 7 mois, conçu par des professionnels prépare concrètement à l'exercice de responsabilités fortes dans l'ingénierie informatique et télécom.

Vous êtes de formation scientifique (Bac + 4 minimum) et vous souhaitez apporter votre potentiel à

valeur ajoutée qui fera la différence.

CITCOM, avec son programme EUROMASTER, vous permet de dynamiser votre projet professionnel en y intégrant la maîtrise des systèmes de communication.

Vous adressez votre candidature sous réf. LHM12 à : INT-CITCOM - Service Recrutement - 88, Bd Vincent Auriol - 75013 Paris.

CITCOM

INT-CITCOM FRANCE TELECOM

Prochaines sessions d'octobre à mars selon les centres : MONTPELLIER - LIBOURNE-TOULOUSE - NANCY - DUNKERQUE - PARIS - LYON

FORUM SUPÉLEC
24-25 décembre 1992

DOSSIER ■ Les inspecteurs du travail ont cent ans

Trois générations

Ce métier a été exercé différemment selon les époques

DEPUIS la création des inspecteurs du travail en 1882, il y a eu trois étapes dans la manière d'exercer ce métier. Jusqu'au début des années 30, la grande majorité des inspecteurs du travail étaient d'anciens instituteurs de l'école primaire, radicaux ou socialistes, qui se syndicalisaient massivement au SNIT (syndicat autonome) ou à la CGT (tendance réformatrice), avaient une conception sociale de leur travail. Ils cherchaient à intégrer les ouvriers à la nation, explique Michel Cointepas, inspecteur du travail à Aubay-sous-Bois.

Après la guerre, la fonction publique et la réforme du statut des fonctionnaires ont changé le profil des inspecteurs, qui devaient désormais être titulaires d'une licence pour passer le concours. Durant les trente glorieuses, les recrutements ont été nombreux. Après 1968, sous la poussée des conflits sociaux, les pouvoirs publics ont recruté à tour de bras des jeunes issus des facultés de droit, de sciences économiques ou de sciences politiques. Les rejets des classes moyennes ont permis de porter la « bonne parole » à la classe ouvrière. Ils ont cherché à faire passer leur engagement politique ou syndical. Dans les années 70, il y a eu un certain nombre de générations très durables, les anciens et les jeunes. « Les anciens, qui se plaçaient dans la neutralité politique, sociale et syndicale, enjoignaient aux jeunes d'arrêter de jouer les Zorro, de bouffer du patron. Les jeunes traitaient les anciens, passés dans la hiérarchie, de « réactionnaires », qu'ils n'étaient pas », explique Michel Cointepas.

Depuis le milieu des années 80, les recrutements se sont ralentis et une troisième génération est apparue, qui entend bien séparer l'engagement politique et social de la pratique du métier. Pour Michel Miné, inspecteur du travail à Paris, « les jeunes souhaitent faire moins d'idéologie. Ils veulent être efficaces, pouvoir cibler leurs actions et évaluer leurs résultats. Ils ne considèrent plus les patrons comme des ennemis de classe; ils pensent même pouvoir faire quelque chose avec eux. Ils ont une conception plus « arbitrale » de

leur tâche. Malgré cette évolution, l'inspection du travail reste très syndiquée.

Avec un changement cependant : la CFDT est désormais majoritaire, même si la CGT garde un bon noyau. Cette recherche d'efficacité s'est traduite par une diminution de l'effectif. Il semble que le ministère du travail ait entendu l'appel puisque le corps des inspecteurs du travail, qui comptait 991 agents au 1^{er} novembre 1992, devrait passer à 1 092 agents au 1^{er} mars 1993. À ce chiffre, il faut ajouter 800 contrôleurs du travail.

Des postes hors section

Illustration de la nouvelle race d'inspecteurs du travail, Agnès Soléhac, qui fut contrôleur du travail pendant une dizaine d'années; elle s'appropriait à quitter le métier, déçue par le peu d'aboutissement des actions de contrôle et les moyens limités dont elle disposait pour faire changer les choses dans l'entreprise, lorsqu'on lui proposa de travailler avec la « Mission nouvelles qualifications ». Cette expérience lui redonna l'envie de faire le concours d'entrée à l'Institut des inspecteurs du travail. Après ses dix-huit ans de formation, elle obtient un poste d'inspecteur hors section à la direction départementale du travail de Seine-et-Marne où elle s'occupe de la restructuration et de la modernisation des entreprises, un poste en harmonie avec ses aspirations.

Depuis les années 80, les pouvoirs publics ont créé des postes hors section dans lesquels les inspecteurs du travail s'occupent plus spécifiquement d'emploi, de formation ou de développement local, par opposition aux postes classiques en section, dans lesquels ils s'occupent du contrôle des entreprises avec une activité de conseil. Désormais, le travail classique pour un inspecteur du travail devrait être de conseiller les entreprises, puis directeur départemental et directeur régional.

Catherine Leroy

« EN plus, nous avons la pleurésie », lance un inspecteur du travail. « Il faut arrêter de pleurer la page », dit un autre à propos de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement qui a fait le grand choc du milieu des années 80. Une enquête, menée en Aquitaine par Philippe Auvergnon, professeur de droit à Bordeaux, le confirme : du « traumatisme », les inspecteurs du travail sont en train de passer, non sans difficultés, mais à un assez grand nombre, à la recherche de perspectives nouvelles.

Cela dit, les problèmes qui furent à la source d'un « traumatisme » ne se sont pas évaporés. Il s'est plus guère de travail pour réclamer le retour à l'autorisation administrative de licenciement — la plupart des licenciements demandés n'étaient-ils pas « abusifs » — mais sa disparition a laissé quelques écharde : « Elle nous permettait, souligne Pierre Mériaux, inspecteur en Gironde, de protéger les salariés que l'état physique, la faiblesse de leurs qualifications, rendaient difficiles à recruter : les jeunes n'avaient que leur formation et leur âge. L'aspect positif de cette mesure, la force est de constater que rien ne l'a remplacé : le corps social, que Pierre Mériaux, devrait s'efforcer : est-il moral qu'un patron licencie impunément un salarié qui n'a pas la moindre qualification, après avoir été du travail chez lui ? »

Intervention collective et concertée

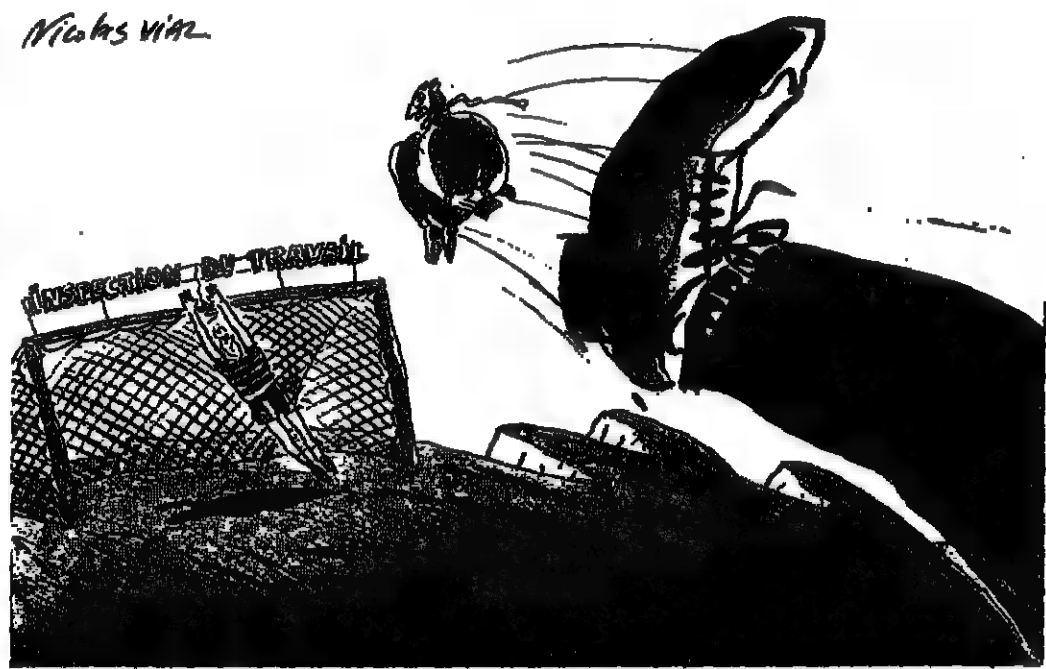
Les transformations intervenues dans la structure des entreprises ces dix ou quinze dernières années ont sérieusement compliqué le rôle des inspecteurs et des contrôleurs du travail (leurs collègues chargés des entreprises de moins de cinquante salariés). La sous-traitance, par exemple, est généralisée. Sur un même chantier, on a même atelier, les personnes les plus compétentes travaillent sur des chantiers de travail les plus divers.

D'autre part, le développement du tertiaire fait que les inspecteurs du travail ont à visiter de plus en plus de bureaux. Mais ils y trouvent ce qu'ils cher-

La nouvelle donne

A la recherche d'une autre manière de travailler dans un paysage social différent

Nicolas Wint



chant, trop occupés ailleurs à remplir des « missions » variées. Par ailleurs, il leur manque désormais, très souvent, ces interlocuteurs privilégiés que constituait pour eux les représentants des salariés : « L'affaiblissement du syndicalisme, estime Jean Métais, qui exerce en région parisienne, nous enlève, ainsi qu'à la société tout entière, un relais essentiel pour faire respecter le droit du travail. Celui d'entre nous qui a encore cinq bonnes équipes syndicales dans son secteur est un homme heureux ! »

« On vient nous trouver de plus en plus pour des problèmes individuels », souligne Claude Triomphe, président de l'association Villanet. Nous sommes submergés. Souvent les salariés s'imaginent même pas qu'ils puissent défendre eux-mêmes leurs droits sur place, individuellement ou collectivement. « Parfois on nous demande de jouer un rôle d'assistance sociale, nous dit Armand Denoix, à Hervé Guevillou, inspecteur en Gironde. Nous ne pouvons pas refuser d'accueillir les gens et de leur donner des conseils. Mais pendant ce temps, nous ne faisons pas notre vrai travail dans les entreprises. Et nous nous exaspérons. Le droit et la justice eux-mêmes posent problème : « Le droit du travail est devenu monstrueux, nous dit Claude Triomphe, et les inspecteurs du travail ne peuvent plus le maîtriser. »

Triomphe. Le salarié, l'employeur, le syndicaliste de base, ne peuvent plus le maîtriser. Et les conventions collectives et autres accords d'entreprise ne sont pas moins difficiles d'accès.

Des garde-fous pour la société

Quant aux tribunaux (principalement les conseils de prud'hommes en matière civile et le tribunal correctionnel en matière pénale), ils sanctionnent trop légèrement pour être efficaces et leurs décisions ne sont que très partiellement appliquées.

Agent d'un Etat qui doute de la légitimité de son intervention dans la société, l'inspecteur du travail ne sait plus très bien s'il doit se comporter en gendarme du travail et faire appliquer strictement les lois, ou chercher le compromis. Plus de 95 % des infractions relevées ne débouchent pas sur une action en justice, et l'enquête de Philippe Auvergnon montre que plus des trois quarts des inspecteurs et contrôleurs admettent qu'un « consensus d'entreprise » puisse être mis en contradiction avec une disposition légale : « Ils se recentrent de plus en plus consciemment sur une mission de régulation entre employeurs et salariés, cherchant à

être en quelque sorte des garde-fous pour la société. Allant jusqu'à admettre que l'on soit en contradiction avec le droit, à condition que l'on négocie. »

L'efficacité est cherchée à travers un renouvellement des modes d'action, en particulier à travers l'intervention collective et concertée : « Par exemple, explique Marianne Richard-Molard, inspecteur du travail en Gironde, nous avons réalisé une série de démarches méthodiques des quelques 80 boîtes de nuit de la côte et du bassin d'Arcachon. Et nous nous sommes concentrés sur la formation à la sécurité des intérimaires intervenant tant au siège des entreprises que sur les chantiers, puis dans les réunions des comités d'hygiène et de sécurité. »

Des « chantiers » de réflexion dégageant peu à peu des idées nouvelles d'action, impliquant le plus souvent un partenariat avec d'autres acteurs sociaux : formation et soutien des représentants du personnel non syndiqués (de plus en plus nombreux); élaboration en liaison avec d'autres institutions de permanences d'accueil des salariés; réponse à la montée de la demande individuelle; développement d'une réflexion à niveau européen sur la sécurité.

Marie-Claude Betheder

L'absence des syndicats

Les salariés n'ont plus d'intermédiaires. Un vide qui pose problème

QUE FAIT-ON ? Cette interrogation a dominé la journée de réflexion qui s'est tenue à Paris le 18 novembre avec des inspecteurs du travail et de l'ensemble de l'île-de-France sur le thème : « Pratique des services (de l'inspection du travail) et affaiblissement des syndicats. »

« De fait, nous sommes posés plus de questions que nous ne pouvons apporter de solutions », commente, à Créteil (Val-de-Marne), Marie-Germaine Jouy, adjointe à la direction du travail et de l'emploi du département. Ainsi, comment les inspecteurs du travail peuvent-ils traiter le flux continu des réclamations des salariés, dès lors que le relais traditionnel des délégués du personnel est affaibli ou n'existe plus ? Corollaire : est-il bien dans la mission de l'inspection de se substituer aux organisations syndicales ?

A la manière d'un acte notarial

Traditionnellement arbitres, les inspecteurs se voient aujourd'hui confrontés, à l'échelle nationale, à une situation nouvelle. Celle d'avoir à tenir de plus en plus fréquemment un rôle de substitution, les syndicats ayant « baissé

les bras », selon la sévère expression de l'un d'eux, qui ajoute : « Nous risquons d'arriver à un état de blocage total du système si une solution n'est apportée pour que l'indispensable maillon ressoudé la chaîne. »

Bernard CFDT de la Haute-Savoie, Jean-Paul Toubans, à Annecy, est bien conscient, comme nombre de syndicalistes, de la gravité de la situation : « Je confirme le constat fait par les inspecteurs du travail. Démunis, les salariés de notre département, où les PME de la métallurgie et de la mécanique sont nombreuses, s'adressent individuellement aux inspecteurs, lesquels, saturés de demandes, les renvoient. La boucle est ainsi bouclée. » Dans la région de Cluses, notamment, beaucoup d'entreprises sont aujourd'hui totalement désyndicalisées. « Une situation d'autant plus paradoxale que la demande syndicale est forte », souligne Jean-Paul Toubans qui cite une anecdote révélatrice : « Celui-ci voulait moderniser son entreprise. Comment expliquer la nécessité de la démarche aux salariés ? Il a conseillé à ses salariés de créer une syndicale... et on a vu des inspecteurs du travail qui leur ont expliqué comment s'y prendre. »

Aussi le rôle du responsable CFDT — on le retrouve à l'identi-

que par ailleurs — est de former de nouveaux militants, la perte du savoir-faire syndical étant alarmante, et d'y associer pour ce faire, sous une forme ou sous une autre, les inspecteurs du travail.

Une autre tâche que partage Jean-Philippe Sennac, responsable CFDT du Val-de-Marne, qui observe, tout comme l'inspection du travail du département, la montée de candidats libres (sans étiquette syndicale) aux élections de délégués : « Il s'agit de candidats peu ou pas du tout formés, mais qui ont le droit de se présenter. » Une situation qui, en cas de victoire dans l'entreprise, voit aujourd'hui, de plus en plus fréquemment, des délégués du personnel accepter pour eux-mêmes une licence de négociation : « On nous demande après-coup d'entériner une transaction le plus souvent financière, à la manière d'un acte notarial », lâche, déabusé, un inspecteur.

« Il faut travailler ensemble afin de redéfinir un rôle commun », commente un inspecteur du travail, conservant l'anonymat. Le danger aujourd'hui serait de voir des corps déplorer le déclin des syndicats et susciter l'impuissance des inspecteurs. Et que chacun s'en tienne là. »

Jean Menanteau

Les conflits en baisse

Les cas individuels occupent de plus en plus les inspecteurs

« ON a vu parfois bien à l'œuvre deux fonctions : celle du contrôle et celle de médiation. En réalité, les deux fonctions sont étroitement liées, affirme Lionel Detaille, directeur du travail à Eure-et-Loir. Le contrôle n'est plus rigide, il s'adapte. Il s'accompagne d'une animation, d'aide à l'organisation de prévention des conflits, de médiation. »

Dans le code du travail, les fonctions qui régissent leurs activités prévoient pour les inspecteurs du travail une mission officielle de médiation en cas de mécontentement employeur et salarié. Mais ce rôle est moindre car il n'existe presque plus de conflits du travail au sens structuré du terme. « Pour qu'il y ait conflit, explique Lionel Detaille, inspecteur du travail à Saint-Denis, il faut que l'association Villanet, membre de l'association Villanet, il faut qu'il y ait deux positions contradictoires représentées par des porte-parole légitimes comme des représentants du personnel. Or, la baisse du taux de syndicalisation fait qu'il n'y a plus qu'un seul partenaire social déterminé dans l'entreprise : l'employeur. Nous n'avons plus l'occasion de rapprocher des points de vue divergents. » N'étant plus syndiqués, les représentants des comités d'entreprise n'ont pas la forma-

tion et sont mal informés de leurs droits; ils n'utilisent pas les pouvoirs qui sont les leurs en matière d'expertise économique par exemple. « Leurs préoccupations sont ailleurs : l'arbre de Noël et les cadeaux aux enfants des salariés », s'étonne encore Bruno Esnasse.

La fin des solidarités

Le climat économique, il est vrai, n'est pas favorable aux conflits : en période de crise, de récession pour l'emploi, rares sont les salariés qui se lancent dans de grandes revendications. La chute des grèves dans le secteur privé en est la preuve. « Le dernier conflit collectif collectif », celui de Peugeot, se souvient Didier Teret, inspecteur du travail à Mulhouse. Il ne se rappelle pas avoir été appelé à une médiation depuis de nombreuses années.

En fait, il n'y a pas de règle, pas de politique définie. « Chacun fait selon ses conceptions, il y a des méthodes de d'hommes », souligne Bruno Dupuis, inspecteur à Annecy en Haute-Savoie. « Plus que de médiation, nous avons une véritable fonction informelle d'assis-

son sociale ailleurs très controversée dans la profession, nous n'intervenons pas dans les négociations d'entreprise, en revanche l'individualisation des problèmes nous a l'origine d'une demande exponentielle énorme, ingérable par nos 100 inspecteurs. » Tel salarié se plaint de ne pas avoir perçu sa prime d'ancienneté. Telle autre, enceinte, célibataire, est renvoyée. Un délégué du personnel a commis une faute grave pour calmer les esprits, il faudrait le mettre en formation. Tous jours l'inspecteur du travail qui ne voit pas la fin des solidarités ne transforme plus ces individus en conflits collectifs où l'inspecteur du travail jouerait un rôle d'arbitre pour tenter de rapprocher les positions des parties. Mais ces multiples petites médiations, qu'il doit régler presque chaque jour, sont dérivées de la médiation institutionnelle, les interventions amiables pour but essentiel d'éviter le recours à la justice prud'homale trop longue pour être considérée comme efficace. Cependant, elles prennent beaucoup de temps et d'énergie, déplacent les inspecteurs. Ils ne croient pas que le progrès social en soit gagnant.

Liliane Delwasse

Sécurité, licenciements, contrôles de routine,
permanences et opérations « coup de poing »

LES ECOLES D'ANGLAIS LEADER EN ANGLETERRE

DOSSIER

L'Europe de la sécurité

Prévenir plutôt que sanctionner

Avec l'entrée en application le 1^{er} janvier d'une directive-cadre de quatorze directives spécifiques, les inspecteurs du travail vont devoir s'investir plus largement sur le terrain de la sécurité. Un véritable défi qui dépasse le cadre même de l'inspection du travail.

A cette occasion, la capacité des Etats-membres à placer un droit européen du travail pour la première fois jugée sur pièce, l'hygiène et la sécurité constituant le seul domaine social où l'harmonisation européenne a sensiblement progressé depuis 1990 (le Monde du 11 septembre).

La mise en œuvre de ces directives permettra aux inspecteurs du travail de renouer plus étroitement avec une matière qui avait largement contribué à associer leur légitimité originelle. Créée en 1892 pour assurer la protection des enfants au travail, l'inspection du travail avait rapidement apporté la preuve de sa compétence en matière d'hygiène et de sécurité, participant activement à l'élaboration de la réglementation et à la diffusion des innovations. Ce leadership s'était ensuite perdu au profit d'une part, la montée en puissance des organisations professionnelles et de l'assurance-maladie dans la prévention et, d'autre part, l'investissement croissant des inspecteurs du travail sur les questions d'emploi (1).

L'entrée en application de ces directives va avant tout obliger les inspecteurs - d'abord désemparés d'un pouvoir de sanction - à intervenir davantage dans la prévention des accidents. Un premier pas a d'ailleurs été franchi avec la possibilité offerte depuis le 1^{er} juillet d'arrêter immédiatement l'activité de travailleurs sur des chantiers dépourvus de protection contre les chutes de hauteur et les risques d'ensevelissement, et en situation de danger grave ou imminent. En trois mois, ce nouveau pouvoir a été admis par 149 arrêts de chantier et 149 injonctions immédiates. Un seul cas a fait l'objet d'une contestation.

L'élargissement de ce pouvoir à d'autres risques - à d'autres formes d'activité - est envisageable, affirme-t-on au ministère du travail, à condition de ne pas limiter à des situations dangereuses tout travail. Mais, la maîtrise des risques d'accident, il convient d'abord de renforcer le rôle du conseil

d'information des inspecteurs entreprises tant ce qui concerne la conception des machines et des équipements individuels de sécurité que l'utilisation de produits toxiques.

Dans cette perspective, l'Institut national du travail organise depuis deux ans, à l'intention des inspecteurs, des stages de formation sur des questions. Un réseau de quelque quatre-vingts inspecteurs, directeurs adjoints du travail, ingénieurs de sécurité a également été fondé en mars 1990 pour participer à l'élaboration communautaire de normes de sécurité en matière de machines et d'équipements individuels. De même, une banque de données spécialisée sur l'utilisation des produits toxiques devrait bientôt être agréée. Par-delà ces initiatives, le ministère du travail a engagé une réflexion afin de permettre aux inspecteurs du travail d'aider les employeurs à évaluer les risques de leur activité ainsi qu'à y obéir la directive-cadre.

Une infraction sur le sol français

Autre sujet de réflexion pour le ministère du travail, lié à l'émergence du marché unique européen, le développement de la coopération des inspections du travail communautaires en matière d'hygiène et de sécurité. Il est en effet très difficile voire impossible de sanctionner une entreprise d'un autre pays de la CEE qui a commis une infraction à l'occasion d'un travail ponctuel sur le sol français. Depuis quelques années, certaines directions du travail ont donc pris des contacts officiels avec les inspections du travail des pays frontaliers. Cela permet au moins d'échanger des informations sur les faits dont nous abordons les problèmes», constate Christian Estienne, directeur adjoint du travail de la Moselle, en relation avec ses collègues allemands et luxembourgeois.

Si cette collaboration se révèle à terme incontournable, elle n'est pas moins délicate à mettre sur pied. Les intérêts des Etats-membres en matière d'hygiène et de sécurité ne convergent pas toujours en pratique...

Valérie Devillechabrolle

(1) Voir l'article de Cointepas du 11 novembre Travail consacré au rôle de l'inspection du travail (77, rue Villiers-de-l'Isle-Adam, Paris).

INITIATIVES

EXPERIENCES

DIALOGUES

Les bons mots de l'entreprise

Pour faciliter la communication il faut traquer les jargons et élaborer un langage commun

INCOMPRÉHENSIONS, blocs, conflits : la plupart des entreprises se heurtent, un jour ou l'autre, à des dysfonctionnements internes liés à des problèmes de langage. En communication, on commence par les mots. Aussi élémentaire que cela puisse paraître, il ne faut pas oublier les pratiques quotidiennes. « Dans une même entreprise, selon l'interlocuteur, sa position hiérarchique, son rôle, on peut revêtir plusieurs significations », explique Marianne Amar, consultant du cabinet Scripta, spécialisée dans la communication institutionnelle. Ainsi, une banque, dix acceptions différentes pour le terme « stratégie » ont été relevées. Et dans une entreprise d'électroménager, ce mot signifiait pour la majorité du personnel « toute activité qui perd de l'argent ».

Ces incompréhensions verbales s'expliquent par le simple fait que tout le monde n'a pas fréquenté la même école de management. Mais, de l'avis d'Anni Borzeix, chargée de recherches au CNRS et coanimatrice d'un groupe de travail sur le langage, les dysfonctionnements ne sont pas toujours liés à la langue. « Un langage est toujours interprété par une personne en fonction de ce qu'elle est », explique-t-elle. En d'autres termes, ce n'est pas le langage qui crée le sens de votre propos, c'est celui qui le reçoit. Exemple cité par l'équipe du CNRS : le discours sur la qualité qui n'a pas toujours été bien compris à la base. Si, pour les dirigeants, il signifiait nouvelle orientation de travail, il a parfois été perçu comme une critique et une négation du travail passé.

De façon générale, bien des projets d'entreprises ou des initiatives butent sur des barrières de langage. « Vocabulaire, façon de parler, références communes, le langage reflète toujours les valeurs de l'entreprise. L'on se contente de plaquer des mots ne reflétant pas la culture, les discours tournent toujours à vide », précise Marianne Amar.

Assimiler les idées neuves

Mais ce qui traduit la culture et le savoir-faire d'une entreprise peuvent se transformer en jargon inintelligible. Engagée par EDF pour participer à la place d'une politique de communication transparente, le nucléaire, Laurence Hézard s'est tout de suite intéressée au langage

utilisé par les exploitants. Dans un premier temps, elle a cherché de réaliser le bilan de fin d'année de la division à partir des rapports des centrales. « A l'hyperthésie technique des employés reconnaît-elle, je n'arrivais pas à retrouver la réalité, mais moins à dégager des lignes directrices. » Plus grave : certains mots, parfois incompréhensibles pour un profane, prennent une connotation inutilement alarmiste. « Ainsi un communiqué maladroit peut entraîner une crise immédiate », souligne-t-elle. Partie à la recherche de « mots qui

aujourd'hui trouver leurs marques. « Nous nous intéressons, par exemple, au style des messages diffusés. A l'égard des sous-hélicoptères de l'air de l'Aéroport de Paris, mais trouver notre style propre », explique Isaac Joseph, chercheur associé à la prospective. La RATP réfléchit aussi à la place des néologismes techniques (comme ticket démagique) naturellement utilisés par les agents, mais susceptibles d'inquiéter certains usagers.

A EDF, les responsables de centrales ont travaillé pour

importants et faire réagir sur les pour qu'ils puissent les reformuler dans leur propre langage et donc les assimiler », explique-t-elle.

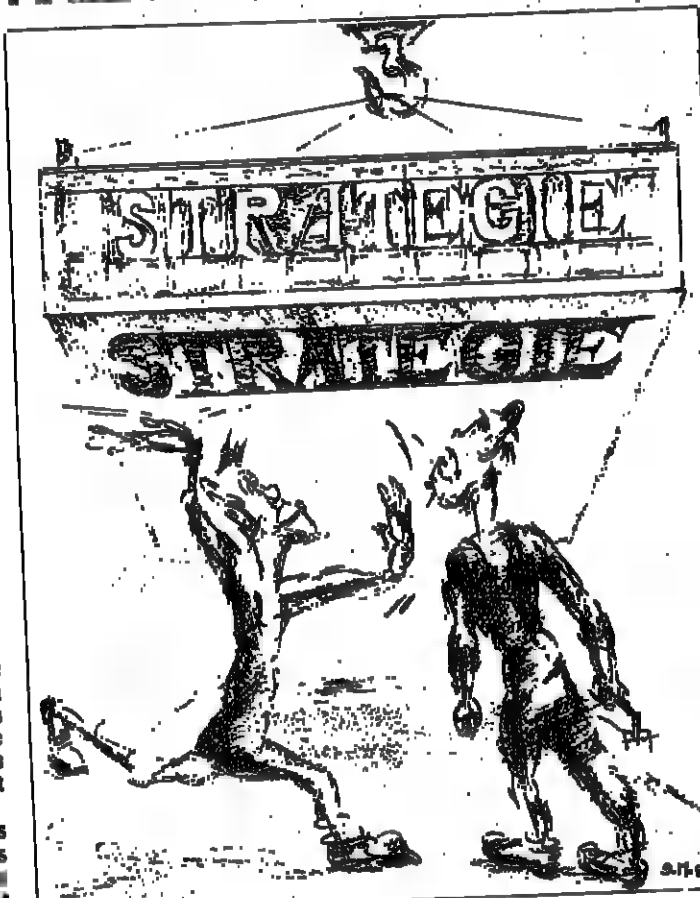
Un argumentaire convaincant

Certaines firmes se livrent aussi à un travail pour faire comprendre et partager les nouvelles orientations, les mutations et, de façon plus générale, le projet d'entreprise. Dans cette perspective, le cabinet Scripta, par exemple, a développé le concept de « charte dialectique » qui permet d'élaborer un langage commun de la firme d'entreprise.

Dans un premier temps, les firmes qui forment l'identité d'une firme sont repérées dans les rapports annuels, documents stratégiques, entretiens oraux. Puis, les termes utilisés par le personnel et les expressions spontanément adoptées sont notés. « Ce repérage thématique permet de construire, sur un thème précis, un argumentaire convaincant, de surver les images et les formules qui séduisent », met en valeur Marianne Amar. Ainsi, une prise de haute technologie en phase de restructuration située dans une ville communale cherchait à attirer un place un discours explicatif et mobilisateur. Intégrer les valeurs syndicales, trois images ont été utilisées : l'innovation technologique, la rigueur à la maison et la pugnacité aux exigences d'un marché fortement concurrentiel. Manipulation ? Pas vraiment, car les participants de l'approche qui met en avant des discours par rapport aux faits entraîne des effets.

De leur côté, les fusions-acquisitions posent toujours de redoutables problèmes de mariage de cultures. La difficulté consiste bien sûr à trouver un langage commun. Pour la nouvelle identité de groupe, les associations, qui fusionnent quatre sociétés différentes que Drouot ou les Assurances du Groupe de Paris, ont servi d'un modèle de management. Les banques de la université interne. En 151 histoires à lire, contes, le modèle « Nétics » a découvert les rouages du management et les principes culturels auxquels croit le groupe. Si, par exemple, vous entendez un « Axamen » parler de « champs de diamant », c'est qu'il fait allusion aux opportunités stratégiques du groupe.

Catherine Lévy



elle, par exemple, repéré « arrêt d'urgence » qui, pour un responsable central, est synonyme d'incident mineur ou non de difficultés majeures.

Comment les jargons, trouver les mots, assimiler les idées neuves, garder leurs marques culturelles, certaines entreprises pourraient bien faire du langage le cheval de bataille de leur politique interne. Accordant une place prépondérante à la relation avec l'usager, la RATP peut faire l'impasse sur les cruciales questions de langage. D'une culture technique, les agents, appelés pour certains à devenir conseillers commerciaux ou animateurs de station, doivent

apprendre à synthétiser les situations de façon simple et claire. Apprentissage satisfaisant. « En précisant que l'incendie du Chignon du 11 mai de l'automne avait lieu dans la partie non nucléaire du réacteur, on évite de dire que l'incendie a eu lieu dans la partie non nucléaire », souligne Laurence Hézard. Dans le domaine de la communication interne, un effort a aussi été fait pour expliquer les enjeux de la « professionnalisation » et de l'expression des compétences. De même, Laurence Hézard est en train de mettre au point une méthode pour aider le personnel central à s'imprégner d'une recommandation internationale sur la sûreté. « Nous allons déterminer les thèmes

La langue de la gestion

« PAUL s'arrêta dans un autocenter pour faire le plein de gas-oil et prendre le car-jerry. » société, qui travaillait beaucoup à l'export, lui offrit un incentive-tour à Londres. Il devait assister à trois conférences dans un business-school : une sur les incotems, une autre sur le franchising, la troisième sur les joint-ventures. La traversée fut un peu plus longue qu'il ne l'avait prévu à un container-ship. Paul en profita pour aller faire du shopping dans le duty-free-shop du ferry-boat. Il n'y trouva rien d'intéressant, sinon quelques pin's pour son fils. Aussitôt après le débarquement, il échangea quelques chèques dans une drive-in bank. » Remplacés dans le langage par des expressions et mots étrangers par des équivalents français. Cet exercice a fait partie d'épreuves du concours de la Coupe franco-phonie du français des affaires (le Mot d'or 92) destiné aux commerçants et étudiants des écoles de commerce et de gestion. Créé

en 1988, ce Mot d'or est une triple vocation : l'amour des mots, la passion de l'action et l'avenir de chaque culture.

Cinquante spécialistes

A l'origine, il y a une profession d'économie et de gestion qui, début des années 70, avait le plus grand mal à enseigner à ses élèves les techniques portées par les étrangers qui ne correspondent, a priori, pas à la culture des jeunes : merchandising, mailing, marketing, sponsoring, raider, probing. En ce temps-là, les débuts de la formation à la gestion et les concepts de la langue sont flous. Le jeune professeur n'est pas le seul à ressentir le besoin de clarification : en janvier 1974, une demande aux spécialistes de s'exprimer dans une langue claire.

Le président de l'Action pour

promouvoir le français des affaires (APFA), Jean-Marcel Lauginité, défend d'être un puriste, un défenseur du bon français. « Notre souci n'est pas de protéger le français, ni même de protéger la langue. Il s'agit d'une autre chose. Nous voulons arriver à la limpidité de la langue économique que nous devons utiliser pour la communication. Condillac disait : « Une science, c'est une langue bien faite. » La gestion, c'est avant tout une langue bien faite. »

Pour Jean-Marcel Lauginité, il est essentiel, et seulement, traduire en français les termes anglo-saxons, mais il faut faire les autres pays. Il déplore, par exemple, que les Allemands parlent de software, faute d'avoir un équivalent germanique pour le terme logiciel. Les dialogues seront facilités si chacun prend conscience de l'importance capitale de la terminologie dans un domaine universel. La correction des termes est jugée à la

fois par la délégation générale à la langue française, par l'Académie française, par les économistes, mais aussi par les hommes de médias.

Le chouchou de l'association, l'entreprise IBM, pour avoir inventé le terme « ordinateur » au lieu de « computer », mais aussi pour l'effort qu'elle a fait pour représenter un centre de formation à Marne-la-Vallée, où plus de cinquante spécialistes ont travaillé à la traduction de milliers de termes techniques.

Un dépliant de poche réédité chaque année, 700 pages pour les affaires, présente les termes français nouveaux tels que marketing pour marketing, exclusivité pour scoop, parrainage pour sponsoring ou voyage pour operator. Les succès ne se dément pas depuis quelques années, preuve, si besoin en est, de son utilité.

Liliane Delmas

Le Monde EDITIONS

Un demi-siècle d'histoire dans les archives du Monde

Une encyclopédie pratique de 1064 pages (avec chronologies, cartes et index). 395 F

L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR 1944-1991

EN EN EN D'ART

مكتبة الأصل

GAGNEZ
45 000 F
EN 45 SECONDES

PLAN:

Concours ouvert à tous les étudiants

DATE:

Financer vos études, assurer votre santé, vous proposer des services adaptés... La Caisse d'Epargne et la MNEF ont associé leur savoir-faire pour faciliter votre vie d'étudiant. Mais parce qu'on n'en fait jamais assez, nous avons décidé d'organiser un grand concours pour qu'une simple idée suffise à vous faire gagner des CARTES MNEF CAMPUS, des abonnements au nouveau magazine TALENTS et jusqu'à 45 000 F offerts par la Caisse d'Epargne, en moins de temps qu'il n'en faut pour lire ce texte. Pour gagner, il vous suffit d'imaginer notre prochain film de pub. C'est votre film qui paraîtra demain sur les écrans ! Pour en savoir plus, tapez 3615 MNEF ou allez vite retirer un bulletin de participation dans une agence Caisse d'Epargne ou MNEF.



Concours gratuit ■ obligation d'achat



CAISSE D'EPARGNE



Date limite de participation : 31.12.92

Ensemble pour faciliter votre vie d'étudiant.

avec la participation de
COMMUNICATION

LES DIRIGEANTS

North Hills
A Porta Systems Company

NORTH HILLS, une filiale du groupe PORTA SYSTEMS basé à NEW YORK, offre la plus vaste gamme de produits TOKEN RING du marché (Ports, Hubs, etc.). Pour une croissance dans les réseaux locaux, NORTH HILLS EUROPE pour son siège à Paris :

DIRECTEUR COMMERCIAL
Europe du Sud

- Basé en banlieue ouest.
- Il sera RESPONSABLE OPÉRATIONNEL des ventes Directes aux Grands Comptes et de notre réseau de distributeurs FRANCE, ITALIE, ESPAGNE.
- Une expérience de vente de dix ans chez des constructeurs d'ordinateurs, la vente de produits TELECOM et RESEAUX indispensables, qu'un courant.

RESPONSABLE
Support Technique Régional

- Basé en banlieue ouest.
- Il sera CHARGÉ du SUPPORT TECHNIQUE avant ventes et après vente de nos produits locaux en France, et dans certains pays européens.
- Une très bonne connaissance des standards TOKEN RING, ETHERNET et de l'environnement réseaux IBM est nécessaire ainsi qu'un anglais courant. Déplacements à prévoir.

Veuillez envoyer votre CV + photo à :

Christian HONORÉ
NORTH HILLS EUROPE
c/o NORTH HILLS
CSA/CNT BP 100
92000 PARIS LA DÉFENSE

Consultant Senior, Futur Partenaire

Leader du conseil personnel en évolution professionnelle, nous avons conseillé depuis 18 ans, plus de 8 000 dirigeants et cadres supérieurs. Aujourd'hui, nous renforçons notre équipe et recherchons un Consultant Senior, prêt à devenir l'un de nos futurs associés.

En toute autonomie, vous apporterez à vos clients un conseil de haut niveau sur leurs développements personnels et professionnels.

Agé de 45 ans au moins, vous pouvez justifier d'une expérience réussie de Direction Générale, acquise dans un contexte international de préférence.

Votre goût des relations humaines et votre sens du contact commercial à haut niveau seront des atouts essentiels. Vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise.

Pour nous rencontrer, adressez votre dossier de candidature à :

Forgeot, Weeks

CONSEILS PERSONNELS EN ÉVOLUTION PROFESSIONNELLE

Paris : 3, rue du Fbg St-Honoré - 75008. Tél. : (1) 42.65.42.00

PARIS

500 KF

EUROMAN

CARRIÈRES INTERNATIONALES

Postes basés à l'étranger

Participez au développement de notre branche produits frais en Europe de l'Est

Directeur général Pologne

DANONE

La marque Danone est présente dans 22 pays.

La production mondiale représente 1,5 million de tonnes et plus de 25 milliards de chiffre d'affaires.

Danone Polska (actuellement 30 personnes) dont le siège est à VARSOVIE, assure la distribution sur le marché polonais de yogourts Danone produits en association avec une laiterie locale.

Dans un environnement très concurrentiel et un marché au pouvoir d'achat limité, nous avons l'ambition d'implanter à long terme notre marque et de conquérir une position de leader, tout en optimisant rigoureusement les moyens pour y parvenir.

Pour réussir ce projet et assumer l'entière responsabilité de cette unité (sur les plans marketing, commercial, logistique, production, finance), nous recherchons un Directeur expérimenté.

Il aura une expérience réussie dans le marketing et la vente de produits de grande consommation. Il parlera polonais et il détiendra de qualités marquées de gestionnaire, d'animateur et d'autonomie.

Il pourra ultérieurement évoluer dans notre Groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions), à : 2476/2, à ETAP, 71 rue d'Auton, 75010 Paris.

PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS ET TRICENTENNAIRE EUROPEEN

UNIVERSITÄT BAYREUTH

Am Sprachenzentrum der Universität Bayreuth, April 1993 die Stelle eines/einer

Universitätslektors/in für Französisch

zeitlich befristet bis zu fünf Jahren zu besetzen. Die Bezahlung erfolgt nach BAT II a.

Qualifikationen: Hochschulabschluss (vorzugsweise mit linguistischem Schwerpunkt), möglichst Zusatzqualifikation in Angewandter Sprachwissenschaft und/oder Lehr Erfahrung in Französisch als Fremdsprache; gute Deutschkenntnisse.

Aufgaben: Sprachlehreveranstaltungen (Sprachkurse sowie in geringem Umfang auch landeskundliche Veranstaltungen), insbesondere für Studierende der Betriebs- und Volkswirtschaftslehre, aber auch für Philologen. Die Lehrverpflichtung beträgt 16 Semesterwochenstunden.

Bewerbungen mit den üblichen Unterlagen (tabellarischer Lebenslauf, Kopien der akademischen Abschlusszeugnisse sowie eventuelle Nachweise über Lehr Erfahrungen, zwei Referenzen, Lichtbild) sowie einer Tonkassette mit einer je einminütigen Sprachprobe (nicht vom Blatt gelesen) auf deutsch und französisch werden bis spätestens 31. Januar 1993 erbeten an den Geschäftsführer des Sprachenzentrums der Universität Bayreuth, Postfach 10 12 51, D-9580 Bayreuth, Bundesrepublik Deutschland.

Organisation des Nations Unies Avis de Concours Concours de Recrutement d'Interprètes de Langue Française (1993)

Un concours de recrutement d'interprètes de langue française aura lieu en mars 1993 à New York, Paris, Genève, ainsi que dans d'autres centres, en fonction du nombre de candidats inscrits à concourir, de leur âge et de la disponibilité du personnel. Ce concours peut permettre de recruter une liste de candidats à qui il sera fait appel pour pourvoir les postes d'interprète de langue française qui sont à pourvoir à la suite de la retraite ou de la démission d'interprètes. Les candidats doivent être âgés de moins de 40 ans au 1er janvier 1993. Les affectations étant soumises au principe de la rotation, ils pourront être affectés à d'autres bureaux de l'ONU en Afrique, en Amérique latine, en Asie ou en Europe, selon les besoins de l'Organisation.

Les candidats doivent :
a) être de nationalité française ou d'un pays dont la langue officielle est le français ;
b) avoir une parfaite maîtrise du français et une connaissance de l'anglais ou du russe ;
c) avoir obtenu soit un diplôme d'enseignement supérieur délivré par une université ou par un établissement équivalent où la langue d'enseignement est le français, soit avoir à leur actif 200 journées de travail en tant qu'interprètes de conférence.

Le traitement de base brut est au départ de 40.903 dollars par an, plus une indemnité de poste (dont le montant est fixé par l'Assemblée générale de l'ONU et qui peut changer) et des indemnités pour charges de famille. Les candidats doivent se procurer, en écrivant à l'adresse indiquée ci-dessous, une brochure de renseignements sur le concours qu'ils retourneront à la même adresse, dûment remplie, le 4 janvier 1993, au plus tard.

Concours de recrutement d'interprètes de langue française
Section de recrutement du Personnel
Bureau 302
Office des Nations Unies à Genève
CH-1211 Genève 10, Suisse

RECRUTEMENTS INTERNATIONAUX

Le Monde

Avec 14 % de sa diffusion

1^{er} quotidien français à l'étranger

مكتبة ليد

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde ■ Mercredi 25 novembre 1992 33

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Gestion - Finance - Ressources Humaines - Juridique

Council of Europe
Conseil de l'Europe



Donnez une dimension européenne à votre carrière.
Rejoignez l'Europe des 27 à Strasbourg !

A moins de 35 ans, vous avez sanctionné vos études universitaires par un diplôme en droit (niveau maîtrise minimum) permettant l'accès, soit sur titre, soit par voie de concours, aux emplois de la catégorie supérieure de l'administration nationale de l'Etat membre dont vous êtes ressortissant. Vous justifiez d'une première expérience professionnelle acquise, si possible, dans le domaine juridique ou dans l'administration judiciaire. Chargé d'assister le Greffier dans l'accomplissement de tâches à caractère juridique ou administratif,

vous assurez notamment le dépouillement de documents, la rédaction d'avant-projets d'arrêts et de résumés des affaires, celle de procès-verbaux, de notes et de correspondance. Vous effectuez, d'autre part, des recherches relatives aux droits de l'homme en droit international et interne, et préparez les réunions de la Cour plénière, des Chambres ou des groupes de travail. Pour réussir dans cette fonction, une excellente connaissance du français et une réelle aptitude à rédiger avec clarté et précision des textes juridiques dans cette langue

sont indispensables, de même qu'une bonne connaissance de l'anglais. La pratique d'autres langues européennes et celle de l'outil informatique est souhaitable. Esprit d'initiative, sens de l'organisation et des responsabilités, discrétion sont vos meilleurs atouts pour vous épanouir au sein de notre organisme. Demandez le dossier de candidature ainsi que le formulaire officiel à retourner avant le 10 décembre 1992. Conseil de l'Europe, réf. 138/92, BP 431/RA, 67006 Strasbourg C.

Juristes H/F

Nous ouvrons à des ressortissants français et/ou turcs francophones répondant aux conditions énoncées, par voie de concours, des postes de juristes au Greffe de la Cour européenne des Droits de l'Homme.



Un métier d'avenir : la Gestion Actif-Passif

JEUNE FINANCIER



Aujourd'hui, nous renforçons notre structure gestion des risques de liquidité à moyen et long terme dans laquelle nous avons progressivement diversifié nos produits vers les inter-
C'est une activité technique à plein développement fera appel à des simulations à long terme.
Après la formation supérieure -Ecole d'Ingénieur-, vous possédez une excellente connaissance des mathématiques financières et une bonne maîtrise de la micro-informatique.
Merci de nous adresser votre candidature : lettre manuscrite, CV et photo.
Crédit National, Département Ressources Humaines - 45, rue Saint-Dominique 75007 Paris.

CARRIÈRES INTERNATIONALES

Postes basés à l'étranger

Au sein de notre groupe agro-alimentaire international, nous exprimons par nos savoir-faire, la qualité, la productivité et la rentabilité, la transformation de nos premières.
Auprès de notre Directeur Technique, nous créons un poste de

Chef de Production Italie du Nord

Formation INGENIEUR I.A. (ENSIA...), confortée par une expérience plus de 5 ans, en fabrication, dans la biotechnologie ou tout autre secteur de pointe de l'agro-alimentaire.

Au regard du plan de charge, il assume la responsabilité globale de la production, sous l'exigence de la qualité, la recherche constante de l'optimisation de la productivité, dans le respect des équilibres de gestion. Pour exercer cette responsabilité, nous recherchons un homme d'action et de dialogue, rigoureux dans sa démarche, à l'écoute des besoins de la clientèle et convaincu de la nécessité d'une bonne harmonisation du travail d'équipe.

Pratique de la langue italienne exigée.

CV + photo + sous réf. 698/LM à J.M. CLOAREC - ACP 1, rue St Marc - 29000 QUIMPER Tél. : 98.53.50.51.



FRANCE TELECOM
UN AVENIR D'AVANCE

JURISTES

Droit des affaires

Réf. AF/LM

Vous prenez en charge les questions commerciales et droit de la concurrence. A ce titre, vous assistez les services opérationnels dans la rédaction et la mise au point des contrats, le montage juridique d'opérations spécifiques (sociétés, exemple).

A 30 ans environ, diplômé d'un 3e cycle en droit des affaires, vous justifiez d'une première expérience réussie dans le service juridique d'une entreprise ; la connaissance de l'anglais et de la micro-informatique serait appréciée.

Droit privé

Réf. DP/LM

Vous prenez en charge les questions liées aux activités commerciales de FRANCE TELECOM. A ce titre, vous assistez les services opérationnels dans la rédaction et la mise au point des contrats, le montage juridique d'opérations spécifiques (sociétés, exemple).

A 30 ans environ, diplômé d'un 3e cycle en droit privé, vous justifiez d'une première expérience dans un cabinet d'avocat, d'avoué ou de conseil ; la connaissance de l'anglais et de la micro-informatique serait appréciée.

Les deux postes sont basés à Paris.

Vous êtes prêts à investir dans un Groupe plein d'avenir, à larges perspectives d'évolution de carrière.

Merci d'adresser, sous référence concernée, lettre manuscrite, CV, précisant la rémunération actuelle, à :

SM Conseil
RUE TREILHARD, 75008 PARIS

36 15
LM

3615 LM vous permet de consulter un mois d'offres d'emploi parues dans *Le Monde*. Les annonces présentes sur 3615 LM sont mises à jour quotidiennement.

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 15 LM

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Important établissement financier recherche dans le cadre de son développement, un

RESPONSABLE DE L'ORGANISATION

Assisté par une petite équipe, vous serez rattaché au Secrétariat Général composé de la planification, du contrôle de gestion, de la comptabilité, de l'informatique et du traitement des opérations bancaires.

Interlocuteur des cabinets de conseil externe, vous serez impliqué sur les projets informatiques, vous veillerez à la cohérence de leurs interventions et à la fonction de la stratégie de la banque.

Vous serez également la réflexion en matière de procédures et vous serez impliqué dans leur mise à jour et leur amélioration.

De plus, à la demande de la Direction Générale, vous réaliserez des études d'opportunité ou des missions ponctuelles d'organisation.

Diplômé d'études supérieures, vous avez une expérience professionnelle d'au moins 10 ans, acquise essentiellement au sein d'un cabinet de conseil. Une expérience du milieu bancaire serait un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous la réf. **EM 42** à **CARRE TURENNE** - 129, rue de Turenne 75003 Paris qui transmettra.

Directeur des Ressources Humaines, ciblez vos ambitions.

Groupe International de 17 000 personnes, numéro un européen dans le domaine des armements, nous élargissons notre stratégie industrielle en développant la diversification dans les domaines de l'informatique industrielle, l'électronique et la mécanique de pointe. Créée récemment, la Branche d'activité qui pilote cette diversification représente aujourd'hui un effectif de 2 000 salariés répartis sur huit sites industriels.

Homme de management et de dialogue, vous devrez :

- mettre en place un réseau Ressources Humaines.
- organiser la fonction Ressources Humaines de la branche.
- développer le dialogue social et la communication interne de la Branche.

Vous reporterez directement au Directeur de la Branche, dans le cadre de la politique de la Direction Centrale des Ressources Humaines du Groupe. Poste basé à Versailles / Satory.

A 40 ans environ, si votre expérience professionnelle dans le domaine RH vous a conduit à un poste similaire, envoyez-nous votre dossier de candidature **C.V.** : GIAT Industries - 13, route de la Milieu 78034 Versailles cedex.



La maîtrise des systèmes de haute mécanique.

Grand groupe industriel ayant des réseaux de concessionnaires exclusifs recherche un

Juriste

Paris

Au sein de la Direction des affaires juridiques, vous interviendrez principalement sur les dossiers concernant les réseaux de distribution (nominations, contentieux, résiliations, conseils, etc...) et vous serez en relation avec les réseaux du groupe.

A 28/30 ans, diplômé d'un DEA, DESS, DJCE... vous justifiez impérativement de 3/4 ans d'expérience du droit des affaires comportant une pratique significative du droit de la concession automobile. du

contentieux du droit de la concurrence en général. Dynamique, aimant les contacts, vous souhaitez vous investir dans un groupe offrant de réelles perspectives de carrière. L'anglais est un atout supplémentaire.

Contacter Christophe Duchatellier au (1) 45.53.26.26 ou adresser CV + photo + n° tél. + lettre manuscrite + rémunération actuelle à **Michael Page Tax & Legal**, 30 bis, rue Spontini 75116 PARIS, réf. CD7874MO.



Michael Page Tax & Legal

Spécialiste Juridique

Gestionnaire de Portefeuille Titres

Lille

Banque filiale d'un groupe anglo-saxon, nous recherchons un gestionnaire de portefeuille pour notre centre de gestion à Lille.

Responsable de la gestion directe du portefeuille titres actions et obligations pour le compte de clients, mandat de gestion, vous appliquerez, pour votre clientèle, la politique de gestion émanant du siège et développerez activement votre portefeuille.

A 35 ans environ, formation supérieure, vous possédez une expérience réussie de la fonction acquise au sein d'un établissement bancaire ou financier. Spécialiste de la bourse et des valeurs mobilières, vous présentez également d'excellentes qualités commerciales.

La structure de la banque et le développement nous permettront d'offrir aux candidats une valeur et des opportunités d'évolution.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + CV + prétentions) Réf. 104 à notre conseil - ORBE 41, avenue George V - 75008 PARIS, qui l'étudiera dans toute confidentialité.

ORBE

RESPONSABLE DE GESTION DE PERSONNEL

TRANSPAC, Opérateur de Réseaux et de Systèmes de Communication, recherche pour sa filiale spécialisée en radiotransmission de données basée à PARIS un Responsable de Gestion de Personnel.

Au sein de la Direction Administrative et Financière, vous assurerez la gestion administrative d'un personnel de 100 personnes, animeriez et superviserez la paie dans un environnement informatisé.

Vous serez responsable de l'application de la législation sociale en vigueur et apporterez votre soutien au Directeur Administratif et Financier dans l'animation des institutions représentatives et les négociations avec les partenaires sociaux. Ce poste comportera pendant 3 années une contribution importante aux actions de formation.

De formation supérieure, vous possédez une expérience dans un poste similaire d'au moins 3 ans ainsi qu'une bonne connaissance des outils informatiques (logiciels de paie, tableurs).

Adressez CV, photo et prétentions sous réf. **AM/07** à : **TRANSPAC** - DPRH - Tour Maine Montparnasse 33, avenue du Maine - 75755 PARIS CEDEX 15.

TRANSPAC est une filiale de **COGECOM** (Groupe **FRANCE TELECOM**).

TRANSPAC

un élan pour vos compétences

RECRUTEMENT BILANS DE CARRIÈRE OUTPLACEMENT

Une expertise en management et développement des Ressources Humaines, depuis 10 ans le partenaire Conseil d'entreprises à dimension internationale.

CONSULTANTS FREE-LANCE

Vous êtes un professionnel confirmé dans l'un de nos domaines d'activité; vous avez l'expérience des contacts à haut niveau. Vous interviendrez en appui des équipes dans le cadre de missions à Paris ou en province.

Rencontrons-nous. Pour cela, merci d'adresser votre dossier de candidature, la référence **CE/1192**, à

ADCOM 32, Pierret - 92200 Nanterre-sur-Seine

مكتبة الأمل

Juriste contrats publics

 *Norman Parsons*
GROUPE ROBERT HALF

JURISTE - FISCALISTE

Télécommunications - Basé à Paris

Merci d'adresser votre candidature (lettre + CV) ■ SAGE S.A. -
11, rue du Temple - 1530 PAYERNE - SUISSE - Fax: 411 37 43 94

Merci d'adresser votre candidature (lettre + CV) ■ SAGE S.A. -
11, rue du Temple - 1530 PAYERNE - SUISSE - Fax: 411 37 43 94

CONTRÔLEUR DE GESTION/PRODUCTION

**GRAND GROUPE
INDUSTRIEL
INTERNATIONAL**
(42 MF de CA)
Leader
européen dans
son domaine
d'activité
recherche

Pour ce [REDACTED] en RÉGION PARISIENNE, [REDACTED] [REDACTED]
votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous
[REDACTED] A21117 à notre Conseil madame FAVEREAU - 52, rue
de la Fédération - 75015 PARIS.

LE MONDE DES COMMERCIAUX

MICHAEL PAGE MARKETING

71, rue d'Auteuil
75016 Paris

LE MONDE DES CADRES

CHARGE DE MISSION

— H/F —

Ingenieur de formation, vous êtes, à 33 ans environ, riche d'une expérience industrielle internationale.

Vous connaissez les techniques du rapprochement d'entreprises.

L'esprit de synthèse, le sens de la communication, de l'organisation, une aisance relationnelle et le goût du travail en équipe vous caractérisent.

Vous êtes disponible immédiatement pour un contrat à durée indéterminée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous la réf. 241192 à Ch. LEMOINE - 1, rue des Croix de Pierre 78760 Les Mousseaux de Yverville-Pontchartrain.



INGÉNIEUR ECONOMIE DES TRANSPORTS

Diplômé d'une grande école (Ponts, Mines, Centrale E.S.T.P. etc.), vous avez une spécialisation en formation complémentaire en ingénierie appliquée aux transports.

Développement d'outils pour le traitement de données sur les transports et pour la simulation des déplacements urbains.

De solides connaissances en informatique (modélisation et traitement de données) sont indispensables.

Expérience de quelques années professionnelles. Poste impliquant le sens du concret et des responsabilités à haut niveau.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous 44997 à OPAA - 2, rue Merengo 75001 PARIS, qui transmettra.

Notre groupe industriel de dimension internationale (7 000 personnes, 4,7 milliards de CA) appuie son dynamisme sur un potentiel technique et humain de premier plan. Vous rejoindrez l'équipe "Finances et participations" intégrée à la Direction Financière du groupe.

Chargé d'affaires expérimenté

Vous contribuez par votre professionnalisme au développement externe de notre groupe. Interface entre la Direction Générale et les Divisions, vous assurez une double mission :

- participer activement aux négociations d'affaires après avoir constitué des dossiers et réalisé des études financières et juridiques complètes ;
- assurer le contrôle et le suivi des filiales par des audits financiers, économiques et commerciaux réguliers pour élaborer des comptes rendus d'activités et des analyses stratégiques.

30 ans environ, de formation grande

école d'ingénieurs (X, Centrale, Mines) ou gestion (HEC, ESSEC, IEP Eco-R), si possible complétée par une formation juridique, vous avez 3 ans d'expérience en analyse financière acquise en banque, cabinet d'audit et/ou en entreprise. Une personnalité forte, ouverte, communicative, vous rendra apte à gagner des responsabilités dans notre groupe.

Adressez votre dossier de candidature (lettre, CV, photo, prétentions), sous réf. 38322, à Media-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

Etudiants GRANDES ECOLES

notre numéro
(1) 42 27 40 27

NOTRE AGENCE DE PUBLICITE PROPOSE A DES ETUDIANTS D'ECOLIS DE COMMERCE ET DE GESTION (HEC, ESSEC, ESCP SCIENCES PO, ...) DE PARTICIPER A UNE REUNION POUR DES TESTS DE CAMPAGNES LE JEUDI 26 NOVEMBRE A 17 HEURES. MERCI D'APPELER LE 42.27.40.27 DE 9 H 00 A 13 H 00 ET DE 14 H 00 A 19 H 00.

Radio France Internationale ■ développe

Première radio francophone au monde, Radio France Internationale entame une nouvelle phase de son développement avec une diversification de ses émissions en langues étrangères pour cela.

Radio France Internationale RECRUTE DE JEUNES JOURNALISTES DIPLOMES PARFAITEMENT BILINGUES

- pour ses émissions en langue lao à destination du Laos et de l'Asie du Sud-Est ;
- pour ses émissions en langue khmère à destination du Cambodge et de l'Asie du Sud-Est.

Outre une excellente connaissance de la vie culturelle et politique française et des pays destinataires des émissions, l'activité nécessite la pratique de la dactylographie et éventuellement des langues d'origine. Une expérience radio est souhaitée.

Connaissance française ou en règle vis-à-vis de la législation en vigueur. Adressez votre lettre manuscrite, CV et prétentions à :

Radio France Internationale
Service du Personnel
Pièce 6627
116, avenue du Président-Kennedy
75016 PARIS



RADIO FRANCE INTERNATIONALE

FAITES PARLER LES CHIFFRES

On ne devient pas le premier groupe mondial de presse et d'édition par hasard. C'est parce que nous avons su innover dans les techniques statistiques et les typologies comportementales que nous sommes toujours les leaders en marketing direct.

Au sein de notre équipe Etudes et Recherche Marketing, vous jouez un rôle clé. En relation étroite avec nos chefs de produit, vous effectuerez des études sur les "clients clients" afin d'améliorer le ciblage de nos mailings et d'élaborer la stratégie marketing.

Vous avez une formation universitaire typée DESS en Démographie, en Statistiques ou en Marketing et une première expérience qui vous permet de parfaitement maîtriser les techniques quantitatives. Technicien accompli, c'est votre sensibilité sociologique et votre créativité qui feront la différence. Le contexte international valorisera la pratique de l'anglais.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV et photo à Francine JAVOY, Sélection du Reader's Digest, 1 & 7 avenue Louis Pasteur, 92220 Bagneux.



UNE REUSSITE MONDIALE EXEMPLAIRE

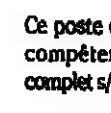
Au plan européen, coordonner la conception, l'installation, le suivi de notre nouveau système d'information et technologie.

Leader européen dans la production de Noir de Carbone, filiale d'un groupe international U.S., nous préparons l'installation d'un futur système d'information au siège européen à LUXEMBOURG (92), puis sur chacun de nos sept sites industriels. C'est dans ce contexte que notre Directeur M.I.S. Europe recherche son bras droit. Manager et Coordinateur de l'ensemble des projets à envergure européenne.

CONSULTANT INTERNE H/F

anticipant et gérant les ruptures liées aux changements, assister des experts internes et externes, vous prendrez en compte les données organisationnelles, technologiques, humaines dans le respect des budgets et délais, garantissant ainsi l'adhésion de tous aux nouvelles technologies et la réussite des projets. Après six mois vous serez intégralement responsable, au plan I.T., du projet système financier (10 entités juridiques, 8 pays, 6 langues).

A 30 ans environ, de formation supérieure, vous êtes consultant depuis au moins quatre ans, intervenant dans un Cabinet international spécialisé, donc rompu à de hautes exigences. ANGLAIS impératif AS 400 : un atout. De fréquents déplacements en Europe sont à prévoir.



Ce poste clé à facettes multiples en I.T. correspond à vos compétences et à notre politique d'adresser l'excellence à son meilleur. Complémentarité et confidentialité.


11 rue Saint-Lazare - 75001 PARIS

Handwritten note: *Handwritten text in Arabic script.*

Handwritten signature or stamp at the top of the page.

REPRODUCTION INTERDITE

SECTEURS PUBLIC ET ASSOCIATIF



MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE L'INTÉGRATION
MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE L'ACTION HUMANITAIRE

RECRUTENT

DES MÉDECINS INSPECTEURS DE SANTÉ PUBLIQUE

Deux concours sont ouverts :

- 1) Pour 35 postes aux candidats âgés de moins de 45 ans au 1^{er} janvier 1993 (limite d'âge reculée aux dispositions en vigueur), titulaires de l'un des diplômes exigés pour l'exercice de la profession de médecin et possédant en outre l'un des diplômes suivants :
 - DES diplôme communautaire et sociale ;
 - DES diplôme de santé publique et médecine sociale ;
 - DES diplôme de santé publique ;
 - Diplôme, certificat ou autre titre délivré par un État membre des Communautés européennes.
- 2) Pour 11 postes aux médecins fonctionnaires et agents de l'État ou des collectivités territoriales ou des établissements publics qui en dépendent ainsi qu'aux médecins en fonction dans une organisation internationale intergouvernementale.

En l'absence des diplômes requis, les candidats doivent justifier d'une expérience équivalente.

DATE DES CONCOURS : 22 et 23 février 1993
CLOTURE DES INSCRIPTIONS : 7 janvier 1993

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS :
MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE L'INTÉGRATION
ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE L'ACTION HUMANITAIRE

Direction : Direction générale, du personnel et du budget
Sous-direction : Direction générale, de la formation et de l'action sociale - Bureau FGS
1, place de Fontenoy - 75350 PARIS 07 SP - Tél. : 40-56-55-89 ou 40-56-55-85

Vous aussi, agissez au cœur de l'emploi.


Devenez administrateur au Département Juridique de l'ANPE.

L'Agence Nationale Pour l'Emploi est un interlocuteur privilégié pour les entreprises et les demandeurs d'emploi. Vous aussi, agissez au cœur de l'emploi. Dans le cadre du renforcement des moyens, l'ANPE recrute par concours pour son département juridique.

Votre formation en droit (Bac + 4 exigé) vous permettra de traiter des dossiers diversifiés : réglementation relative aux demandeurs d'emploi, contentieux, relations contractuelles avec les tiers, en jeu la responsabilité. Grâce à votre ouverture d'esprit, vous saurez aborder les aspects des dossiers.

Pour ces postes basés à Noisy-le-Grand (93), vous êtes âgé(e) de plus de 18 ans et ressortissant(e) de la CEE. Retirez votre dossier d'inscription à l'ANPE la plus proche de votre domicile et renvoyez-le avant le 9 décembre 92, le cachet de la poste faisant foi.


CONCOURS LES 16 ET 17 DECEMBRE



OFFICE DEPARTEMENTAL DES H.L.M. DE LA SARTHE

12 000 logements
Evolution souhaitée vers un OPAC
recherche son

DIRECTEUR GENERAL



Président, mission globale

MANAGEMENT

- Coordonner une équipe de 9 Cadres
- Animer 200 Agents
- Poursuivre l'action participative du Personnel (en suivant les groupes de réflexion).

POLITIQUE D'ENTREPRISE


- Conduire la transformation de l'OPAC.
- Définir et proposer la politique générale et sa mise en œuvre.
- Progresser dans l'amélioration des services aux usagers.
- Renforcer les relations et les actions avec nos partenaires locaux, régionaux et nationaux.
- Evoluer dans une dynamique de communication.

GESTION

Collaborer avec le Directeur Financier à l'élaboration du budget, et au suivi de ses dépenses. Assurer le maintien de notre volonté d'anticipation (plans de bord, etc.).

Cette fonction exige une expérience de 5 années minimum dans une fonction similaire, dans le secteur privé ou public, des qualités d'organisation et de communication, et un intérêt marqué pour le management participatif.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V., photo et références) à : ATLANTIC RECRUTEMENT - P. LECLAIR - 53, rue de la République - 72000 LE MANS



Saint-Quentin-en-Yvelines

En 1993, Saint-Quentin-en-Yvelines inaugurera sur 5000 m², la plus grande médiathèque d'Ile-de-France. Pour ce projet ambitieux, la Ville de Saint-Quentin-en-Yvelines recherche des hommes et des femmes de talent, organisés et imaginatifs. Rejoignez-nous !

ASSISTANTS QUALIFIES ET ASSISTANTS DE CONSERVATION FORMATHEQUE

de formation BAC à BAC +2

BIBLIOTHECAIRE RESPONSABLE SECTEUR ADULTES

de formation minimum BAC +3

AGENT DU PATRIMOINE VIDEOTHEQUE


de formation BAC à BAC +2

Adressez votre dossier de candidature : lettre manuscrite et CV, en précisant le poste choisi à Monsieur le Président du SAN - BP 46 - 78185 Saint-Quentin-en-Yvelines Cedex.


La Ville Nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines

Carrière

36 15



3615 LM vous permet de consulter un mois d'offres d'emploi parues dans *Le Monde*. Les annonces présentes sur 3615 LM sont mises à jour quotidiennement.



DISTRICT DE L'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER (Hérault)

320.000 habitants recrute

ADMINISTRATEUR TERRITORIAL

Vous serez chargé de la Direction des Ressources Communes comprenant les Ressources Financières, les Ressources Humaines, l'Administration Générale et l'Informatique.


Vous aurez pour vocation d'être l'adjoint du Directeur Général.

Recrutement selon les conditions statutaires.

Expérience éprouvée exigée.

Poste à pourvoir immédiatement.

Envoyez lettre, curriculum-vitae et photo à M^r le Président du District Montpellier District
14, rue Marcel de Serres
BP 2116
34000 MONTPELLIER CEDEX



LE DEPARTEMENT D'ESSONNE

RESPONSABLE DU SERVICE DES MARCHES

Poste d'emploi des Attachés

Le Département d'Essonne recherche un Responsable du Service des Marchés pour le service des marchés de l'Etat et des collectivités locales.

Le titulaire de ce poste sera chargé de l'élaboration, de la mise en œuvre et du suivi des marchés de l'Etat et des collectivités locales.

Le titulaire de ce poste devra être titulaire d'un diplôme de niveau BAC + 4 ou équivalent, avoir une expérience de 5 années minimum dans une fonction similaire, dans le secteur public ou privé, et posséder des qualités d'organisation et de communication.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V., photo et références) à : M^r le Président du Département d'Essonne - 1, rue de la République - 91000 EVRY-COURCOURONNES



VILLENEUVE D'ASCQ

DIRECTEUR DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Attaché principal ou Directeur, vous avez vocation ou exercez déjà des fonctions de Directeur Adjoint. Votre expérience dans un domaine similaire, renforcée par des connaissances juridiques et économiques validées par un diplôme d'enseignement supérieur, vous permettront de mener à bien les missions de développement économique de la Communauté Urbaine de Villeneuve d'Ascq.

Vous participerez à la mise en œuvre des projets de développement économique de la Communauté Urbaine de Villeneuve d'Ascq, en collaboration avec les partenaires institutionnels (Communauté Urbaine, Chambre de Commerce et d'Industrie).

Votre rémunération statutaire sera complétée par une prime mensuelle, un intéressement et un bonus.

CHARGE DE MISSION DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Vous serez chargé de la mise en œuvre des stratégies de développement. Dans ce cadre, vous participerez à l'implantation de nouvelles entreprises sur le territoire de la Communauté Urbaine de Villeneuve d'Ascq, à la mise en œuvre de projets de développement économique, à la gestion des dossiers, à la communication, à la gestion immobilière, et au suivi des entreprises Technoval.

Vous avez une expérience significative en entreprise privée, vous avez une formation supérieure en économie.

La rémunération annuelle brute de cet emploi contractuel s'établit à 144 K€ + primes.

Envoyez votre candidature (lettre + CV + photo) en précisant le poste à Monsieur le Maire, à l'attention de Fabrice Bouchon, 18 rue de la République - 59652 VILLENEUVE D'ASCQ Cedex.

Nous traiterons confidentiellement votre candidature.



SECTEURS PUBLIC ET ASSOCIATIF

CNFT
CENTRE NATIONAL DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

recrute par voie de mutation ou de détachement pour le Service des Finances (Paris)
RESPONSABLE DU SECTEUR MANDATEMENT
Centre d'implant des filiales

Vous aimez une parfaite connaissance de la fonction publique territoriale, il de solides compétences en matière de comptabilité publique, de fonctionnement des règles d'urgence, d'information, de maintenance et de réglementation des pannes justifiées.

Appliqués à votre savoir-faire, vos qualités personnelles : esprit d'initiative, énergie, sens des responsabilités, de l'organisation et des relations humaines, disponibilité, vous permettront de mener à bien votre mission d'implantation et de coordination d'une équipe, ainsi que votre mission d'interface entre les différentes directions et le comptable. Dans le cadre de cette fonction, vous serez amené à intervenir sur différents chantiers par les services, en fonction de questions en question.

Recrutement selon conditions suivantes :

Merci d'adresser candidature manuscrite CV et photo à :
M. le Directeur, Service des Finances, Centre National de la Fonction Publique Territoriale, 26 rue de la République, 75001 Paris.

11.000 HABITANTS - BANLIEUE OUEST - RER 15 MN ■ L'ETOILE ■ RECRUTE

ATTACHE POUR LE SERVICE HABITAT-LOGEMENT

Vous assisterez le Directeur et vous aurez pour mission d'accueillir, d'informer et d'intervenir en qualité de médiateur auprès de la population, dans le cadre de ses rapports locatifs. Votre poste pourra, à terme, évoluer vers un poste de Directeur Adjoint.

Juriste, vous êtes titulaire d'un Bac + 3 spécialité droit immobilier, vous possédez obligatoirement une expérience en matière de logement social (secteur H.L.M.).

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV à :
M. le Maire, Service du Personnel, Mairie de Rueil-Malmaison,
11 bd du Maréchal Foch, 92501 RUEIL-MALMAISON cedex

CONSEIL GENERAL DES PYRENEES ATLANTIQUES

CADRE A du CONTRÔLE
Pour la Direction des Services Financiers

LE CONSEIL REGIONAL DE BOURGOGNE
RECRUTE DE TOUTE URGENCE SON

DIRECTEUR DES AFFAIRES FINANCIERES ET MOYENS GENERAUX

Dynamique, de formation supérieure, vous connaissez l'administration territoriale, vous êtes intéressé par l'évolution de son fonctionnement, et vous avez de réelles aptitudes à la négociation et à la communication ainsi qu'un travail en sein d'une équipe. Vous aurez en charge :

LES AFFAIRES FINANCIERES :
■ ou Directeur Général des services, vous animeriez une équipe de 18 personnes comprenant une cellule "réglement des marchés publics".
Vous serez chargé :
- de l'élaboration et de la préparation des budgets, d'études prospectives et de programmation pluriannuelle sur les budgets
- de la gestion financière (gestion des emprunts, gestion active de la dette, gestion de trésorerie),
- du suivi des subventions et de la comptabilité de programmes,
- de la mise en place de tableaux de bord financiers et du contrôle de gestion.

LES MOYENS GENERAUX
Vous superviserez et coordonnerez les activités des services de l'administration générale et de l'informatique placés sous l'autorité d'un chef de service.

Recrutement selon conditions suivantes :

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo à :
M. le Président du Conseil Régional, Direction Générale des Services, 17 rue de la République, 21002 DIJON CEDEX.

Ville de **SEVRES** Hauts de Seine ■ 22.000 Habitants ■ RECRUTE

RESPONSABLE DES SERVICES FINANCIERS

Vous serez chargé(e) :

- de la direction des services financiers comprenant les secteurs finances - service économique et achats,
- de la mise en œuvre opérationnelle de la comptabilité analytique et du contrôle de gestion.

Agé(e) de 25/40 ans, vous avez une formation supérieure de niveau Bac + 4 et justifiez d'une expérience dans le domaine financier.

Rémunération de début de carrière : 113.000 F + 13 mois + prime d'ancienneté.

Adressez lettre de candidature, CV et photo à M. le Maire, BP 76, 92311 SEVRES CEDEX avant le 11 décembre 1992.

LE MONDE DES COMMERCIAUX

Participez au développement des marchés grand export !

Chef de zone produits grand public

VMC
1 Md de F de CA
dont 36 % à l'export. Leader sur les marchés de l'emballage alimentaire en verre et des bocaux pour conserves (Le Parfait). VMC est aussi un acteur crédible et dynamique dans le domaine de la verrerie de table.

Directement rattaché au Directeur Commercial Produits Grand Public (verrerie de table...), vous développerez les ventes auprès des Distributeurs et Importateurs locaux en vous appuyant sur un réseau d'agents que vous animerez. Vous travaillerez en collaboration étroite avec les services marketing notamment pour le lancement de gammes de produits et la mise en place d'opérations de promotion adaptées à ces produits.

Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce avec une première expérience, vous avez acquis une bonne culture internationale et parlez couramment l'anglais et l'espagnol.

Pour ce poste exigeant fort relationnel, grande autonomie et ouvrant sur des responsabilités plus larges au sein du Groupe, merci d'adresser votre candidature, sous réf. 132 M2, à Hervé et Millet Conseil, 56 rue de Passy, 75016 Paris.

UR. COMMERCIAL SENIOR

Vous possédez une expérience confirmée dans la vente de produits scientifiques, auprès de clients comptes français et internationaux.

La connaissance de ventes directes et/ou de création-animation de réseau à l'export dans les produits high-tech serait un plus apprécié.

DE MARKETING RATIONNEL

De formation supérieure, vous avez acquis une expérience dans les produits high-tech, de leur mode de distribution. Votre dynamisme et votre professionnalisme vous permettront de participer de façon opérationnelle à l'évolution de l'entreprise et de ses produits.

INGENIEUR ET FORMATION

Interface privilégiée entre nos clients, que vous conseillez et formez, et notre service R&D, vous développerez l'ensemble des supports de formation et de suivi des sites.

De formation ingénieur, vous possédez un sens pédagogique et vous êtes soucieux de développer un centre de compétences.

Des postes évolutifs, basés à Paris, nécessiteront de nombreux déplacements en France et à l'étranger.

Anglais impératif, seconde langue appréciée.

Merci d'adresser vos candidatures (courrier, réquisit, CV et prétentions) à ARCHIMEL - Lydia Chénik - 24, boulevard de l'Hôpital - 75005 Paris.

Ingénieurs commerciaux

Concept
Spécialiste de la gestion informatisée, CONCEPT propose aux grandes entreprises et aux groupes des solutions autour de logiciels dans les domaines de la finance, de la comptabilité et de la gestion.

Pour Paris et les régions : Nord, Rhône-Alpes, Sud-Ouest, nous recherchons des ingénieurs commerciaux.

Savoir vendre et développer son CA sont des évidences bien sûr, mais devenir un commercial émérite chez CONCEPT, le n°1 de la gestion informatisée, tel est le défi que nous vous proposons.

De formation supérieure de type ESC ou équivalent (Bac + 4), vous disposez d'une première expérience d'environ 3 ans dans la vente de logiciels de gestion ou de prestations de services.

Pour nous rejoindre, merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. CM/1192, à Annick Gruau, Concept, 14-16 boulevard de Douaumont, 75017 Paris.

Rejoignant avec...
RESPONDANT
ématique "J..."
de Direction Com...

Respons Service

Respons

BT

Ingén

مكتبة

REPRODUCTION INTERDITE

SECTEURS DE POINTE

Production - Informatique - Haute Technologie

Jouez gagnant avec nous !

CORRESPONDANT informatique "junior" pour notre Direction Commerciale

Dans le cadre de notre stratégie commerciale, nous consolidons les liens avec notre réseau de vente et mettons en place une analyse précise des résultats commerciaux. C'est dans cet esprit que nous renforçons notre département Ventes et créons un poste de correspondant informatique junior.

Vous aurez pour mission de participer à l'organisation et la conception des outils informatiques destinés à optimiser les flux d'informations issus de notre réseau de vente. En liaison étroite avec notre Direction Informatique, vous assurerez les connexions avec nos unités centrales et serez chargé d'administrer notre réseau.

De formation supérieure (MAGE - Ecole de Commerce), vous avez acquis une première expérience de la conception et de la conduite de projets, de préférence dans le domaine de la distribution ou des produits Grand Public. Vous souhaitez désormais dépasser la technique pour évoluer, à terme, vers une fonction commerciale ou marketing, c'est ce que nous vous proposons. Poste basé à Neuilly sur Seine.

LA
FRANÇAISE
DES
JEUX

Merci d'adresser lettre, cv et photo sous
réf. 12/954 à BERNARD JULHET - 7983 rue
Baudin - 92309 Levallois Perret Cedex.

Ingénieurs

Devenez des architectes bâtisseurs en systèmes informatiques

A l'avant-garde des technologies, le Groupe STERIA (2 100 personnes, CA 1 020 MF) a acquis depuis 20 ans un savoir-faire reconnu dans l'ingénierie de systèmes informatiques.

Au sein de notre branche BANQUE et FINANCE, vous participerez au développement de grands projets en informatique bancaire.

Diplômé d'une école d'ingénieurs, vous avez une expérience réussie de 2 à 4 ans en environnements : IBM - PACBASE ou DEC - RDB - ACMS.

Votre goût du challenge, votre sens du service associés à votre esprit d'équipe, vous permettront de devenir "architecte bâtisseur" dans un groupe aux grandes ambitions.

Merci d'adresser votre candidature,
sous référence I/LM,
à STERIA, Catherine Franc,
147 rue de Courcelles,
75017 Paris.

steria
la fibre informatique

Une carrière
de qualité,
un environnement
préservé

Ingénieur Chimiste h/f

De formation Ingénieur ou Bac+5 Chimie, vous justifiez de deux ans d'expérience. Vous avez la maîtrise de la spectrométrie de masse et des connaissances en chimie des macromolécules : modification cellulosique et matières plastiques - polymérisation. Anglais courant.

Au sein d'un laboratoire de chimie de 6 personnes, vous aurez pour missions :

- le développement de prestations analytiques en GC/MS.
- la recherche et la mise au point de nouveaux matériaux composites à base de bois.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à
CTBA - Service Ressources
Humaines - 10, av. de
St-Mandé 75012 PARIS.

CTBA

BT est un des plus grands opérateurs de TELECOMMUNICATIONS dans le monde. Notre envergure internationale nous permet d'offrir aux grandes entreprises des solutions globales.

Dans le cadre de notre développement et afin de mieux répondre encore aux attentes de nos clients, nous créons pour notre département Customer Services EUROPE, les postes de :

Responsable du Département Services Clients

Votre mission : Manager opérationnel d'une équipe de Responsables Services Clients, vous avez la responsabilité de la mise en œuvre et du respect de nos engagements contractuels quant aux services qui leur sont dus, et ceci sur l'ensemble de nos familles de produits.

Votre profil : Environ 35 ans, de formation Ingénieur Télécom, vous avez développé une expérience d'au moins 8 ans dont 5 en environnement international dans le management opérationnel d'une équipe chez un constructeur ou dans une SSII avec de fortes compétences dans les solutions Réseaux.

Responsables Services Clients

Votre mission : En coordination avec votre Responsable de Département, vous avez la responsabilité de certains comptes et veillerez à les servir (après vente) dans une approche qualité en mobilisant toutes les ressources internes nécessaires.

Votre profil : Environ 30 ans, de formation Ingénieur Télécom, vous avez une expérience de 5 ans chez un constructeur ou une SSII, avec une grande maîtrise des solutions Réseaux chez vos clients.

Pour ces 2 types de postes, à créer, une formation à nos familles de produits est assurée notamment à Londres. Quelques déplacements de courte durée sont à prévoir. Vos qualités relationnelles, votre sens du service et votre rigueur vous permettront d'évoluer avec notre groupe.

Adresser C.V. + photo sous réf. 667015 à préciser sur la lettre et sur l'enveloppe à MERCURI URVAL 95, avenue Victor Hugo 92800 RUEIL MALMAISON.

BT

Ingénieurs électroniciens

Nous sommes une société française bien implantée sur des marchés porteurs, spécialiste dans la conception et la fabrication de matériel de radiotéléphonie, de télécommunications et de télématique.

BORDEAUX

Débutant ou avec une première expérience.

De formation grande école (ESE, ENST, ESIEE, ISEN, ENSERB...), vous prendrez en charge les études et la conception d'équipements de télécommunication et de télématique mettant en œuvre des micro-processeurs (notamment 68000 - 8051 - TMS 320CXX).

Nous vous offrons la possibilité :

- de travailler dans un contexte international.
- d'obtenir très rapidement des responsabilités de chef de projet.
- d'avoir une rémunération motivante.

Venez rejoindre notre équipe jeune et impliquée dans un environnement performant. Ce poste est basé dans notre unité de BORDEAUX (après une période de formation à Paris).

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 8865/M à CLERICULUM, 6 passage Lathuille 75018 PARIS qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DU SECTEUR TERTIAIRE dont le siège est à PARIS renforce ses structures afin de faire face à son expansion, et recherche un

Ingénieur bâtiment

Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur diplômé ayant de préférence quelques années d'expérience professionnelle dans le bâtiment.

Vous aimez les contacts à tous les niveaux, aussi bien dans l'entreprise qu'à l'extérieur, vous êtes un bon gestionnaire, vous êtes un négociateur et vous voulez vous intégrer à une équipe de valeur.

Merci d'envoyer votre C.V., photo récente et rémunération actuelle en précisant sur l'enveloppe la référence 4485, à VOG, 32 avenue Charles-de Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine qui transmettra.

Françoise Dissaux-Doutriaux et Isabelle Lindrec-Gros fondatrices de PERSONNA et KER CONSEIL ont le plaisir de vous annoncer la création du cabinet

K.P. Consultants
Ressources Humaines Hautes Technologies

87, rue de la Saussière 92100 Boulogne
Téléphone 46 03 70 37 - Télécopieur 46 03 32 97

Reine-Marie Halbout et Agnès Exbrayat-Mesnage qui ont développé leur professionnalisme au sein de CAP SESA SELECTION, les rejoignent pour s'associer à l'essor de cette nouvelle activité.

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 • 15 LM

SECTEURS DE POINTE

INGENIEUR COMMERCIAL

TRANSPAC, Opérateur de Réseaux et de Systèmes de Communication, recherche pour sa filiale spécialisée en Radio Transmission de Données, basée à PARIS 14ème un **Ingénieur Commercial** chargé de :

- assurer la prospection dans son secteur d'activité,
- mener la négociation jusqu'à signature du contrat, en collaboration éventuelle avec des partenaires tiers,
- traiter la partie commerciale des réponses aux Appels d'Offres,
- effectuer un reporting, fournir des prévisions de vente,
- animer des séminaires et conférences.

De formation Grande Ecole d'Ingénieur, vous avez une première expérience de la vente dans les réseaux de transmission de données et des couches applicatives.

Adressez CV, photo et prétentions, sous réf. **AM/06** à : **TRANSPAC** - DPRH - Tour Maine Montparnasse 33 avenue du Maine - 75755 PARIS CEDEX 15.

TRANSPAC est une filiale de COGECOM (Groupe FRANCE TELECOM).

TRANSPAC

un élan pour vos compétences

Nos hommes leurs

Groupe Pharmaceutique International parmi les leaders, **MARION MERRELL DOW** s'appuie sur ses associés pour réaliser sa Vision : devenir le meilleur groupe pharmaceutique mondial dans l'amélioration de la longévité et de la qualité de la vie humaine. En France, **MARION MERRELL DOW S.A.** recherche pour son siège social situé à Levallois-Perret (92) un(e) :

RESPONSABLE BUREAUTIQUE

Titulaire d'un BTS ou d'un DUT Informatique, vous apportez une expérience d'au moins 3 ans en entreprise, vous maîtrisez parfaitement les logiciels bureautiques courants (Windows, Word, Lotus...) et parlez couramment anglais.

Sous la supervision du Responsable des Services Généraux, vous aurez à administrer un parc informatique de 60 PC (+ périphériques), gérer un réseau local et assurer l'interface entre le site et le reste du réseau ou plan mondial.

Vos aptitudes relationnelles et votre sens du service feront la différence.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV et photo à : **MARION MERRELL DOW** - Ressources Humaines 130, rue Victor Hugo - 92300 LEVALLOIS PERRET



MARION MERRELL DOW

INDUSTRIE DE LA CHIMIE RÉGION LYONNAISE

Pour une structure à taille humaine mais filiale d'une importante entreprise industrielle française, nous recherchons :

RESPONSABLE DE PRODUCTION

Dans un contexte technologique en développement, vous prendrez en charge les responsabilités humaines, techniques et de gestion de l'un de nos ateliers (30 personnes).

Pour réussir dans cette fonction très opérationnelle qui vous amènera à faire évoluer tant les hommes que les installations, il vous faut de bonnes qualités de communication et d'animation d'équipe, le sens de la tech-

nique et de l'organisation. A 28/30 ans, ingénieur diplômé d'une école de chimie, vous avez acquis une première expérience de la fabrication, si possible dans le domaine du génie chimique.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV et prétentions), sous réf. 38386, à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

MEDIA PA à LILLE, ça déménage !

Nouvelle adresse, nouveaux locaux à partir du 1er Décembre 92



MEDIA PA

310, Boulevard Clémenceau - Immeuble NICKEL/BDDP 59700 MARCQ-EN-BARCEUL - Tél. : 20.98.00.08 - Fax : 20.89.10.38

36 15
LM

Déposez votre CV sur 3615 LM pour découvrir des annonces qui correspondent à votre profil.

INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION

ORSTOM

Recrute par voie de concours (femmes et hommes), pour ses programmes scientifiques en France et à l'étranger (toutes régions).

- 6 **INGÉNIEURS DE RECHERCHE** de 2^e classe (BAC + 6...),
- 15 **INGÉNIEURS D'ÉTUDES** de 2^e classe (BAC + 3, 4, 5...),
- 7 **ASSISTANTS INGÉNIEURS** (BAC + 2...),
- 9 **TECHNICIENS DE LA RECHERCHE** de 3^e classe (BAC...),
- 3 **ADJOINTS TECHNIQUES DE LA RECHERCHE** (BEP...),
- 4 **AGENTS TECHNIQUES DE LA RECHERCHE** (CAP, qualification professionnelle...),
- 1 **CHARGÉ D'ADMINISTRATION DE LA RECHERCHE** de 2^e classe (expérience catégorie A de la Fonction publique),
- 1 **ATTACHÉ D'ADMINISTRATION DE LA RECHERCHE** de 2^e classe (BAC + 3...),
- 5 **SECRÉTAIRES D'ADMINISTRATION DE LA RECHERCHE** de 3^e classe (BAC...),
- 3 **ADJOINTS ADMINISTRATIFS DE LA RECHERCHE** (pas de conditions de diplômes).

Vous pouvez retirer vos dossiers de candidature, ou obtenir toutes informations au Bureau des Concours de l'ORSTOM, 213, rue La Fayette, 75010 PARIS. Tél. : 48-03-76-55

La clôture des inscriptions est fixée au 10 décembre 1992 à 17 heures.

Une carrière de qualité, un environnement préservé

Ingénieur

Qualité Ordonnancement h/f

Vous programmerez et coordonnerez les activités de 4 laboratoires d'essais (chimie, entomologie, mycologie, écotoxicité) sur lesquels vous aurez une autorité fonctionnelle ; Vous serez le garant des procédures et délais négociés avec les Chefs de Produits.

Vous mettrez en place et animerez la démarche d'Assurance Qualité dans le cadre du RNE.

A 35 ans, Ingénieur Chimiste à dominante analytique, vous avez acquis une expérience de management et êtes intervenu en opérationnel de la Qualité dans les secteurs Chimie, Pharmacie ou Agro-alimentaire.

Rigoureux et diplomate, vous pourrez ainsi vous faire reconnaître par une équipe scientifique et évoluer dans cette fonction.

Anglais courant. Poste basé à Paris.

Merci d'adresser vos C.V., lettre, photo, et prétentions à **CTBA - Service Ressources Humaines** - 10, av. de St-Mandé 75012 PARIS.



PERFORMANCE IMPROVEMENT

Groupe français leader de l'audit et du conseil, membre de l'un des premiers réseaux mondiaux, nous élaborons les solutions les plus actuelles pour des clients prestigieux et internationaux à qui nous apportons performance et sécurité. Nos perspectives de développement nous conduisent à renforcer nos compétences dans le domaine de la gestion industrielle.

MANAGER INDUSTRIE ET LOGISTIQUE (X, CENTRALE, MINES...)

■ Homme de terrain, vous avez acquis une connaissance approfondie de la fonction industrielle et affirmé votre tempérament de patron par des expériences diversifiées et réussies en entreprises.

■ Homme de stratégie, votre sens de l'analyse et votre force de conviction ont été les clés du succès des missions de conseil de haut niveau que vous avez dirigées.

■ Homme de développement, vous êtes convaincu que votre évolution résultera des initiatives prises en synergie avec le groupe, ainsi que de votre propre contribution au chiffre d'affaires.

■ Homme d'écoute et de dialogue, vous partagez nos valeurs fondamentales : professionnalisme, compétence, confidentialité et potentiel. Votre anglais est courant.

■ Merci d'adresser votre candidature : lettre manuscrite et CV, sous réf. P 370, à **Ernst & Young Conseil** - 51, rue Louis Blanc - Cedex 75 - 92037 Paris La Défense 1 qui étudiera votre dossier en toute discrétion.

ERNST & YOUNG
CONSEIL

SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION DE MATÉRIELS PÉDAGOGIQUES recherche

Chargé d'affaires réseaux H/F

Filiale d'un important groupe d'édition spécialisé dans les domaines pédagogiques, cherche à se développer sur le marché de réseaux multimédias pour les établissements d'enseignement.

Rattaché à la DG, vous aurez la responsabilité de votre C.A. selon deux axes :

- Le développement des ventes de matériels électroniques d'enseignement auprès d'établissements scolaires.
- La commercialisation et le marketing des produits réseaux multimédias auprès d'établissements d'enseignement.

En relation et négociation avec les Conseils Régionaux et Généraux, votre activité s'étendra sur toute la France pour les réseaux et sur une zone géographique pour les matériels électroniques d'enseignement.

Ingénieur de formation (Télécommunications ou Informatique), vous avez une solide expérience commerciale des biens d'équipement et des systèmes complexes d'au moins cinq ans.

De bonne culture générale, vous êtes passionné de pédagogie et vous avez un excellent sens du contact. Une grande autonomie et une réelle mobilité sont indispensables.

Envoyez CV + photo et prétentions en indiquant la référence B51 sur enveloppe et lettre à **CURSUS CONSEIL** - 21, rue Vivienne 75002 Paris.

CURSUS CONSEIL

مكتبة

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 25 novembre 1992 41

SECTEURS DE POINTE



LE GROUPE
COGEMA

18 000
PERSONNES

21,7 MILLIARDS
DE CA
DONT 31 %
À L'ÉTRANGER

150 RÉACTEURS
NUCLÉAIRES
ALIMENTÉS DANS
LE MONDE.



Au sein des services techniques (600 personnes) sur un site de 2 000 personnes, une entité est chargée de fournir à la production les énergies et fluides nécessaires. Elle dispose d'un parc matériel important qu'elle maintient et exploite. Vous êtes responsable de l'exploitation : vous animez l'équipe (45 personnes en service continu), vous organisez et gérez l'activité, veillez au bon fonctionnement des équipements que vous faites entretenir, dans un constant souci de répondre aux besoins de vos "clients". Vous êtes un véritable prestataire de services techniques. Diplômé d'une Ecole d'Ingénieur généraliste, vos 2 ou 3 premières années d'expérience industrielle vous ont permis de gérer des équipes (production, entretien...), de faire fonctionner des équipements, d'apporter un service technique dans un environnement pluridisciplinaire. Vos qualités humaines et votre polyvalence technique sont indispensables. Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la réf. C85 AP, à Olivier Chaumette, OC Conseil, 15 rue du Louvre, 75001 Paris.



1 100 personnes, 850 millions de francs de CA dont 1/3 en France, spécialiste dans la production de produits chimiques, de matériaux composites, de fournitures et produits destinés au bâtiment, aux travaux publics et aux chantiers de recherche

ADJOINT AU RESPONSABLE DU SERVICE ETUDES ET INGENIERIE

Il s'agit d'une création de poste dans le cadre du développement de l'activité ingénierie soit pour le compte des différentes unités du Groupe, soit pour des clients extérieurs français et étrangers.

A l'aide d'une petite équipe, le titulaire du poste prendra en charge des projets complets d'équipements de production d'explosifs depuis l'élaboration du cahier des charges jusqu'à la mise en route sur les sites et la formation des utilisateurs.

Ce poste conviendrait à un ingénieur de formation Génie Mécanique ou Génie Chimique ayant une dizaine d'années d'expérience acquise dans le domaine de l'ingénierie, ayant de solides connaissances en automatisme, curieux des technologies nouvelles et sensibilisé aux problèmes de sécurité et d'environnement, fonctions qui sont à intégrer dès le stade de la conception d'un projet.

Son goût du travail en équipe et sa rigueur allée à son ouverture d'esprit lui permettront de s'affirmer comme le futur responsable du service.

Connaissance de l'anglais indispensable.

Lieu de travail : Bouches du Rhône (proximité d'Aix).



Ecrire sous réf.
48A 2478 2M
Discrétion absolue

71, rue d'Aureuil
75016 Paris



Nous sommes l'un des tout premiers groupes mondiaux de télécommunications. La Direction du Système d'Information développe son pôle national d'expertise et de soutien technique : l'OCISI. Dans ce cadre, nous recherchons :

INGENIEURS INFORMATIENS

A 30 ans environ, de formation Bac + 5 et de nationalité CEE, vous justifiez d'une expérience réussie de 3 à 5 ans chez un fournisseur informatique ou au sein d'une grande entreprise.

Vous avez pratiqué la rigueur et la réactivité que demandent la qualification, l'intégration puis le support de composants logiciels diffusés à grande échelle. Vos compétences techniques s'étendent à l'un des domaines suivants : OS/2, UNIX, GCOS8 ou MVS, RÉSEAUX, si possible en environnement client-serveur.

Les postes à pourvoir sont basés à Guyancourt (78).

L'importance de notre Groupe ouvre de larges perspectives d'évolution de carrière aux candidats à fort potentiel.

Merci d'adresser, sous réf. SR/LM, lettre manuscrite et CV, en précisant votre rémunération actuelle, à :

SM Conseil
3, RUE TREILHARD, 75008 PARIS

Toulouse

Ingénieur industrie agro-alimentaire

Une première expérience réussie en milieu industriel vous permet de prendre en charge la responsabilité de notre atelier de production "Lait - Stérilisé - Pasteurisé". Rattaché au Directeur de l'établissement, vous animeriez une équipe de 40 personnes travaillant en 3 x 8 en développant nos projets prioritaires :

- Qualité
- Productivité
- Sécurité
- Développement de la formation et des qualifications
- Gestion prévisionnelle de l'emploi

La connaissance de la co-extrusion constitue un plus.

Ingénieur responsable maintenance + énergie

Rattaché au Directeur de l'établissement, Responsable d'une équipe de 30 personnes, vos principaux objectifs consistent à :

- augmenter la productivité et les rendements des lignes de production en améliorant la qualité des produits et la sécurité des opérateurs ;
- améliorer les ratios énergétiques par la maîtrise opérationnelle des investissements et les Travaux Neufs.

Après une première expérience réussie, vous associez le sens de l'organisation à des connaissances électroniques, mécaniques et frigorifiques.

Envoyez dossier complet + photo et prétentions au Directeur des Relations Sociales, à ALLIANCE AGRO-ALIMENTAIRE, 3A, 183 avenue des Etats-Unis, 31016 Toulouse Cedex.

Réponse rapide et discrétion assurées.



Au-delà des technologies les plus avancées...

Ingénieurs Chef de Projet

Intégré au Centre de développement européen, vous prenez en charge la conception, le développement et la validation des systèmes électroniques automobiles du futur.

Ingénieur diplômé d'une grande école, vous êtes débutant ou avez une expérience de 3 à 5 ans. Vous maîtrisez les micro-processeurs, le traitement de signal et le traitement analogique.

Une langue étrangère (allemand ou anglais) vous est nécessaire.

Ces connaissances sont bien sûr indispensables pour réussir cette mission, mais ce sont surtout vos qualités personnelles et votre forte personnalité qui feront la différence.

Ambitieux, très motivé, vous saurez évoluer avec notre société.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. I.C.P/LM à notre Conseil Sophie de Commines, 10 rue de la Paix, 75002 PARIS.

... l'énergie des hommes

HYPER FRÉQUENCE À BORDEAUX

Leader mondial des télécommunications mobiles, MOTOROLA a fait de son unité de Bordeaux son centre d'excellence des produits RF en Europe et y développe des technologies de pointe (AsGa, circuits intégrés hyperfréquence...). Pour permettre la poursuite de notre développement, nous recherchons des INGENIEURS ELECTRONICIENS SPECIALISES EN TELECOMMUNICATIONS, de haut niveau.

INGENIEUR CONCEPTION-APPLICATION COMPOSANTS HYPER FRÉQUENCE

Vous serez le bras droit de notre Directeur du Laboratoire de développement et prendrez en charge la conception de composants hyper fréquence actif Si. AsGa faible et forte puissance pour application de 1 GHz à 12 GHz.

Vos atouts : 10 ans d'expérience dont 5 au moins dans le domaine des télécommunications ; un solide sens pratique ; des qualités de communication et un esprit d'innovation.

Tous ces postes impliquant de nombreux contacts avec nos unités européennes et américaines, la maîtrise de l'anglais est indispensable. Merci d'adresser votre candidature en précisant le poste choisi à Huguette CADEAU - Direction du Personnel MOTOROLA Semiconducteurs Bordeaux S.A. - 152, avenue de la Jallière - 33300 BORDEAUX.



INGENIEUR PRODUCT MARKETING

Chargé d'identifier et de développer le marché des circuits intégrés RF en Europe, vous serez l'interlocuteur privilégié de la force de vente, des clients et distributeurs, et des ingénieurs RFICS de MOTOROLA Phenix.

Vous initialiserez le développement des nouveaux produits. Vous avez complété votre formation initiale par une expérience du marketing-ventes d'au moins deux ans.

INGENIEURS DESIGNERS CIRCUITS INTÉGRÉS RF

Vous serez chargé du design, du développement et de la caractérisation de circuits intégrés multi-fonctions microwave / RF pour des applications télécommunications.

Une expérience d'au moins 3 ans en microwave, circuits RF ou systèmes vous permettra de réussir à ce poste.

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36015 LM

SECTEURS DE POINTE

Sur fond de matière grise, vos grands projets verront le jour

Filiale du groupe Alcatel Alsthom, Alcatel TITN Answare apporte à ses clients un ensemble de compétences dans le domaine des réseaux et des systèmes d'architectures distribuées. Ces systèmes trouvent des applications dans tous les secteurs de la vie économique et à tous les stades : conseil, assistance et réalisation de logiciels, intégration de systèmes, ingénierie d'exploitation de parc.

Ingénieurs de grandes écoles : vous aspirez à un monde fait d'ambition, de missions passionnantes, de perspectives. Nous recherchons des **Consultants, Chefs de Projets, Ingénieurs d'Etudes**, dans les domaines d'activité suivants :

Industrie, Aérospatial et Défense

Intégration de projets de pointe dans les domaines : systèmes embarqués - traitement du signal et de l'image télécommunications militaires - productique - contrôle de process - gestion électronique de documents - OLP (On Line Transactional Processing) - sécurité des systèmes informatiques.

Tertiaire

Etude et développement des systèmes d'information des Administrations, des Banques, des Assurances et des Grandes Entreprises.

Télécommunications

Architecture de réseaux hétérogènes - protocoles de communication - réseaux locaux - large bande - Numéris - messagerie X400 et serveurs multimédias.

Génie Logiciel

Développement d'outils - organisation et suivi de projets - méthodologie - intégration d'ateliers logiciels.

Ingénierie d'Exploitation de Parc

Offre complète de services dans l'exploitation, la gestion, le suivi matériel et logiciel de parcs informatiques.

Nos implantations régionales interviennent dans les mêmes domaines applicatifs

Nord : Villeneuve d'Ascq, **Est :** Metz, Strasbourg, **Rhône-Alpes :** Lyon, Grenoble, Clermont-Ferrand, **Sud-Est :** Aix-en-Provence, Toulon, Nice, **Sud-Ouest :** Toulouse, Bordeaux, **Ouest :** Nantes, Brest, Rennes, **Centre :** Orléans.

L'INFORMATIQUE ENRICHIE DES TELECOMMUNICATIONS

ALCATEL
TITN ANSWARE

Direction des Ressources Humaines - 1, rue Galvani - BP 110 - 91301 Massy Cedex.

RESPONSABLE DE PRODUCTION, UNE PREMIERE ETAPE...

Filiale d'un groupe multinational, notre activité est résolument tournée vers le grand public. Notre stratégie de développement repose en partie sur la performance de nos systèmes d'information : la qualité de nos moyens techniques est l'une de nos priorités. Nous recrutons un collaborateur à potentiel pour prendre en charge notre Production. Vous assurerez la responsabilité opérationnelle des fonctions "Exploitation", "Système", "Réseau". Vos objectifs : optimiser le site dans un souci de "qualité", définir une nouvelle architecture de télécommunications, préparer et orienter les choix techniques futurs. Vous interviendrez d'autre part auprès du DIO pour des missions d'organisation et de développements spécifiques.

Bac + 5, vous avez eu, au travers de vos 10 années d'expérience en SSII ou entreprise, un parcours vous permettant d'acquies des compétences diversifiées dans les différentes fonctions et environnements informatiques. Plus polyvalent qu'expert vous êtes néanmoins un technicien rigoureux.animateur, vous saurez mobiliser votre équipe (8 personnes). Homme de communication, vous serez l'interlocuteur privilégié des Etudes et des utilisateurs. Du succès de cette mission dépendra une évolution vers de plus larges responsabilités.

Merci d'adresser lettre, cv et photo sous réf. 12/955 à BERNARD JULHIET - 79/83 rue Baudin 92309 Levallois Perret Cedex.

Membre de Syntec **BERNARD JULHIET**
CONSEIL ET DEVELOPPEMENT

Placoplatre
Signe la qualité

Au sein du Groupe BPB INDUSTRIES, leader européen des produits du plâtre, BPB FRANCE, 2 500 personnes, 3 milliards de Francs de CA, recherche pour sa Division PLACOPLATRE (1 000 personnes, 1,7 milliard de F. de CA) un :

INGÉNIEUR SERVICES TECHNIQUES

Dans notre principale usine et sous la responsabilité du Chef des Services Techniques, vous prendrez en charge l'étude et la réalisation, dans le domaine électrique, de projets liés à la maintenance ou au développement de nos installations fortement automatisées.

Fort d'une intégration réussie, vous élargirez progressivement votre champ de responsabilité et vous aurez à intervenir sur l'ensemble des problèmes techniques du site : électricité, mécanique, automatisme.

27/32 ans, Ingénieur diplômé d'une Grande École Généraliste ou d'une École Spécialisée en Électricité, une première expérience a conforté votre potentiel technique et votre sens de l'animation des hommes. Anglais souhaité.

Un candidat performant trouvera de réelles perspectives d'évolution dans la Division ou le Groupe.

Pour ce poste basé en RÉGION PARISIENNE, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous référence A21108 à notre Conseil Madame Favreux - 52, rue de la Fédération - 75015 PARIS.

BPB
FRANCE

LE MONDE DES COMMERCIAUX

Управлять нашим магазином Danone в Москве

BSN
Branche produits
frais Europe

BSN poursuit son développement en Europe et bénéficie déjà d'implantations industrielles ou commerciales en Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, Russie...

Destiné à promouvoir la marque et les produits Danone, le magasin ouvert depuis le mois d'août connaît un vif succès : 2 000 clients moscovites, chaque jour, viennent apprécier la qualité de nos produits.

Dans un objectif constant d'efficacité et de qualité, en prenant la Direction du magasin Danone, vous agissez en véritable entrepreneur : manager d'une équipe de 25 personnes, vous êtes responsable des ventes, des budgets, des approvisionnements et des relations de partenariat avec les interlocuteurs de l'administration moscovite.

De niveau Bac + 5, vous avez 5 à 10 ans d'expérience professionnelle et parlez parfaitement le russe. Doté d'une grande rigueur et d'une réelle puissance de travail, vous conjuguerez ténacité et résistance avec un remarquable sens relationnel.

La réussite de ce véritable challenge sera pour vous la clé de votre évolution dans le Groupe.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. CW89M, à BSN, Service Recrutement des Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.

DANONE
GROUPE

PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS
ET TROISIÈME EUROPÉEN

Groupe belge important dans le secteur des produits de traitement du bois désire engager pour la France :

Un Agent Commercial

SES FONCTIONS

- assurer le suivi au niveau interne et externe du fichier des clients existants et nouveaux;
- négocier des accords commerciaux avec des sociétés spécialisées dans le traitement du bois, maisons de gros ou sociétés analogues;
- développer par ses propres moyens une nouvelle infrastructure commerciale en France;
- à long terme, attirer, rechercher et sélectionner des représentants.

PROFIL

- posséder d'excellentes capacités de négociation et justifier d'une expérience commerciale dans un secteur industriel apparenté;
- faire preuve d'excellentes capacités de commandement.

NOUS OFFRONS

Notre mouvement est leader européen. Pour les personnes répondant au profil décrit ci-dessus, notre client prévoit des conditions salariales très attractives et de nombreuses possibilités d'épanouissement.

INTERESSE?

Envoyez immédiatement votre lettre de candidature manuscrite accompagnée d'un curriculum vitae et d'une photo d'identité récente à Ago - Sélection du personnel. Seules les lettres de candidatures écrites, envoyées à l'adresse ci-dessous et mentionnant 2 personnes de référence seront prises en considération. Chaque candidat sera avisé par écrit. Discretion assurée. L'entrée en fonction est prévue vers le mois de décembre 1992.

AGO PERSONEELKEUZE

Conseillers en matière de recrutement de personnel
Minister Pieter Tacklaan 31 • 8300 Courmayeur • Belgique